



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

Séance publique

du 12 octobre 2020

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Mes chers collègues, bonjour à tous et à toutes. Nous sommes réunis pour notre Conseil de Métropole, avec évidemment son ordre du jour ; dans quelques instants, Monsieur MANSOURIA fera l'appel. Nous le tenons dans des circonstances particulièrement difficiles pour notre Métropole, l'ensemble de nos communes et au-delà, puisque suite à l'annonce du ministre de la Santé qui plaçait les métropoles de Toulouse et de Montpellier en sursis, les trois indicateurs ont été atteints, et nous passons donc en zone de vulnérabilité extrême. C'est une situation extrêmement éprouvante, qui annonce des semaines difficiles. Éprouvante, d'abord, pour les personnels hospitaliers et parce que le virus circule. Je suis en contact régulier avec Monsieur le Préfet puisque suite à la circulaire du 7 août, le Préfet et le Président de la Métropole doivent s'efforcer de coordonner leurs actions face à la circulation du virus. Compte tenu des circonstances, nous avons convenu qu'il était important de venir s'exprimer devant les maires de notre intercommunalité et au-delà, le Conseil de Métropole, puis devant la presse, nombreuse, pour donner un certain nombre d'informations, comme nous l'avions fait avec les maires, mais cette fois-ci dans une configuration un peu plus large. Je vous remercie Monsieur le Préfet de prendre un petit peu de temps pour vous exprimer. Et dans un second temps, nous délibérerons sur les mesures d'accompagnement aux acteurs économiques qui sont impactés par ces restrictions. Je propose de vous céder la parole, Monsieur le Préfet.

Monsieur le Préfet

Merci infiniment. Monsieur le Président, Messieurs les Vice-Présidents, Mesdames, Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs, merci Président pour les quelques minutes que vous m'accordez. Nous avons monté cela rapidement hier, de manière à ce que je puisse venir vous rencontrer et peut-être expliquer un certain nombre de choses, mais surtout vous remercier, en tout cas ici très solennellement, pour tous les efforts que vous faites en tant qu'élus de proximité et de contact pour continuer ce qui est l'essentiel aujourd'hui : pouvoir convaincre nos concitoyens de s'engager dans la voie du raisonnable. Nous aurons cet après-midi, avec le Président Delafosse, une rencontre avec les médias, de manière à pouvoir là aussi expliquer la géographie et surtout les tendances qui vont être les nôtres dans les jours qui viennent.

D'abord, je ne vous assommerai pas de statistiques, mais quelques chiffres de référence : effectivement, nous avons franchi au cours du week-end, à une vitesse d'ailleurs assez impressionnante, les trois critères « ennemis » qui sont retenus au niveau national pour atteindre ce seuil d'alerte, si je puis dire, qui est un peu le dernier palier avant de revenir à des mesures plus compliquées. Effectivement, le taux d'incidence a passé hier matin les 250, qui est le seuil d'alerte – il était à 251,5 hier midi. Mais surtout le point qui m'inquiète le plus, comme je vous l'avais indiqué, c'est que nous avons pu constater ces dernières semaines, à peu près à partir du 10 septembre, un transfert d'infections des moins de 40 ans (ce que nous avions jusqu'alors) vers les personnes de plus de 40 ans. Et comme vous le savez toutes et tous, aujourd'hui dans le département 70 % des gens qui sont durement touchés par le Covid ont plus de 60 ans, en tout cas rentrent dans cette tranche des plus de 40 ans. Néanmoins, je dois vous dire que si 70 % des personnes qui séjournent à l'hôpital aujourd'hui pour cause de Covid ont effectivement plus de 70 ans, 30 % ont largement moins de 60 ans. Donc, il faut quand même se dire toutes et tous que ce n'est pas simplement une maladie du 3^e âge ou des séniors mais bien véritablement une maladie qui est extrêmement virulente. Ce qui m'inquiète au plus haut point, c'est que nous sommes quasiment recordman de France du taux d'incidence parmi les personnes de plus de 65 ans, puisque notre taux d'incidence parmi cette catégorie de population dépasse très largement 270 pour 100 000, avec des taux de positivité qui sont au-delà de 16 %, ce qui est beaucoup trop, malgré toutes les précautions que nous prenons et que nous indiquons.

Donc j'ai été contraint, après un certain nombre de consultations à la fois techniques au sens hospitalier et médical du terme et avec les élus concernés, de placer la Métropole, la totalité des communes de la Métropole au stade d'alerte le plus abouti aujourd'hui, au-delà du seuil renforcé dans lequel nous étions, et d'y ajouter 7 communes qui bordent la Métropole et qui sont intégrées dans son dispositif humain si je puis dire, en lien avec la circulation scolaire, circulation cadre de vie, et d'élargir par ailleurs le nombre d'EPCI qui étaient concernés par l'alerte renforcée puisqu'en dehors de la Métropole, deux étaient concernés jusqu'à aujourd'hui, le Pays de l'Or et le Pays de Lunel, auxquels on ajoute la Vallée de l'Hérault, le Grand Pic Saint-Loup et le Clermontais. Nul doute que d'ici la fin de la semaine, d'autres EPCI au regard des données que j'ai ce matin devront basculer également. Donc nous avons une accélération extrêmement forte avec des hospitalisations qui augmentent de façon préoccupante – plus de 160 personnes hospitalisées hier soir, dont une petite cinquantaine en réanimation. Si vous voulez vous convaincre de la gravité de la situation, dites-vous bien que sur le mois de septembre, nous avons hospitalisé en réanimation plus de personnes au total que

sur la totalité des deux premiers mois de confinement (mars et avril) dans le département. On y reste moins longtemps, mais on y va quand même. Et nous sommes aujourd'hui à 197 décès du Covid au total – nous totalisons les établissements de santé, les Ehpad ou autres maisons spécialisées de cette catégorie. Nous avons, nous sommes rentrés dans cette crise début septembre, 164 décès ; en gros, nous perdons aujourd'hui une personne à cause du Covid tous les jours en moyenne. Donc, une inquiétude.

Le seul message que je passe, c'est que l'on puisse tous collectivement se convaincre que le virus est très virulent, qu'il se transmet dans des rassemblements humains non maîtrisés. Je pense que collectivement nous devons passer ce message pour ne pas ensuite être obligés de prendre des mesures un peu compliquées, sachant que nos établissements de santé sont rentrés, déjà depuis une bonne semaine, dans des phases de déprogrammation d'opérations, ce qui ne sera pas sans conséquences sur le long terme sur le système de santé. Concernant les deux principales mesures auxquelles nous sommes passés, la plus spectaculaire, celle dont tout le monde parle, est la fermeture des bars. Je dois vous dire, pour les maires, qu'un bar n'est pas un restaurant. J'ai d'ores et déjà donné des consignes extrêmement fermes, extrêmement précises aux forces de l'ordre. Ce n'est pas parce qu'on aligne deux tranches de saucisson avec un vague cornichon ou un petit légume sur une planche en bois que l'on se transforme de manière magique demain soir en restaurant. Je le dis « à bon entendeur, salut » pour les maires. Là-dessus, je n'aurai pas la main qui faiblira, et j'irai au judiciaire à chaque fois qu'il y aura récurrence, de manière à faire fermer définitivement les établissements si nécessaire. Cet après-midi, nous voyons, pour ce qui nous concerne, les professionnels du secteur – nous les avons déjà vus à plusieurs reprises – de manière à bien définir ce qu'est un restaurant de ce qui ne l'est pas. Dans un restaurant, il y a une cuisine, il y a une transformation et on est bien dans une donnée qui est précisée.

La deuxième mesure concerne les grandes surfaces GMS de notre secteur concerné, en alerte maximale, et consiste à revenir à ce que nous avons pratiqué au cours du confinement, c'est-à-dire un client tous les 4 m² sur les surfaces de vente (hors réserves, etc.), de façon à pouvoir là aussi « dédensifier », autant que nous le pourrons, le sujet. Pour le reste, tout continue sur la même donnée. Je précise, parce que vous l'avez vu dans la presse, que l'arrêté que j'ai repris pour faire soudure ce week-end sur la fermeture des salles de sport, tombe de toute façon tout à l'heure puisque j'ai signé le nouvel arrêté, qui lui réimplique les nouvelles mesures : les salles de sport restent fermées dans la zone d'alerte maximale, sous de nouveaux fondements. Et le périmètre des fermetures s'est élargi avec le périmètre des EPCI en zone renforcée. Voilà ce que je voulais vous dire. En fait, le seul message que je passe ici, c'est celui-là. C'est un message de cohésion, un message qui consiste à dire : « faisons un effort comme on a su le faire pendant la première phase où on a été efficace dans ce département », puisque je rappelle tout de même que pendant les mois de mai, de juin et de juillet, on avait à peine une à deux personnes par jour que l'on arrivait à détecter « positive » au Covid. Donc, il n'y a aucune raison que quand on ne se met pas tous ensemble, collectivement, au sens humain du terme, on ne puisse pas arriver à maîtriser cette transmission qui est un peu erratique.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les élus, un très grand merci également pour l'attention économique que vous aurez dans quelques instants en faveur des entreprises qui sont concernées. Vous l'avez vu, on vous l'a tous fait passer, des mesures ont été prises par le gouvernement pour venir appuyer les secteurs économiques qui ont été touchés, à la fois sur les fermetures qui viennent (avec des mesures complémentaires et assez importantes financièrement parlant) et pour venir en exonération fiscale, ce qui était une demande ancienne au sens « covidique » du terme d'un certain nombre de professionnels pour soutenir leurs activités dans des secteurs qui étaient un peu périphériques. En effet, on identifie tous aujourd'hui l'hôtellerie-restauration et un ensemble de commerces, mais dans le commerce, il y a un certain nombre de commerçants qui ont été durement touchés – on pense notamment aux fleuristes qui étaient un petit peu en difficulté, on pense aussi à tous les professionnels de l'événementiel qui dans notre département, sont nombreux, qui est un secteur important – et qu'il fallait venir mieux soutenir. Donc vos mesures au niveau économique à l'échelle de la Métropole sont les bienvenues pour toutes et tous, et sans évidemment interférer dans la discussion ou le vote que vous aurez, je veux simplement dire que cette initiative, ne serait-ce que par le fait qu'elle puisse venir devant le Conseil de Métropole, est heureuse. Voilà ce que j'avais à vous dire. Je ne veux pas perturber vos travaux plus longtemps, mais s'il y a, Monsieur le Président, et sous votre égide, quelques questions, je veux bien y répondre brièvement.

Monsieur le Président

Monsieur Laurent JAOUL, Maire de Saint-Brès.

Laurent JAOUL

Monsieur le Préfet, merci pour votre intervention. Vous venez de prendre un certain nombre de mesures

concernant nos bars et nos restaurants. Ne pensez-vous pas qu'il n'est pas raisonnable, vis-à-vis de la population qui nous regarde aujourd'hui, de voir plus de 100 personnes dans un hémicycle prendre le café juste à l'entrée ? Ne pensez-vous pas qu'il faudrait prendre des mesures pour les assemblées délibératives avec des conditions de quorum qui seraient peut-être différentes ? Je crois que les élus devraient peut-être montrer l'exemple vis-à-vis de nos populations et de nos commerçants. Merci.

Monsieur le Président

Je vais répondre parce que c'est une vraie question. Pour information, le Bureau qui a préparé cette assemblée s'est tenu en visioconférence, et nous limitons tous la vie statutaire par le développement de la visioconférence. Monsieur NYS travaille pour développer le télétravail dans la collectivité. Toutes les entreprises qui emprunteront ce mouvement seront bienvenues. Il est clair que dès mardi – c'est ce soir, à minuit, que nous passons en alerte maximale –, dans le prochain Conseil de Métropole – on dialogue avec l'ensemble des maires –, comme, je pense, dans chacun des conseils municipaux, nous aurons un échange pour limiter les présences et assurer un certain nombre de représentations, tant que nous serons sous cela. Nous avons une obligation d'exemplarité, même si je constate que chacun porte le masque et a adopté les gestes barrières (main et distance), mais il est clair que dans les semaines qui viennent, notre vie démocratique et statutaire va être impactée. Je ferai un certain nombre de propositions pour que nous soyons aussi au rendez-vous. On aurait pu se poser la question de l'annulation de ce conseil, mais je pense aussi que c'est le message qui doit être le nôtre : il y a des mesures de restriction qui sont décidées mais nous devons veiller à ce que la vie sociale, économique et démocratique puisse se tenir, même si elle se tiendra dans des formes différentes. Et je vous remercie, Monsieur le Préfet, dans les échanges que nous avons eus, par exemple, sur les activités sportives ou associatives des mineurs, d'avoir entendu le message de nombreux collègues, pour faire en sorte que le samedi – puisque les enfants peuvent aller à l'école – ils puissent pratiquer leurs activités de judo, de taekwondo, de football, de handball, etc. Mais il est clair, Monsieur le Maire, cher Laurent, que nous entrons dans une période où nous allons devoir à nouveau faire différemment et amplifier. Le prochain Conseil de Métropole se tiendra soit de manière plus restreinte dans cette salle, soit assurément dans une autre salle pour pouvoir renforcer encore nos gestes barrières, qui sont le seul moyen d'endiguer la progression du virus. Zohra, Monsieur PELLET et Monsieur ASSAF, puis nous en resterons là pour ensuite travailler.

Zohra DIRHOUSSE

Bonjour à tous. Monsieur le Préfet, bonjour. Je souhaitais intervenir vis-à-vis des grandes surfaces sur l'impression que cela donne sur les commerçants et sur la population d'un certain « no man's land » dans les grandes surfaces. Aujourd'hui, on reviendrait à un client tous les 4 m². Ce qu'il se passe, c'est que les grandes surfaces calculent le nombre de personnes sur la surface totale du magasin, alors que les clients sont concentrés souvent dans des allées ou dans des rayons précis, comme l'alimentaire. Donc on se retrouve parfois avec une vingtaine, une trentaine de clients dans les allées ; ce nombre de clients par m² n'est pas respecté. Les directeurs de magasins se défendent en disant : « *la surface du magasin est de 11 000 m², on fait rentrer 250 clients, donc on est dans le cadre de la loi* ». Donc, nous vous demanderons une certaine attention sur ces grandes surfaces pour la protection des clients et du personnel. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur PELLET, Maire de Saint-Geniès.

Yvon PELLET

Je voudrais prendre la parole concernant les positions dans la métropole, une position globale. Quand on stigmatise les bars... Je suis, vous le savez, sans aucun doute le défenseur des bars parce que dans les villages ils sont un lieu de lien social. Les bars qui respectent la réglementation avec une clientèle assise... Dans nos villages, les bars respectent cette distanciation, le fait que la clientèle soit assise, etc. ; c'est un lieu de rencontres, c'est une recette le matin, avec le café et le « petit bonjour », qui permet de payer déjà quelques frais de la journée. Je ne comprends pas pourquoi on fait un amalgame. Le bar qui ne respecte pas doit être sanctionné – je suis complètement d'accord, Monsieur le Préfet. Mais s'agissant d'un bar qui respecte la réglementation – dans nos villages, ils ne sont pas en centre-ville, ils ne sont pas dans de grands flux de populations –, je ne comprends pas que l'on prenne des positions aussi radicales sur cette catégorie de gens qui est très impactée par la crise. Certains ont souscrit au PBE, mais il faudra le rembourser ; le PBE, ce seront en 2021 des échéances financières. Or seule l'activité économique va permettre de les rembourser. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président, je vous remercie Monsieur le Préfet de venir devant nous expliquer la gravité de la situation. Je pense effectivement qu'il est de notre responsabilité, en tant qu'élus, chacune et chacun d'entre nous, individuellement et collectivement dans nos communes, de mettre en œuvre tout ce qui est possible de façon à freiner la progression de cette épidémie. Vous en appelez à la responsabilité de chacun et je crois effectivement qu'il faut en appeler à la responsabilité de tous. Je voudrais également en appeler à la responsabilité de l'État parce qu'il y a tout de même un point qui est absent de tous les discours, c'est la situation dans l'Éducation nationale. Ce n'est pas tout à fait pour rien si les chiffres sont en augmentation depuis le mois de septembre, c'est-à-dire après la rentrée scolaire. Les chiffres de Santé publique France qui datent de vendredi, d'il y a trois jours, la veille du week-end duquel nous sortons à l'instant, montrent que 35 % des clusters sont dans l'éducation ; 35 % des clusters en cours d'investigations sont dans le milieu scolaire et universitaire. Et que constate-t-on ? Depuis le confinement du mois de mars, on voyait quand même venir notre rentrée du mois de septembre. Qu'est-ce qui a été fait dans les établissements scolaires ? Je pense en particulier aux établissements du second degré. A part le port du masque obligatoire pour les personnels et pour les élèves, strictement rien. C'est-à-dire que dans une salle de classe à 20 ou 30 élèves, la règle d'une personne pour 4 m², dont on parlait pour d'autres établissements, ne peut absolument pas être respectée. Dans nombre de pays qui nous entourent, en Espagne, en Italie, en Allemagne, l'État a fait en sorte d'ouvrir des locaux nouveaux, d'embaucher parfois massivement des personnels de façon à diviser les classes et de façon à permettre d'avoir moins d'élèves par classe et à permettre la distanciation. Tout cela n'a pas été mis en œuvre, alors qu'on le voyait venir depuis le mois de mars. Je vous rassure, je n'accuse pas l'incompétence de l'État. Je pense qu'il y a, au contraire, une volonté structurelle de ne jamais recourir à des personnels supplémentaires dans l'Éducation nationale. Je regrette que même dans la situation d'extrême gravité de la crise que nous traversons, l'État s'entête dans cette volonté de ne pas embaucher de personnel supplémentaire, là où c'était nécessaire. Et comme par hasard, les chiffres de vendredi montrent que cet endroit-là est celui où circule le plus le virus. Donc la responsabilité de chacun, oui – et je pense que nous tous élus ici devons agir avec toute notre force pour limiter cette épidémie –, mais la responsabilité de tous, j'y tiens. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MARTIN. Monsieur ASSAF, pour une dernière intervention. Puis nous commencerons nos travaux.

Christian ASSAF

Merci Monsieur le Président. Monsieur le Préfet, merci pour votre intervention dans un contexte compliqué – l'exercice n'est pas facile, cela mérite de le souligner –, dans un contexte anxiogène pour nos concitoyens. Vous le sentez d'ailleurs, les élus qui sont ici sont aussi les porte-parole de cet état d'esprit qui est lié, bien sûr, à la crise que vous décrivez, mais aussi à une forme d'interrogation quelquefois sur les mesures que l'État demande aux collectivités de prendre. Et vous le savez, ici plus qu'ailleurs, elles le font avec obéissance. Mais peut-être devrions-nous aussi insister auprès de nos concitoyens sur l'efficacité de ces mesures. Je voudrai vous interroger sur le fait de savoir si dans d'autres régions ou métropoles... Il me semble qu'à Bordeaux, il y a eu des effets de retrait de la circulation de l'épidémie. Il s'agirait dès lors de mettre en avant et de valoriser auprès de nos concitoyens l'efficacité de ces mesures parce que finalement, dans cette période un peu trouble, nos concitoyens ont aussi besoin de savoir que tout ceci est transitoire, qu'il peut y avoir une issue heureuse à tout cela. Je trouve que nous devrions, et vous en particulier qui êtes le messenger de l'État, à la fois responsabiliser sans culpabiliser et donner un espoir, une espérance. Il me semble que cela aiderait à faire passer les messages.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Monsieur le Préfet, puis je dirai un mot. [*Une élue demande la parole*] Je ne vous ai pas vue. Je propose que Monsieur le Préfet réponde.

Monsieur le Préfet

Je vais faire une réponse succincte pour vous laisser travailler ensuite, en reprenant d'abord la question de Madame DIRHOUSI. Sur l'ensemble du spectre de ce qui est annoncé, et je fais le lien avec la question de Monsieur ASSAF, je vous rejoins assez sur la stratégie, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de stigmatiser. Je peux constater que des gens, et je le constate presque tous les jours, qui prennent des précautions arrivent quand même à se faire contaminer dans un milieu – et je fais le lien avec la question de Monsieur MARTIN – qui est souvent un lien assez éloigné du milieu professionnel. C'est-à-dire : les contaminations en milieu professionnel – cas cluster interne qui serait parti parce que l'on n'a pas respecté les mesures barrières – sont

assez exceptionnelles dans le département – j'en ai deux en tête, je fais droit avec mon directeur de cabinet. Le reste, ce sont des situations où l'individu, la personne réimporte le sujet dans son milieu de vie, en tout cas hors domicile. Souvent, puisque nous y avons été confrontés de manière lourde, c'est lorsqu'on respecte tout le temps et que l'on fait abstraction à un petit moment : « on va fumer ensemble », j'ai des cas assez fréquents ; au moment du déjeuner, « bas le masque, on travaille tout le temps ensemble », etc. C'est souvent ainsi que le virus transite. Et en milieu scolaire, pour répondre à votre question, ce n'est pas là qu'il y a, statistiquement dans le département en tout cas, le plus de personnes porteuses de la Covid, même s'il est vrai que dans le milieu scolaire, en général, les barrières sont un peu plus compliquées à faire respecter, que dans un milieu d'adultes un peu plus avéré. Ensuite, les choix que vous décrivez (« il faut embaucher davantage, etc. »), il s'agit d'un choix de société qu'il ne m'appartient pas ici de dire, mais je voudrais quand même l'exprimer un peu fortement ici, et les enseignants qui sont dans la salle pourront éventuellement en débattre après : on ne peut pas en quelques jours devenir pédagogue ou enseignant. Donc un recrutement massif de nouveaux enseignants, etc., ne paraît pas aujourd'hui avéré. Et tous les pays qui n'ont pas fait le choix de reprendre l'enseignement ne sont pas forcément dans une situation extrêmement heureuse ou en tout cas n'ont pas des perspectives positives. Comme l'a dit tout à l'heure le Président Delafosse, il faut impérativement reprendre et continuer notre vie sociale et économique ; c'est un enjeu majeur et c'est le pari que nous faisons collectivement : pouvoir continuer, avec des gestes barrières, avec des mesures sanitaires appropriées et sectorisées.

Concernant la partie économique, pour reprendre les deux interventions qui se mixent sur les bars, je peux vous attester que dans le département, on a nombre de départs de contaminations dans des lieux où l'on est nombreux, très près, où l'on enlève le masque, etc., et ce n'est pas forcément qu'un sujet urbain. Il est vrai que la densité de la métropole, la densité de la population fait que nous avons dépassé le critère ; je rappelle que ce matin, le taux d'infection dans le département était près de 180 (250 pour la métropole, plus de 180 pour le reste du département). Donc il n'y a pas moins de risques, à l'heure où l'on se parle, en milieu rural, qu'en milieu urbain. Simplement, en milieu urbain nous constatons que l'accélération – et c'est assez logique –, du fait des échanges intermodaux, est pour le moment un peu plus dense. Mon objectif, et je réponds là à une question qui a été posée, était de pouvoir prendre des mesures utiles. Je rappelle que ma stratégie tient en trois mots – je la répète quasiment tous les jours :

- pragmatisme, puisqu'il faut prendre des mesures utiles et ne pas être, comme je l'ai dit plusieurs fois à nos amis de la presse, dans une espèce de course au concours Lépine de la mesure la plus médiatique, la plus intéressante ;
- réactivité : c'est ce que nous faisons, de manière à adapter, à chaque fois que cela est possible, des mesures de souplesse. C'est la raison pour laquelle je ne rentre pas dans une espèce d'*égalisation*, de prise de mesures globales pour le département. Nous avons fait vraiment dans le ciselé en regardant bien qui, quoi et combien sont concernés ;
- et enfin être efficace dans les mesures que l'on prend. Je dois dire que les mesures que nous avons prises ici et qui pourtant avaient été décriées par beaucoup, comme le port du masque obligatoire dès la mi-août, la fermeture d'un certain nombre de choses, nous ont quand même permis, pendant presque deux mois, de rester sur un palier, certes un peu élevé, ce qui montre bien qu'à un moment donné, on peut continuer à le faire et à regagner – je vais peut-être être un peu provocateur, mais je le fais sciemment – des « parts de marché », des « parts de contaminations ».

Je pense et reste fondamentalement persuadé que tant que nous n'aurons pas de dispositif pour nous protéger de la Covid, au sens médical du terme... Chacun ici peut avoir accès à un certain nombre d'informations en la matière mais je dois dire que dans les prochains jours, nous n'aurons pas de produit miracle qui nous permettra de sortir du sujet. Donc il faut bien continuer avec ce qui fonctionne. Et ce qui fonctionne, ce sont les gestes barrières individuels et collectifs. C'est de cela dont il s'agit pour pouvoir y arriver. Il faut, à un moment donné, pouvoir casser la dynamique. Je suis désolé à la fois pour un certain nombre de professions et un certain nombre d'activités sociales : il faut que l'on puisse les maîtriser. Pour les grandes surfaces, je vous entends totalement, Madame, là-dessus : nous les contrôlerons également, comme le reste. Et je précise que ce ne sont que les surfaces de vente et que l'on ne comptabilise pas les surfaces hors tout (stocks, etc.).

Monsieur le Président

Monsieur le Préfet, merci.

Madame OLLIER s'exprime hors micro.

Monsieur le Président

Madame Ollier, on vous donne régulièrement la parole dans ce Conseil. Madame OLLIER ! Madame OLLIER, la manière dont vous interpellez là... Je vous remercie Monsieur le Préfet d'être venu et, de manière transparente, d'avoir donné la réalité, parce que parfois il y a beaucoup de choses qui sont dites ici et là. Ce dialogue avec l'ensemble des élus du territoire de la Métropole était important, à la fois votre communication et le fait de pouvoir être interpellé.

Je voudrai le dire : on aimerait tous vivre une autre époque. Pour certains, on prend son mandat dans ces circonstances, on exerce son mandat dans ces circonstances qui sont absolument inédites pour notre pays depuis la guerre. Nous avons, bien sûr, traversé des tragédies mais celle-ci, d'un point de vue sanitaire, est une première et nous appelle collectivement à une grande responsabilité. Dans cette assemblée, l'ensemble des maires, des élus, chacun à son poste, chacun à sa place, essayent d'y faire face. Il est de la responsabilité du ministre de la Santé de définir ce qui est possible et ce qui ne l'est pas ; c'est ainsi que les choses sont organisées. Donc nous devons œuvrer pour la grande pédagogie auprès de nos concitoyens parce que rien n'est inéluctable sur la circulation du virus, et rappeler inlassablement le rôle des gestes barrières. Prendre des mesures d'accompagnement auprès des acteurs est aussi de notre responsabilité. Et vous avez souligné l'engagement qui est celui de la Métropole sur les aides au loyer, sur les prêts à taux zéro, sur un certain nombre d'exonérations qui viennent en complément des dispositifs, car nous savons que, outre la lutte contre la circulation du virus, ce sont des enjeux économiques et sociaux qui vont se jouer. Et là, hélas, le terme de crise peut être au rendez-vous. Je veux saluer ici le SDIS, le CHU. En ce moment, le drive Pagézy va être ouvert 6 jours sur 7 : chaque fois que l'on a des symptômes ou que l'on a été en relation avec quelqu'un qui a été testé positif, on peut se faire tester. Les délais d'information des résultats sont de plus en plus rapides, même s'il faut encore s'améliorer. C'est comme cela que nous pourrions chasser la chaîne de contaminations. Votre arrêté, Monsieur le Préfet, à la demande du ministre de la Santé, court sur 15 jours. Donc, c'est une situation d'épreuve pour 15 jours. Il nous appartient collectivement d'essayer de la surmonter, espérer inverser la tendance. C'est le scénario optimiste. Celui de la gravité, celui que l'on pressent, c'est que nous allons vers des semaines extrêmement difficiles. Nous, en tant que collectivité, nous devons être aux côtés de la population par un certain nombre de mesures d'accompagnement. Il existe un numéro vert qui a été mis en place par la Ville de Montpellier, évidemment accessible à tous, pour savoir ce que l'on peut faire, ce que l'on ne peut pas faire. Souhaitons une chose : que nous ne franchissions pas une étape supplémentaire. Nous avons tous en tête ce que fut ce confinement. Il a pu être agréable à certains, d'une certaine manière. Mais nous en mesurons tous aujourd'hui les conséquences, du point de vue de la situation de l'emploi, de la hausse de la pauvreté et de la situation scolaire des enfants qui ont besoin de l'école, qui ont besoin d'interagir avec les autres enfants. Collectivement, nous devons continuer à agir. Aujourd'hui, je mesure ce que c'est, pour un entrepreneur, que d'avoir la boule au ventre de recevoir ces restrictions – nous en sommes tous convaincus. Notre devoir est d'accompagner, ce n'est pas de crier avec les loups – ça, c'est trop facile. La responsabilité, c'est ce que nous ont demandé nos concitoyens, et nous devons l'assumer. Je sais, ici, chers collègues, que tous, de là où nous sommes, nous essayons d'agir au mieux dans ces circonstances qui sont absolument inédites et pour lesquelles il convient, plus que de rendre hommage au personnel hospitalier, d'éviter d'accroître sa surcharge de travail par une circulation encore plus active du virus. Monsieur le Préfet, merci de votre présence. Nous allons continuer nos travaux dans ce contexte.

Monsieur le Préfet

Merci beaucoup Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs les élus, bons travaux. Merci encore pour les mesures d'accompagnement économiques. Le mot de la fin, pour ce qui me concerne, c'est de grâce, ne prenons pas toujours le problème à l'envers, par des mesures négatives ou par des façons non positives de défendre telle ou telle rupture de barrière, parce que l'on pourrait justifier quelque part de ne pas porter le masque parce que cela nous fait plaisir, mais positivement en disant que partout où l'on enlève le masque, il faut que ce soit *secure*. C'est comme cela qu'il faut voir le sujet et c'est comme cela que je vous demande d'être à nos côtés tous ensemble, parce qu'il n'y a pas de catégorie socioprofessionnelle, il n'y a pas de catégorie géographique qui puisse y échapper. Et ce n'est pas en nous disputant sur telle ou telle mesure... Effectivement, on en discute sans arrêt pour les améliorer. Il s'agit d'être tous ensemble et de porter le message que nous ne franchirons cette barre que tous ensemble et pas de façon isolée. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Préfet. Sophiane, je te laisse lancer l'appel, je raccompagne Monsieur le Préfet.

Monsieur MANSOURIA procède à l'appel.

Merci beaucoup à Sophiane MANSOURIA. Je vous propose de procéder au vote de l'ordre du jour du Conseil de Métropole.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 12 OCTOBRE 2020

Monsieur le Président

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 99 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 90

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE MÉTROPOLÉ DU 15 SEPTEMBRE 2020

Monsieur le Président

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du 15 septembre 2020.

Le procès-verbal de la séance du 15 septembre 2020 est adopté à l'unanimité.

Pour : 90

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez sur table les décisions prises par le Président, à titre d'information.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET NUMÉRIQUE – AGENCE DE DÉVELOPPEMENT – PRINCIPE DE CRÉATION – APPROBATION

M. Max LEVITA entre en séance avec le pouvoir de M. Bernard TRAVIER.

M. Mikel SEBLIN et Mme Agnès SAURAT sortent de séance.

Monsieur le Président

Je propose de passer à l'affaire n° 1, qui est la création de l'Agence de développement économique. C'était un engagement qui, dans la campagne des municipales de Montpellier, faisait partie des propositions des trois candidats présents au second tour, et que nous – la liste que j'ai eu l'honneur de conduire – mettons maintenant en œuvre à travers cette délibération. Quel est le sens de cette agence ? Il ne s'agit pas de créer un nouvel objet qui complexifierait encore les questions de développement économique. Bien au contraire. Il s'agit d'abord de travailler en bonne intelligence avec la Région et la Métropole, puisque nos deux collectivités sont compétentes sur le développement économique, mais surtout d'être capable de raisonner l'attractivité du territoire et le développement économique, non pas à l'échelle des 31 communes de notre intercommunalité mais du bassin de vie. Avec nos partenaires, nos voisins, ou plutôt nos voisins qui doivent être nos partenaires, nous nous sommes livrés à des compétitions parfois féroces et inefficaces pour savoir qui planterait telle activité économique chez l'un ou chez l'autre. Cette situation de compétition et de concurrence a souvent été dommageable pour notre territoire. Aujourd'hui, il nous faut travailler en complémentarité. Le rôle de l'Agence de développement économique va être de travailler en complémentarité et elle trouve un écho favorable chez nos partenaires, les différentes intercommunalités qui nous entourent. Elle vise à identifier les forces de notre territoire pour inviter des entreprises à pouvoir s'implanter dans notre bassin de vie et donc à soutenir l'emploi. L'enjeu, ce n'est pas la bataille pour la CFE, c'est la bataille pour l'emploi dans notre bassin de vie. C'est essayer de fédérer aussi nos forces du point de vue de notre rayonnement national et international

en termes d'événements, c'est être capable d'identifier notre foncier, là où nous implantons les entreprises, pour éviter des formes, parfois, d'étalement ; être capable de trouver le bon endroit pour implanter la bonne activité sur le bon secteur.

Voilà l'esprit de cette Agence de développement économique, qui doit être marquée par l'esprit de coopération. Elle n'est pas encore définie. Nous allons demander à Monsieur LARUE, à Alex LARUE, qui est une figure connue puisqu'il a siégé dans ce Conseil de Métropole pendant près de 6 ans, avant de faire part de son retrait de la vie politique dans des fonctions électives. Il m'est apparu, ainsi qu'à un certain nombre de collègues, que celui-ci pourrait être la personne adéquate, de par son engagement pour la Ville, mais aussi sa droiture, sa probité et ses compétences, pour préfigurer cette Agence de développement économique. Donc aujourd'hui, elle n'est pas créée *ex nihilo*. Nous lançons sa feuille de route, avec une personne qui doit l'animer et la préfigurer pour qu'à un moment nous puissions l'installer dans un horizon de 6 mois. Six mois, c'est-à-dire, espérons-le, l'horizon dans lequel nous serons sortis de cette crise sanitaire et où il faudra être pleinement mobilisés parce qu'il faudra accompagner sur notre territoire les acteurs économiques, donc l'emploi. Voilà l'esprit de cette délibération. Mes chers collègues, le débat est ouvert. Est-ce qu'il y a des demandes de prises de parole ? Madame DOULAIN, Monsieur LAFFORGUE, Monsieur REYNAUD, Madame JANNIN, Monsieur AUDRIN et Madame BORNE. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, mes chers collègues, pour cette première affaire, il nous est demandé de voter pour le principe de l'Agence de développement économique. Comme de nombreuses affaires qui nous sont aujourd'hui proposées au vote, elles ont déjà été communiquées à la presse. On y a même appris la nomination du Président, qui a lancé sa conférence de presse d'intronisation. Donc on peut se demander un petit peu à quoi sert cette assemblée et [s'interroger sur] votre rapport à la démocratie. Mais je vais plutôt m'attacher à débattre sur le contenu de cette première affaire. Alors, qu'est-ce que vous proposez avec cette agence économique ? Quelle sera sa feuille de route ? Rien de bien nouveau. On remarque que les grands enjeux que vous posez sont les mêmes que l'on pose depuis une trentaine, une quarantaine d'années sur Montpellier. On y parle de tourisme d'affaires, d'événements à rayonnement national et international ; on y lit entre les lignes l'attachement au modèle de la « start-up nation ». Ce que l'on se demande aujourd'hui, c'est pourquoi reprendre tous ces éléments de langage. On y lit beaucoup les mêmes recettes du passé, qui n'ont pas forcément fonctionné jusqu'à présent. Nous, nous pensons qu'il faut aujourd'hui regarder les choses en face : 30 ans de politiques publiques de développement économique qui sont en fait un échec. Je ne vais pas vous sortir les chiffres du chômage, du salaire moyen, du taux de faillite de nos entreprises. Je ne vais pas vous rappeler ici qu'il faut en finir avec le tout-tertiaire, qu'aujourd'hui, il faut développer la production locale industrielle, agricole sur notre territoire. En tout cas, pour nous, la feuille de route de cette nouvelle agence doit commencer par un constat : celui de l'échec des politiques publiques que vous menez sur ce sujet depuis 20-30 ans. On soulignera tout de même un point positif, c'est qu'on y parle beaucoup de démarche concertée et de co-construite. S'il n'y a rien de bien nouveau, rien de précis, mon espoir avec cette nouvelle agence est que vous allez construire peut-être avec les acteurs publics et privés, concerter. C'est ce que je me suis dit en la lisant. Par ailleurs, j'avais une question sur les études à financer : nous n'avons pas de montant, ce qui est un peu problématique. Nous savons que dans le passé il y a eu beaucoup de déboires sur des opérations, comme Montpellier Unlimited. On parle de millions d'euros d'argent public investis sur des dispositifs de développement économique qui ont été des fiascos. Du coup, combien va coûter cette étude ? Ne pourrait-on pas y intégrer un volet « évaluation » des politiques menées depuis 30 ans qui n'ont pas porté leurs fruits et qui laissent notre territoire dans une situation de marasme économique ? Merci pour vos éléments de réponses.

Monsieur le Président

50 000 euros votés le 31 juillet, comme explicitement présenté par Monsieur CALVAT. Quant au bilan, c'est vrai que vous avez lancé votre campagne avec la statue de Georges FRECHE dont on fêtera les 10 ans de sa disparition. Dire que rien n'a été fait n'est sans doute pas très rigoureux. Je vous propose de passer la parole à Monsieur LAFFORGUE.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues, cette Agence du développement, c'est d'abord l'attractivité de notre territoire. Nous venons de le voir avec Monsieur le Préfet, nous entrons dans une crise sanitaire mais aussi dans une crise économique et sociale. Cette agence, pour moi, c'est cette attractivité qu'il va falloir travailler, c'est aussi la concurrence avec d'autres Métropoles. Il va falloir attirer de nouvelles entreprises.

Je vais vous parler un petit peu de Castelnau, la deuxième ville de la Métropole. Nous avons fait le pari du

numérique. Ce pari du numérique depuis plus de 3 ans, c'est l'attractivité d'entreprises telles qu'UBISOFT, CGI (4^e mondial), ATOS, PREDICT ; c'est une vision nouvelle de l'économie. Et cette économie numérique évolue, évolue très vite. J'ai eu l'occasion de rencontrer ces chefs d'entreprise, début juillet. Le Covid est passé par là, et ils ont de nouvelles attentes vis-à-vis des collectivités. Je pense que l'Agence du développement va être une réponse sur cette nouvelle économie. Aujourd'hui, ces entreprises du numérique sur Castelnau, c'est à peu près un plan d'emplois de 200 à 300 personnes sur 2021. Donc c'est une réponse concrète. C'est aussi la formation, c'est leur demande, le projet que nous avons avec la Région de la « Station d'Oc », ses formations avec MICROSOFT, l'école IA, demain sur le cloud. Là aussi, nous avons tout un volet économique à faire valoir.

L'attractivité, ce sont aussi des communes de la Métropole qui ont répondu à la préparation des JO de 2024. Castelnau en fait partie. Cette attractivité va nous amener en 2023 un apport d'activités économiques, peut-être pour le tourisme, pour la restauration. Là aussi, c'est une vision. Puis je voudrai dire un mot sur Alex LARUE. Au-delà de la sensibilité politique et des convictions que nous avons tous les deux, c'est un grand professionnel. Je sais qu'il est attaché à son territoire et je sais qu'il travaillera dans le sens de l'intérêt général. Or il y a juste un bémol, que l'on peut, je pense, résoudre ; c'est la fonction d'Alex et son métier. Mais je pense qu'on a d'autres personnes... C'est, à un moment donné, la limite avec la prise illégale d'intérêts sur certains dossiers. Je vous propose, Président, de peut-être mettre en place dans cette Agence de développement, un comité de déontologie pour justement éviter ce genre de problème et qu'il puisse être relayé. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LAFFORGUE. La parole est à Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD

Merci Monsieur le Président. Sur cette affaire, nous avons la conviction que dans cette assemblée, au nom des élus écologistes, une majorité de ses membres a entendu l'urgence écologique à laquelle notre monde fait face aujourd'hui. Mais ces mêmes membres ont-ils bien compris que l'écologie ne se réduit pas à la sauvegarde des espaces verts ou au recul de la biodiversité ? Faut-il apporter encore et toujours les preuves de la corrélation entre croissance économique et réchauffement planétaire ? En d'autres termes, le champ d'action de l'écologie ne se réduit pas à celui de l'environnement. L'écologie interroge les notions mêmes de développement et de croissance. L'écologie doit irriguer tous les domaines de notre action métropolitaine, et l'économie ne fait pas exception. Étymologiquement, l'économie, c'est la gestion de la maison. Oui, nous aussi les écologistes, voulons une économie forte. Nous voulons une gestion réaliste et visionnaire de notre maison commune. Une gestion au service du bien-être et de la sécurité, au sens large, des habitants de la métropole.

Ce premier projet d'affaire acte la création d'une Agence de développement économique. Dans sa partie introductive, si tout le monde a lu la délibération avec attention, ce dont je ne doute pas, il prône – je cite – « *une économie plus résiliente favorisant davantage une transition écologique métropolitaine respectueuse des ressources naturelles* », je cite toujours, « *ancrée dans l'innovation, la santé, l'économie sociale et solidaire, l'environnement et le bien-être de ses habitants* ». On ne peut qu'approuver. Mais, plus bas, quelles sont les missions de cette nouvelle agence ? Je cite encore : « *mission 1, développer fortement le tourisme d'affaires* », tourisme dont on reconnaît par avance qu'il faudra limiter les aspects négatifs, « *mission 3, attirer des investisseurs économiques ; mission 4, attirer des entreprises exogènes* ». Où sont donc passés la résilience, la transition écologique et le respect des ressources naturelles ? Justement dans le point 2, dont il ne vous aura pas échappé que je ne l'avais pas mentionné, mission 2 – je cite –, « *accueillir des événements à rayonnement national ou international, notamment ceux étroitement liés au développement durable ou à la transition écologique* ». C'est beau ! En termes de transition écologique, la vocation avouée de cette agence se bornerait donc à servir de vitrine nationale ou internationale. Aucune écoconditionnalité. Quid de l'économie sociale et solidaire ? Si l'on résume l'essentiel de ce projet d'affaire... Ce n'est pas la bonne feuille...

Monsieur le Président

De tête ! Sans notes, Monsieur REYNAUD ! Bon, je vous répondrai. Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, vous optez pour soumettre à l'avis de cette assemblée le principe de la création d'une Agence de développement économique, sans encore affirmer un réel positionnement sur cette structure à

venir, si ce n'est dans le choix de son président. La délibération précise que n'ont été définis, ni le champ d'intervention, ni les partenariats, ni les modalités de création, ni les modalités de gouvernance, ni encore les modes de financement. J'imagine alors que vous souhaitez, par cet agenda, nous permettre de participer au positionnement de cette structure ; j'en saisis donc l'occasion. Depuis plusieurs décennies, les agences de développement économique existent en France, et l'on peut d'ailleurs saluer le travail qu'elles mènent. Elles ont été imaginées dans leur première version, au sortir de la guerre, pour penser la reconstruction et rassembler les forces en place. Elles œuvrent au service du territoire et du développement de l'emploi. Montpellier, il est vrai, n'a jamais bénéficié de ce type de structure. Parallèlement, vous le savez, la question du développement économique est aussi directement liée à la question foncière, et ceci est particulièrement vrai sur notre territoire où la pression démographique a pour conséquence directe une pression foncière extrême. Il est difficile aujourd'hui, voire impossible de répondre aux nombreuses sollicitations des entreprises qui souhaitent s'installer dans la métropole, ce que Madame EMAD doit constater chaque jour tout simplement car notre foncier est rare.

Depuis plusieurs décennies, existent également en France, en Europe et même plus récemment en Afrique du Nord, des agences d'urbanisme dont on peut également saluer le travail essentiel qu'elles mènent pour la maîtrise de la croissance des territoires. A l'époque, elles ont été créées pour accompagner la forte croissance urbaine liée aux Trente Glorieuses. Elles offrent un regard systémique, et ceci au-delà des frontières administratives des collectivités locales, ce qui s'avère salutaire pour l'aménagement du territoire et tout particulièrement aujourd'hui dans le contexte du défi climatique. Le territoire montpelliérain, de la même manière, n'a jamais bénéficié de ce type de structure. Je crois savoir que vous vous êtes déjà exprimé favorablement au principe d'une agence d'urbanisme à Montpellier.

Si je vous suis sur l'opportunité de doter Montpellier de telles structures pour beaucoup de raisons, notamment la faculté de ce type d'organisation à permettre une réflexion et une action coordonnées au-delà des frontières administratives, je crois aussi que si l'histoire fait que nous ne les avons pas encore créées en même temps que tout le monde, c'est peut-être aujourd'hui l'occasion de ne pas simplement reproduire des modèles mais d'en créer des nouveaux, mieux en phase avec leur temps, avec les problématiques locales spécifiques et surtout autour de la question centrale et urgente de la transition écologique qui, malgré un défaut d'information globale de la délibération proposée, apparaît trop marginale, en tout cas pas assez fondatrice. J'avoue que j'ai été un petit peu déçu de voir que dans le positionnement initial, vous n'avez pas saisi l'opportunité d'affirmer une vision qui aurait été à l'origine de la feuille de route de la préfiguration d'un tel organisme. Les cinq axes de recherche semblent faibles au regard de la période de transition que nous vivons. Effectivement, développer le tourisme d'affaires ou accueillir des événements liés à la transition écologique ne semblent pas du tout à la hauteur du défi à relever. À l'heure de l'urgence climatique, l'objet affirmé et fondateur d'une telle structure doit être incontestablement les conditions de notre transition écologique opérationnelle. Nous avons beaucoup d'atouts sur lesquels nous appuyer, et nous avons une réelle légitimité à nous affirmer, au niveau national, comme territoire de référence en matière de transition écologique.

Plutôt que de reproduire des structures du passé, je vous propose d'inventer un nouveau modèle d'agence alliant à la fois le rôle des anciennes agences économiques et celui des agences d'urbanisme pour créer une structure « nouvelle génération » à même d'organiser une réflexion et un développement opérationnel au-delà des frontières administratives dans une approche multidisciplinaire, sans cloisonner d'un côté l'économie, de l'autre, l'écologie ou encore l'urbanisme. Cette structure innovante questionnerait notre développement durable au sens propre du terme et les conditions de sa mise en œuvre à court, moyen et long termes, en s'appuyant sur les trois piliers tels qu'ils ont, rappelons-le, défini ce terme : l'économie, le social et l'écologie. Alors plutôt que de reproduire des modèles existants, osez inventer un nouveau modèle à Montpellier, en partenariat avec les territoires voisins, un modèle pertinent, dans son temps à même d'accélérer notre transition écologique et un modèle qui, de toute évidence, pourrait faire école. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame JANNIN de votre intervention. La parole est à Monsieur AUDRIN.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues, je serai rapide. Je dis ma satisfaction quant à la création de cette Agence du développement. Je suis persuadé que le champ d'action va intéresser la Métropole, la périphérie, et tout cela va dans le bon sens. Deuxième chose : je voudrai vous féliciter pour le choix de la gouvernance. Alex LARUE est un homme que je connais bien, droit, clair, honnête, qui sait servir l'intérêt général. Et comme le disait le secrétaire départemental de LR, hier dans *Midi libre*, « vous prenez les meilleurs d'entre

nous ». Bravo.

Monsieur le Président

On se croisera sur le ring avec le secrétaire des LR, quand même. Merci Monsieur AUDRIN. La parole est à Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci Monsieur le Président. Bonjour chers collègues. Je vais faire court, puisque beaucoup de choses ont déjà été dites. Vu la situation actuelle, il est évidemment nécessaire de soutenir l'activité économique et de soutenir l'emploi – je ne remets bien sûr pas cela en question. Mais cette délibération sur le développement économique me pose problème, ainsi que quelques autres que je vous citerai par la suite, mais sur certaines entreprises, car elles ne me paraissent pas tenir compte aujourd'hui de la nécessaire mutation de notre société pour faire face aux enjeux. En effet, à la lecture de ces différentes délibérations, je ne vois pas vraiment de cadre posé, ni de conditionnalité à la fois sociale et environnementale. Or la crise sanitaire, aujourd'hui, nous rappelle que le développement économique sans boussole conduit nos sociétés dans le mur. J'estime que nous ne pouvons plus faire comme avant et qu'il faut aller vers une transformation du territoire, vers une Métropole résiliente, solidaire, capable de faire émerger de nouvelles activités, « d'inventer » comme le disait Madame JANNIN – j'aime bien ce mot employé –, de nouveaux emplois innovants, soucieux à la fois de l'humain et de l'environnement, plutôt que de s'inscrire toujours dans la concurrence effrénée entre Métropoles, comme l'a mentionné Monsieur LAFFORGUE, ce qui conduit au final à concentrer toujours plus les populations et donc à bétonner toujours plus. C'est pour cette raison que je m'abstiendrai sur cette délibération, ainsi que sur les délibérations 7 et 10. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame BORNE. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci Monsieur le Président. Cette Agence de développement est, au regard de la situation que nous vivons actuellement, de la première importance. Je crois, et rejoins l'avis qui vient d'être donné par Madame BORNE, que l'esprit de coopération doit être ce qui doit nous animer au cœur de la création cette agence. Effectivement, historiquement je dirais, nos territoires se sont construits dans leur rapport vis-à-vis des autres, essentiellement sur des conditions de concurrence. Cela ne peut absolument plus être le cas aujourd'hui. La situation que nous vivons, que les entreprises vivent, que les salariés dans ces entreprises vivent, fait qu'il est absolument nécessaire de mettre en avant tous les outils de coopération possibles. Les réformes territoriales les unes après les autres ont toujours joué le jeu de la mise en concurrence des territoires, y compris en créant des territoires tellement grands que la concurrence s'organise à l'intérieur même de ces grands territoires. On peut prendre pour exemple ce qu'il advient des Métropoles de Montpellier et de Toulouse. Ce temps-là, de mon point de vue, doit être absolument révolu. Les conditions futures d'emploi des salariés sur nos territoires exigent de nous de nouvelles coopérations et un travail mis en commun avec les communes, les Communautés de communes, les Départements et les Régions qui nous entourent. Pour terminer là-dessus – et visiblement il y a des personnalités qui font l'unanimité – je tiens à dire ici que la personnalité d'Alex LARUE, quitte à en surprendre quelques-uns – car nous avons travaillé pendant 6 ans dans des « oppositions opposées » –, est pour moi un bon signe envoyé parce que j'ai découvert une personnalité qui, à travers tous les clivages, a des capacités d'écoute que peu de personnalités peuvent avoir. Et je précise que ce n'est pas de l'écoute pour écouter, mais c'est de l'écoute pour prendre en compte et tenir compte dans les actions. Donc il s'agit d'un bon choix de personnalité dans le sens de la coopération que j'expliquais auparavant. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur MARTIN. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Chers collègues, je vais intervenir si vous me le permettez en tant que Vice-Président à l'attractivité du territoire. J'ai écouté les interventions des uns et des autres. Dans un premier temps, je voudrais dire que je souhaiterais que cette agence s'appelle « l'Agence de développement », et pas forcément exclusivement « économique ». Ainsi cela répondra à toutes les interrogations que vous avez eues. Il y a un certain nombre de choses que je peux vous dire, qu'Hind EMAD pourrait dire également avec moi, parce que nous y avons travaillé. Peut-être avons-nous fait des erreurs dans le passé les uns et les autres, peut-être avons-nous pris du retard, spécifiquement les 6 dernières années – j'en suis intimement persuadé –, mais il faut se dire que depuis que nous avons eu à faire face au développement de Montpellier depuis 30 ans, nous avons tout de même

baissé le chômage de 14 % à peu près, et si le Covid n'était pas arrivé, nous serions en dessous des 10 %, dans un territoire, ne l'oubliez pas, qui reçoit 5 000 habitants de plus par an et 15 000 habitants sur une surface à peu près équivalente à l'Hérault, au département de l'Hérault. Les résultats, il faut toujours les voir de façon relative par rapport aux problématiques qui se posent. Nous avons une problématique majeure qui se pose dans le développement économique aujourd'hui : aujourd'hui, sachez qu'il y a à peu près 700 entreprises qui nous demandent tous les ans de venir s'installer sur Montpellier. On est en capacité aujourd'hui d'en accueillir 200. Sommes-nous en capacité d'accueillir sur la métropole de Montpellier la totalité des entreprises qui veulent venir amener de l'emploi ici, de l'attractivité et du développement ? La réponse est non. Car nous devons faire attention à notre territoire. Un certain nombre d'entre vous, dans les interventions précédentes, nous ont rappelés à notre devoir de développement durable, à la protection de notre territoire, de nos espaces verts, de notre biodiversité et de notre cadre de vie. Évidemment, nous ne pouvons pas. Évidemment avec des réussites plus ou moins affirmées, nous avons essayé de travailler avec les voisins, avec les collectivités voisines. Nous avons essayé d'avoir une politique générale. Et comme vient de le dire Hervé, il faut que nous trouvions les moyens de travailler en collaboration et en complémentarité avec elles. Aujourd'hui, le manque de terrains, le manque de capacité que nous avons à accueillir les entreprises les amènent à s'installer dans les communautés voisines, et cette installation se fait certes de façon intéressante pour les communautés voisines, mais aussi de manière un petit peu anarchique, en particulier par rapport à nos modalités de transport, à nos modalités d'entrée dans la métropole en voiture, aux bouchons qui se créent ici et là. Nous avons des problèmes de circulation. Si l'on arrive à trouver avec les collectivités qui sont autour de nous des solutions pour mettre de l'emploi en périphérie, en seconde périphérie, nous pourrions également les régler.

Parlons de l'attractivité. L'attractivité est quelque chose d'assez compliqué à définir. Je vais peut-être en vexer beaucoup ici : Montpellier est en recherche d'identité. Nous avons certes une identité de ville qui bouge beaucoup, qui est à la pointe de tout, la position exceptionnelle de Montpellier dans la French Tech est un de nos atouts phénoménaux, mais nous avons sur le tourisme comme sur d'autres sujets, un problème d'identité, alors que nous avons la chance, à quelques kilomètres, de ne pas être comme Toulouse au milieu d'un désert mais au milieu d'une myriade de communes, de points touristiques d'attrait. Qui ne connaît pas le Pont du Gard, Nîmes, Sète et j'en passe et des meilleurs ! Nous avons donc le devoir dans cette Agence de développement, de garder notre leadership, tout en ayant la modestie de devoir nous accrocher, de travailler ensemble avec les autres territoires, à notre développement, à notre attractivité. Et en faisant cela, nous allons protéger notre territoire, nous n'allons pas freiner le développement de Montpellier qui a été exceptionnel dans les 40 dernières années, mais nous allons pouvoir nous appuyer sur eux et nous appuyer sur une logique qui fera de notre métropole le cœur d'un territoire qui ne demande qu'une chose : à travailler ensemble.

N'oublions pas une chose essentielle, qu'a rappelée je ne sais plus dans quelle instance mon ami Christian ASSAF : peut-être est-ce le privilège de l'âge et de l'expérience qui nous réunit tous les deux – tu es plus jeune que moi, mais pas de beaucoup –, mais je rappellerai que cela fait bien longtemps que les planètes n'ont pas été alignées et que nous pouvons travailler avec le Département de l'Hérault et la Région Occitanie dans une entente complète et avec des politiques qui sont raisonnées et qui peuvent être appliquées conjointement.

Dernier point : permettez-moi, ne serait-ce que pour sauver sa modestie, de ne faire aucun commentaire sur mon ami Alex LARUE. Mais je ne vois en aucune manière une ombre qui pourrait entacher ma collaboration avec lui, moi en tant que Vice-Président, lui en tant que président de l'Agence de développement. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Cyril MEUNIER. Ce débat arrive à son terme, enfin non, ne fait que commencer. Cette délibération, c'est la préfiguration de l'agence. Notre Conseil aura de nouveau à délibérer. Et je voudrais rebondir sur ce que vient de dire Cyril MEUNIER. Jamais les planètes n'ont été autant alignées : nous travaillons ensemble avec la présidente de Région, avec le président du Conseil départemental, avec les intercommunalités qui nous entourent ; nous nous voyons, nous commençons des réunions de travail avec les uns et les autres. Il y a une volonté farouche de développer des complémentarités plutôt que de cultiver ce qui a été fait, la liste est longue. Ce temps est révolu. Et c'est dans cette gouvernance apaisée que s'inscrit pendant des décennies, des affrontements entre collectivités territoriales ou intercommunalités, qui ont été responsables d'un certain nombre de nos échecs – hélas la préfiguration de cette agence, la gouvernance de ladite agence. Et merci pour vos propos pour Alex LARUE. On aurait pu faire comme d'habitude, mettre le Vice-Président en charge du développement économique, on aurait pu mettre quelqu'un de la sensibilité du Président. Non, nous allons chercher toutes les forces, toutes les énergies et dans ce que sera la gouvernance de cette agence, il faudra qu'il y ait tout le monde, parce qu'aujourd'hui plus personne ne comprend. En tout

cas, il serait là encore irresponsable, dans le contexte qui nous attend à court et moyen terme, d'entretenir des chicayas et des petits jeux politiques. Notre territoire a besoin d'apaisement pour se doter d'un nouveau souffle. Il a besoin d'apaisement et de regarder avec lucidité ses faiblesses. Tu as évoqué le fait que 700 entreprises souhaitent s'implanter sur le territoire, dont une grande partie repart. Et pourtant, à 50 kilomètres au nord de Montpellier, à 30 minutes, il existe à Lodève un parc d'activités qui peut accueillir des entreprises, un territoire qui perd des habitants, alors que nous en gagnons tant. Répartir différemment l'activité économique, c'est maîtriser notre croissance démographique. Car, je le dis en tant que maire de Montpellier, mais plus globalement pour notre métropole, nous ne pouvons pas tout absorber. La question de la répartition de l'activité économique sur notre bassin de vie sera une des clés pour répondre au défi de la maîtrise démographique.

Écologie, mais évidemment ! Aujourd'hui, quel paradoxe ! Nos relations avec le port de Sète ne sont pas assez fortes et fécondes. La grande entreprise JACQUES VABRE, située sur la commune de Lavérune : son conteneur qui amène le café n'arrive pas à Sète mais à Marseille ! Et un camion de plus sur l'autoroute ! Et puis, évidemment, quel développement économique voulons-nous ? Nous voulons ici à Montpellier une majorité, un Conseil de Métropole déterminé à réussir la transition écologique. Nous voulons un développement économique qui soit au rendez-vous des grands enjeux sociaux et environnementaux du XXI^e siècle. C'est pour cela que nous commençons à identifier nos forces. Quand on évoque le tourisme d'affaires, voyez-y ces grands congrès mondiaux de la médecine, qui doivent se tenir au Corum, qui doivent se tenir chez nous, le territoire qui a la faculté la plus ancienne au monde, et non pas à Nice, et non pas dans d'autres pays étrangers. Voyons aussi la nécessité d'accompagner toutes les entreprises. Dans les domaines de la recherche et innovation, le projet Cartigen du Professeur JORGENSEN, qui a été soutenu par la Région et avant par Capital Santé, est extrêmement fécond en termes d'emplois, en termes d'innovation et traduit l'un des grands potentiels de développement économique de notre territoire, centré sur la recherche. Donc, évidemment, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises sera assurément dans la feuille de route, et doit être en permanence dans nos réflexions et dans nos choix de délibération. Car ici on ne peut pas être classé deuxième ou troisième en écologie au classement de Shanghai et ne pas être exemplaire sur notre manière d'entreprendre. Les acteurs économiques eux-mêmes... Quand on écoute Grégory BLANVILLAIN, responsable de la CPME, il est demandeur de ce type de démarche d'accompagnement. Donc c'est bien une logique de partenariat que cette agence doit construire, et en cela en rien imiter les modèles passés.

Nous avons à Montpellier des atouts : ici, le BIC. Nous nous souvenons, pour les plus anciens d'entre eux à siéger dans cette assemblée, quand cet incubateur fut lauréat au niveau mondial. Nous devons maintenant ajouter un étage supplémentaire, écrire un nouveau chapitre de l'histoire de notre développement économique. La préfiguration de cette agence, sa réalisation et sa mise en œuvre doit y participer. Et elle doit y participer avec une obsession : travailler ensemble, unir nos forces. Unir nos forces entre collectivités et entre intercommunalités. Si nous n'avons pas cet outil, nous allons encore vivre des chicayas, nous allons encore avoir des entreprises voulant se positionner justement dans le domaine de la transition écologique qui iront ailleurs. C'est cela que nous demandons de commencer à préfigurer à Monsieur LARUE, qui constituera cette agence avec un certain nombre d'acteurs, et sur lequel nous délibérerons. Mais ce que nous voulons à travers cette délibération, c'est prendre acte et mettre en œuvre une nouvelle méthode sur des principes nouveaux et prendre conscience qu'il est temps d'assumer les faiblesses de notre territoire et d'essayer de les relever, et que la Métropole de Montpellier seule, ça ne suffit pas. En revanche, si nous nous unissons à l'échelle du bassin de vie, nous pourrons faire des choses ensemble, parce qu'il n'y a rien de plus inaudible pour nos concitoyens – ici, on est à l'abri du point de vue de l'emploi, c'est cool, mais il y a des gens qui vont perdre leur travail –, il n'y a rien de plus insupportable à entendre que telle ou telle entreprise part ailleurs, parce que nous n'avons pu l'accueillir. Quand une entreprise vient sur le territoire, ici on doit savoir l'accompagner, créer de l'emploi. Bien sûr, nous devons nous engager vers des modèles vertueux de la transition. Ce ne sont pas des industries polluantes, avec l'image des cheminées noires, que nous allons chercher, mais bien des entreprises qui sont prêtes à s'impliquer... La recherche est un atout maître : il s'agit d'accompagner ce qui est un des éléments les plus importants. Ce sont toutes les entreprises dans le champ des énergies renouvelables qui sont à un milliard d'euros de chiffre d'affaires sur notre territoire, et à qui il faut pouvoir dire : « vous êtes les bienvenues ». Parfois nous n'avons pas le foncier. Mais peut-être pouvons-nous les localiser chez nos voisins. Peut-être nos voisins récupéreront-ils la CFE, mais ils auront donné de l'emploi à notre territoire et favorisé un écosystème économique vertueux sur les enjeux de la transition. Voilà la mission qui est celle de Monsieur LARUE, qui concertera beaucoup – parce que préfigurer veut dire concerter – et qui donnera naissance à cette Agence de développement économique qui ne sera pas une imitation du passé, mais qui aura la responsabilité de nous aider à inventer l'avenir.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 2 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET NUMÉRIQUE – MESURES DE SOUTIEN AUX ACTEURS ÉCONOMIQUES FACE À LA CRISE SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE COVID-19 – APPROBATION

Mmes Clare HART et Stéphanie JANNIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Ce dispositif a été évoqué ce matin. Dans chaque commune, vous prenez des dispositions pour aider les entreprises (exonération des droits de terrasse, etc.). Ici, nous venons en complément sur un autre dispositif qui fut activé pendant le confinement, qui est l'aide au loyer, qui va de 500 à 1 000 euros. Vous avez un certain nombre de critères pour attribuer cette aide qui sera évidemment la bienvenue pour les acteurs économiques victimes de restrictions : les salles de sport, les restaurateurs, les bars qui pendant 15 jours vont connaître de très grosses difficultés. Si rapporté à octobre 2020, le chiffre d'affaires est contesté à la baisse, l'aide au loyer peut être activée. Nous aurons à délibérer là-dessus. Ces mesures-là, la Métropole les prend. Dans vos communes, celle de Montpellier, par exemple, a pris des mesures d'exonération des droits de terrasse, ce qui représente une aide sur l'année de 13 000 euros en moyenne. Donc ces mesures viennent accompagner les acteurs économiques. Au demeurant, au mois de juillet, vous avez délibéré sur des réseaux économiques que nous dotons à travers des subventions. Et ces réseaux, comme le réseau Initiative Pic Saint-Loup, par exemple, pour l'économie sociale, pourront activer des prêts à taux zéro pour aider les entreprises. Donc, dans ce contexte très difficile, nous sommes aux côtés des acteurs pour pouvoir leur donner des aides qui viennent en complément des dispositifs d'Etat (chômage partiel, exemptions de cotisations sociales, comme cela a été annoncé). Nous affirmons clairement que nous sommes aux côtés des acteurs économiques victimes de restrictions. C'est un effort de solidarité. Voilà l'esprit de la délibération sur l'aide au loyer. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues, nous saluons évidemment la volonté de notre institution d'être en soutien des acteurs économiques qui sont en grande difficulté aujourd'hui. Donc nous voterons évidemment pour. Je profite ceci dit de cette affaire pour porter à nouveau à votre connaissance la crainte des gérants de salles de sport. Vous le savez, ils ont fait beaucoup d'efforts sur les protocoles sanitaires ; ils ont été grandement touchés par ces mesures de restrictions qui n'ont pas été concertées avec le secteur. Aujourd'hui, ce qu'ils demandent, c'est de pouvoir faire des pratiques de discipline douces en extérieur. Ça s'est fait à Mauguio où un chapiteau a été mis en place ce week-end. Ne pourrait-on pas, nous Métropole, avec la Préfecture, travailler à des dispositifs pour permettre à ces salles de ne pas « crasher » ? Aujourd'hui, c'est la pire période pour les salles de sport, c'est leur haute saison. Il va y avoir des catastrophes économiques. On a beaucoup parlé de développer l'emploi sur notre territoire lors de la première affaire. Aujourd'hui, il s'agit aussi de sauver les secteurs qui ont déjà créé des emplois. Merci pour vos éléments de réponse sur cette affaire.

Monsieur le Président

D'autres demandes de prise de parole ? Sur l'aide au loyer, comme l'a indiqué Monsieur le Préfet, nous rencontrons l'ensemble des acteurs de la filière. Dans la semaine, nous recevons tous les acteurs de la culture les salles de théâtre, qu'ils soient publics ou privés, les salles de cinéma, pour voir comment nous pouvons les accompagner. Nous avons aussi des échanges avec les professionnels des salles de sport et avec tous ceux qui sont impactés, pour essayer de voir comment, au mieux, nous pouvons les aider.

Je vous propose de voter sur l'aide au loyer. Qui ne prend pas part au vote ? Quelqu'un qui pourrait être concerné par l'aide au loyer ? Personne ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Voilà un message très important pour les acteurs économiques.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 3 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET NUMÉRIQUE – ÉPIDÉMIE DE COVID-19 – ATTRIBUTION D'AIDES AUX ACTEURS ÉCONOMIQUES POUR LE PAIEMENT DES LOYERS PROFESSIONNELS

Monsieur le Président

Ce sont les aides au loyer qui ont été sollicitées pendant la période du confinement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 4 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DES MODES ACTIFS SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN – AIDE À L'ACHAT D'UN VÉLO À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE – APPROBATION DU DISPOSITIF

Mmes Agnès SAURAT et Clare HART, M. Mikel SEBLIN entrent en séance.

M. Génès BALAZUN sort de séance.

M. Philippe SAUREL sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Abdi EL KANDOUSSI.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Madame FRECHE sur le soutien à la politique vélo.

Julie FRECHE

Merci Monsieur le Président. Avec cette délibération, nous souhaitons provoquer un choc sur les mobilités. Aujourd'hui, notre territoire fait l'objet d'une expansion démographique importante, aussi bien depuis les 40 dernières années, que pour les 30 prochaines années, avec un potentiel de 6 000 voitures supplémentaires. Donc nous devons mener une politique volontariste vers les modes de déplacement plus respectueux de l'environnement. Cette délibération est une nouvelle alternative à l'autosolisme, qui est le fait de prendre sa voiture tout seul. Cela appelle de notre part une politique forte et globale en matière de mobilité, en proposant une offre multimodale décarbonée aussi bien avec la gratuité des transports en commun, qu'avec les questions et les politiques de covoiturage, d'autopartage, mais aussi et surtout en privilégiant les mobilités et les modes actifs tels la marche et le vélo. Malgré un contexte favorable tant au niveau de sa topographie que de la météo, notre territoire accuse un retard par rapport à toutes les grandes métropoles nationales et européennes. Aujourd'hui, la part modale du vélo est de 3 % dans la métropole, 4 % à Montpellier, 2 % dans les 30 autres communes de notre territoire. Quand on sait qu'à Nantes, à Bordeaux, à Strasbourg aujourd'hui, la part modale se situe entre 8 et 10 %, très clairement, notre objectif dans les 6 prochaines années est d'augmenter la part vélo de 3 à 10 %. En 6 ans, c'est réalisable. C'est exactement ce qu'a fait la ville de Séville ces dernières années. Cette politique est évidemment menée de concert – et d'ailleurs je tiens à les remercier publiquement – avec Jean-Luc SAVY, conseiller métropolitain délégué aux pistes cyclables, et Manu REYNAUD, adjoint à la Ville de Montpellier en charge de la ville apaisée et respirable. Donc, pour nous, cette délibération est la première d'une longue série. Aujourd'hui, l'aide à l'achat d'un VAE est vraiment le premier acte qui s'inscrit dans un système vélo beaucoup plus large, tant au niveau des infrastructures, que du Réseau Express Vélo, que sur les questions de lutte contre le vol, de stationnement, de formation des scolaires vis-à-vis des publics du CM1 et du CM2, tout en cela en étroite collaboration avec le riche tissu associatif que compte la Métropole de Montpellier, des associations dont l'expertise n'est plus à relever : Vélocité, Le Vieux biclou, Recycle & vous, Le bonheur à vélo – je m'excuse auprès de celles que j'aurai pu oublier.

Qu'est-ce qu'un VAE ? Un VAE est un véhicule muni d'un moteur qui permet de rouler plus vite et surtout de monter des côtes sans effort, sans perler du front ni sentir les tiraillements au niveau des cuisses. Je rassure tout le monde, après une petite étude sur le sujet, j'avoue très personnelle, on fait bien du sport lorsque l'on utilise un VAE. D'ailleurs, pédaler au moins 30 minutes constitue un moyen simple et efficace de se maintenir en forme : moins 30 % pour les maladies coronariennes, moins 24 % pour les maladies vasculaires cérébrales, moins 20 % pour le diabète de type 2, moins 15 % pour le cancer du sein et moins 40 % pour le cancer du côlon. Il s'agit d'ailleurs d'une recommandation de l'Organisation mondiale de la santé. Nous vous proposons aujourd'hui une aide de 500 euros, sans condition de ressources, donc une aide universelle pour tous les

habitants de la Métropole – comme la gratuité. On incite, on améliore la lisibilité et le consentement à l'impôt. Parce que vous êtes citoyens et habitants de la Métropole, vous bénéficierez de cette aide à l'achat de 500 euros, sans condition de ressources, qui viennent s'ajouter aux autres dispositifs existants (bonus de l'Etat : 200 euros, celui du Département : 250 euros ; celui de la Région : 200 euros), qui eux sont soumis à conditions de ressources et qui correspondent à un revenu fiscal inférieur à 28 000 euros : cela correspond aux personnes non imposées et à la première tranche de revenus. Donc pour les foyers les plus modestes, si l'on ajoute l'aide que nous allons voter aujourd'hui, on sera entre 500 euros et 1 150 euros d'aides. Je suis d'accord : il va être compliqué de remplir les quatre dossiers de demande de subvention. C'est pour cela que dans un second temps, nous travaillons à la constitution d'un guichet unique pour simplifier les démarches des usagers. Nous sommes bien conscients que pour une personne de revenus modestes, il est compliqué d'avancer l'argent. C'est pour cette raison qu'avec Jean-Luc SAVY et Manu REYNAUD, nous recevrons tous les vélocistes montpelliérains mercredi soir pour échanger avec eux et affiner le dispositif afin de simplifier son recours pour les usagers.

C'est une mesure d'écologie positive, c'est une mesure à la fois favorable au pouvoir d'achat et favorable à l'économie du territoire et à l'emploi local puisque l'acquisition devra être effectuée auprès d'un vélociste montpelliérain. Son caractère cumulatif permet une aide comprise entre 500 et 1 150 euros. Pourquoi nous croyons tant à ce système de VAE ? Pour la simple et bonne raison qu'aujourd'hui un VAE est le principal concurrent d'un véhicule thermique ; aujourd'hui il permet de parcourir des distances comprises entre 5 et 15 kilomètres. C'est essentiel, d'autant que 50 % des salariés travaillent à moins de 8 kilomètres de leur entreprise ou de leur lieu de travail. C'est dire combien nous croyons à ce que le VAE remplace au moins 1 000 à 3 000 véhicules thermiques pour réaliser des déplacements pendulaires. Donc nos priorités d'aménagements cyclables se situent notamment au niveau des parcs d'activités économiques, en particulier les parcs d'activités Charles Martel, Marcel Dassault, de la Lauze, Garosud. On ne peut pas évidemment demander aux salariés de se rendre en VAE à leur travail si dans le même temps on ne met pas en place des aménagements cyclables permettant d'aller en sécurité sur le lieu de leur travail. Donc c'est bien d'une stratégie des courtes distances, voulue par la Métropole.

Avec cette délibération, on s'inscrit dans un système vélo où, comme je vous le disais, il s'agit d'intervenir aussi bien sur l'aide à l'achat que sur la question du stationnement, notamment pour les gens qui habitent dans des halls d'immeubles ne disposant pas de local à vélo : on réfléchit à des stationnements sur les espaces publics, mais aussi à des stationnements dans les P+tram beaucoup plus sécurisés qu'aujourd'hui et au niveau des deux gares SNCF. Peut-être juste un dernier chiffre pour montrer qu'aujourd'hui il y a de plus en plus de cyclistes sur les routes, et pour finir de convaincre les plus réticents : sur le Quai des Tanneurs, on était à 900 passages de vélos avant le confinement, 1 740 après, 1 180 au mois d'août, ce qui montre bien l'effet des mouvements pendulaires, et 2 580 à la fin du mois de septembre ; sur l'allée Beracasa, 1 200 au mois de mars, 820 à la sortie du confinement et 1 850 à la fin du mois de septembre. L'objectif de cette politique, c'est bien de donner envie de faire du vélo, d'apprendre à faire du vélo, de donner à tous l'accès à un vélo et permettre à tous de circuler en toute sécurité. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame FRECHE. La parole est à Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, merci Julie de cette intervention. Personnellement, je me pose une question puisque cette aide est ouverte à tout le monde et très certainement à certains membres de la famille dans cet hémicycle, et peut-être même à certains de nos conseillers métropolitains. Un sujet m'interpelle, le conflit d'intérêt. Nous allons voter une subvention, certes, pour aider des gens, [mais aussi peut-être ceux] de notre famille, dans l'acquisition d'un vélo à assistance électrique ; peut-être même certains d'entre nous seront-ils intéressés. Donc, j'aimerais savoir si l'on s'est « bordé » là-dessus pour ne pas se faire retoquer par des esprits chagrins qui diraient : « ils s'octroient des primes pour s'acheter des vélos ». J'aimerais que l'on regarde cela de près pour éviter que l'on parte de nouveau dans des polémiques qui n'ont pas lieu d'être. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MEISSONNIER. Monsieur MIRO.

Julien MIRO

Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, Mesdames, Messieurs les élus, je vais essayer d'être bref,

mais ce lundi 12 octobre 2020 correspond à un vote que je crois historique pour la Métropole, avec cette délibération qui permettra de verser une somme de 500 euros pour chaque habitant de la Métropole qui achètera son vélo électrique dans un commerce dédié sur le territoire. Il s'agit d'un vote historique parce que cette délibération permet une démocratisation totale de l'accès au vélo électrique. Souvent malheureusement, le sujet en matière d'environnement et de développement durable, c'est le prix. Pour les ménages modestes ou très modestes, souvent la question, c'est le prix ; la nourriture bio, oui, mais à quel prix ? Isoler sa maison, oui mais à quel prix ? Le vélo électrique, oui mais à quel prix ? Eh bien, avec cette délibération, avec Madame la Vice-Présidente Julie FRECHE, vous venez d'y répondre puisque cela peut atteindre, comme Julie FRECHE l'a rappelé, les 1 150 euros. A Castelnau, sous l'impulsion de Frédéric LAFFORGUE, nous avons une politique de mobilité qui fait la part belle au vélo. Nous aurons réalisé près de 30 kilomètres de pistes cyclables sécurisées à la fin du mandat, soit le triple de ce qui existe actuellement. Cette délibération est donc un levier majeur pour que ces pistes vivent et que notre planète survive – je tiens à vous en remercier. Un point de vigilance tout de même, sur lequel je voudrais attirer votre attention : nous devons et nous devons veiller à ne pas opposer les automobilistes aux cyclistes qui sont parfois d'ailleurs la même personne. Pour cela, je crois que nous devons aussi proposer des dispositifs similaires à celui que vous proposez pour ceux qui souhaitent changer leur véhicule pour un véhicule dit « propre » (électrique ou hydrogène), des dispositifs qui devront peut-être concerner, au-delà des particuliers, les entreprises, mais aussi les collectivités. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MIRO. La parole est à Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci Monsieur le Président. Comme pour l'affaire n°1, nous avons appris par la presse et par les réseaux sociaux, sa validation avant même notre rencontre de ce matin. En tout cas, nous allons quand même considérer cet hémicycle comme un espace de débat. Nous voulions vous soumettre quelques amendements à cette délibération qui nous semble évidemment très intéressante, et qui rendront cette mesure plus conforme aux enjeux d'intérêt général. Tout d'abord sur le plan social, il n'y a aucune condition de ressources qui est demandée – vous semblez en être très fier. Mais entre ne demander aucune condition de ressources et les aides de la Région et de l'Etat qui effectivement ne sont ouvertes qu'aux premières tranches de revenus, il y a ce que l'on appelle l'intelligence, c'est-à-dire que l'on aurait peut-être pu trouver un juste milieu et mettre un barème social en fonction des revenus pour toucher cette aide. Ce sont tout de même des montants considérables : il ne faudrait pas qu'ils soient juste fléchés sur des personnes qui ont déjà des moyens. Ensuite, sur les effets de la mesure, on sait qu'aujourd'hui il y a toujours des effets d'aubaine quand on lance ce genre d'aide – cet effet a été clair sur l'aide de l'Etat. Donc, peut-on envisager de passer des conventions avec les revendeurs, que cela fasse l'objet des discussions mercredi, ou en tout cas d'avoir une sorte d'observatoire pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'augmentation des prix sur les VAE ? Ensuite, nous proposons d'étendre ce dispositif au vélo porteur sans assistance électrique – il y a des vélos cargo, des remorques. Ces accessoires restent aujourd'hui très coûteux et pourtant ils permettent évidemment à toutes les personnes qui souhaitent associer travail, courses et enfants de pouvoir tout simplement passer au vélo et donc de lâcher leur voiture. Nous pensons que l'assistance électrique est nécessaire pour certains mais que d'autres souhaitent aussi s'en passer pour des raisons environnementales évidentes – un vélo électrique, ce sont évidemment des consommations énergétiques, des batteries au lithium, etc. Donc nous souhaiterions étendre ce dispositif à ce type d'accessoires qui sont aujourd'hui encore coûteux. Quatrième point sur l'abondement au dispositif national « Coup de pouce vélo ». Nous vous proposons aujourd'hui de l'abonder, comme cela a été fait à Bordeaux, à Nantes ou en Avignon, pour permettre l'achat de lumières, de refaire ses freins, etc. On sait que l'un des principaux freins pour faire du vélo à Montpellier, n'est pas forcément le relief, mais aussi beaucoup le sentiment de sécurité lié au fait d'avoir un vélo de qualité tout simplement. Aujourd'hui, en France il y a plus de vélos que d'habitants. On sait qu'il y a tout un enjeu sur le réemploi. Donc, nous pensons qu'il est très important que cette aide soit complétée de ce type de dispositif. Merci pour vos réponses sur ces éléments, dont nous souhaitons savoir s'ils peuvent être intégrés à votre première proposition, qui a déjà été validée sur Twitter. On se demandait s'il pouvait y avoir encore des modifications. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci Madame DOULAIN. Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Sur ce sujet, nous souhaitons intervenir. Bien sûr, nous vous remercions pour cette mesure, qui est une bonne mesure, pour aider justement les personnes qui ne se déplacent qu'en voiture, à goûter au vélo et à oser prendre

leur vélo. Cependant, effectivement, nous avons un souci puisqu'elle n'est pas du tout soumise à une condition de ressources, au niveau de l'attribution de cette subvention. Donc, pourquoi pas justement un barème social. Car il est profondément injuste que tout le monde touche la même somme, alors que des personnes sont en difficulté. Deuxièmement, on parle ici d'écologie, on est une municipalité qui se dit « écologique ». On parle d'achat de vélos qui sont neufs. Pourquoi ne pas étendre cette mesure à l'achat de véhicules d'occasion pour favoriser le réemploi ? Et à ce moment-là, ne serait-il pas possible, dans une mesure écologique, pour aider nos entreprises locales, de proposer cette aide non pas en remboursement mais en monnaie locale ? Nous avons sur Montpellier, et sur la Métropole, une monnaie locale. Pourquoi justement ne pas donner en monnaie locale, cette aide, ce qui permettrait en parallèle d'aider nos commerces de proximité et les petits revendeurs ? Décathlon, par exemple, n'utilisant pas la monnaie locale, ne pourrait pas vendre de vélos à assistance électrique.

Troisièmement, le problème du vélo électrique. Pourquoi ne pas subventionner également l'achat de vélos de qualité ? Certaines personnes font le choix de pédaler, plutôt que d'être à assistance électrique. Pourquoi ne pas subventionner aussi l'achat d'un bon vélo pour pouvoir se déplacer ? Nous savons les problèmes que pose l'électricité. Nous savons bien à Malvésí, sur Narbonne, pour tous ceux qui se sont déplacés sur le site, les problèmes que posent justement le nucléaire ici.

Monsieur le Président

Merci Madame OLLIER. Je donne la parole à Monsieur PENSO.

Eric PENSO

Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, très brièvement, je voudrais vous faire part de notre satisfaction face au volontarisme affiché en notre nom par Madame la Vice-Présidente. Pour nous, cette délibération va dans le bon sens. La commune de Clapiers a ouvert la voie à ces aides depuis 6 ans et attribue, certes avec modestie, une aide à l'achat d'un vélo électrique, sans condition de ressources, sur le même schéma. Je suis ravi de voir qu'unir les efforts communaux et les efforts intercommunaux va parfaitement dans le bon sens. Donc, très grande satisfaction, et merci à Madame FRECHE pour son enthousiasme.

Monsieur le Président

Merci Monsieur PENSO. Madame CASSAR, Maire de Pignan.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, chers collègues, un de mes adjoints, Monsieur QUILES, m'a demandé de faire part de ses observations sur ce rapport, observations auxquelles bien évidemment je m'associe : « Je suis tout à fait favorable pour l'aide à l'achat d'un vélo, mais pas seulement à assistance électrique. En effet, la protection de l'environnement passe nécessairement par la réduction des gaz à effet de serre, comme le CO₂, en particulier ceux émis par les voitures. Le vélo électrique est devenu une alternative à l'utilisation de la voiture considérée trop polluante. Rouler en vélo électrique permet de réduire les rejets de gaz carbonique, d'azote et les particules fines dans notre atmosphère. Le vélo électrique tout comme le vélo basique avec son émission de carbone zéro, est un moyen efficace pour lutter contre le réchauffement climatique et le trafic routier. De plus, il est à noter que le plomb contenu dans les batteries des voitures n'est pas présent dans celles des vélos à assistance électrique. Et ce plomb contenu dans ces batteries est à la fois dangereux pour notre santé et pour notre environnement. Il est évident que le réseau de pistes cyclables sur notre métropole devra pouvoir s'adapter au mieux aux citoyens, mais certains travaux d'aménagement devront être priorités. Je pense notamment à la création d'une piste cyclable reliant Pignan à Saint-Georges-d'Orques, réclamée à maintes reprises par les Maires de Pignan et de Saint-Georges. De nombreux Pignonais travaillent dans les secteurs Celleneuve, Alco, hôpitaux ou autre et souhaiteraient s'y rendre en vélo. Aujourd'hui, le déplacement en vélo entre Pignan et Saint-Georges-d'Orques n'est pas sécurisé. Une réflexion devra également être prise en considération sur les lieux de stationnement sécurisés et les réglementations diverses quant à la sécurisation des usagers. Toutefois, il est à noter que le vélo électrique peut causer quelques inconvénients sur l'environnement. L'un de ces inconvénients concerne les batteries au lithium dont l'autonomie est de courte durée et peut varier selon le poids du cycliste, le relief du réseau et le type de moteur utilisé. Cette faible autonomie de batterie pourrait à long terme accroître la consommation électrique d'une maison ou d'un quartier entier. Cette forte consommation électrique pousserait les producteurs d'énergies à produire plus, dont la plupart sont polluantes comme le charbon, le pétrole ou le nucléaire. Ainsi, les vélos électriques pourraient être une cause indirecte d'une certaine pollution.

Il faut également signaler que l'extraction de lithium dans les mines à ciel ouvert est à l'origine de la destruction de plusieurs écosystèmes, par exemple, au Chili. Le recyclage de ces batteries est très difficile, à cause de la dangerosité de ce composant. Malgré cela, se promener ou aller travailler en vélo électrique est un moyen vert et écologique, il l'est encore plus lorsque le vélo n'a pas d'assistance électrique. Par ailleurs, il permet de préserver l'état des routes, car une route endommagée entraîne l'intervention d'engins de construction très polluants. L'utilisation du vélo va également réduire les accidents de circulation et avoir un effet positif sur l'activité sportive. Pour conclure, j'approuve totalement cette délibération mais je souhaiterais que l'on puisse étudier une aide pour l'achat d'un vélo sans assistance électrique, afin de pouvoir également aider les personnes qui ne peuvent pas s'acheter un vélo électrique. Cette aide, qui pourrait être octroyée dans les mêmes conditions que celles prévues dans ce rapport, aurait un impact plus fort sur l'environnement mais également sur l'aspect financier des familles. Enfin, je voudrais savoir si cette aide qui sera votée aujourd'hui s'appliquera par famille ou pour chacun de ses membres. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup chère Michelle CASSAR, la parole est à Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci. Je vais être très brève parce que j'ai l'impression qu'il y a beaucoup d'interventions. Ce que je vais vous dire est un peu redondant, mais je soutiens évidemment à 100 % cette délibération qui répond aux enjeux écologiques et sociaux. Comme vient de le dire notre collègue précédemment, est-ce que l'on va pouvoir élargir ce dispositif aux vélos non électriques, vélos d'occasion, à tous les équipements de sécurité, aux remorques pour transporter les enfants ? En fait, c'était pour savoir s'il était possible d'envisager une délibération plus tard sur une aide pour les vélos non électriques. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame BORNE pour cette intervention. Madame FOURCADE.

Mylène FOURCADE

Bonjour Monsieur le Président, bonjour chers collègues. Effectivement, on ne peut dire que « bravo » à cette mesure. C'est un acte très fort, avec aussi tout l'enthousiasme que Julie a mis dans la présentation. J'ai moi-même un vélo électrique, donc j'ai pu voir son utilité, les kilomètres avalés bien plus facilement qu'avec un vélo classique. J'ai eu la chance aussi de m'occuper de la mise en place de pistes cyclables aux côtés de Monsieur le Maire, à Fabrègues. Et aujourd'hui, toutes les voies structurantes de la commune sont desservies, nos équipements publics, mais aussi nos établissements scolaires, ce qui est très important pour assurer la sécurité de nos enfants. Donc le vélo, oui, c'est bon, c'est bon pour la santé, c'est beau également pour admirer nos magnifiques paysages, que ce soit les paysages des étangs, de la mer – j'ai la chance d'être non loin de Villeneuve-lès-Maguelone. C'est bon pour la planète. Je mettrais juste un bémol pour Fabrègues : aujourd'hui, les communes à l'ouest (Pignan, Lavérune, Cournonterral, Cournonsec) sont desservies par une belle piste cyclable qui longe la départementale 5. En revanche à Fabrègues, nous n'avons aucune voie cyclable. Je rêve de pouvoir aller travailler à Montpellier en vélo. Mais aujourd'hui ce n'est pas possible pour moi : je ne vais pas aller sur la RD613, dangereuse, avec 20 000 véhicules par jour. Ni sur les voies secondaires qui relient nos villages, et bien sûr aller à la mer à vélo, qui est tout proche de Fabrègues. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame FOURCADE. Madame DIRHOUSI, puis Monsieur EL KANDOUSSI.

Zohra DIRHOUSI

Merci Monsieur le Président. Comme tous, nous nous félicitons de cette délibération. La période du confinement a été, comme l'a illustré Madame la Vice-Présidente, une période où beaucoup de nos concitoyens se sont tournés vers ce modèle de mobilité. Evidemment, nous souhaiterions que cette aide soit accessible de manière rétroactive à toutes ces personnes. Merci.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai une question à vous poser : nous sommes bien d'accord, lorsque vous parlez de vélociste, on exclut – je donnerai trois marques pour ne favoriser personne – les DECATHLON, GO SPORT, INTERSPORT ? Tous ces magasins sont exclus du dispositif ? Non, ils sont

intégrés ? D'accord. Les grandes et moyennes surfaces, également ? Je vois Monsieur SAVY qui s'agite, alors je pense que cela veut dire qu'elles sont incluses. Deuxième question : est-ce que ce dispositif aura une incidence sur Vélomagg' ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur EL KANDOUSSI. La parole est à Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD

Je voulais dire que nous avons eu un groupe de travail qui a fonctionné pour faire ces propositions. Je voudrais me féliciter, parce que quand on me parle de « choc de mobilités », à un moment donné il faut donner les moyens. Oui, on assume politiquement que la collectivité fasse « sans condition de ressources ». C'est essentiel, et je vous remercie Monsieur le Président. Je sais qu'il y a eu des expériences qui ont été menées ailleurs. C'est essentiel. On a voulu le faire vite. Donc faire vite, c'est tout de suite. En revanche, on réfléchit effectivement à la question de l'occasion, à la question du vélo mécanique, à la question des dispositifs de sécurité. Figurez-vous que l'on a fait quelque chose qui n'avait jamais été fait : on est allé voir les velocistes, parce que l'écosystème vélo, c'est aussi l'économie. Donc on va faire de l'achat à la maintenance. Et il est essentiel de procéder ainsi. Pour la première fois, Julie FRECHE a envoyé une invitation (avec Jean-Luc SAVY et moi-même) aux velocistes : on va les réunir. J'ai commencé à en rencontrer, je vais rencontrer tous les velocistes de la ville de Montpellier pour voir ce que l'on peut faire. On a parlé de Coup de pouce vélo. L'opération Coup de pouce vélo est quelque chose de génial, qui a fait beaucoup de chiffre d'affaires et qui a permis de « sortir » des vélos réellement – tous les velocistes l'ont vu et vécu. La mesure se termine fin décembre. Comment fait-on pour la suite ? Certaines métropoles ont décidé de rajouter de l'argent sur Coup de pouce vélo, d'autres ont décidé de le maintenir. Mais il y a des velocistes qui ont proposé que l'on fasse des coups de pouce pour la lumière, parce qu'il y a un gros problème de lumière. Il va falloir l'envisager, et voir pour la suite pour que cela perdure et que cela concerne l'intégralité de l'écosystème vélo. Donc cette mesure, il faut s'en féliciter : c'est le début du « choc des mobilités ». On va l'améliorer et on va le faire en concertation avec les associations de cyclistes, avec les velocistes et avec tous ceux qui participent à la volonté de faire du vélo à Montpellier.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur REYNAUD pour ce plaidoyer. Convaincu et convaincant. La parole est à Monsieur SAVY, qui est délégué au vélo et qui est un usager quotidien, comme le montre son casque.

Jean-Luc SAVY

Merci Monsieur le Président. Je suis venu avec, de Juvignac ce matin. J'ai mis 19 minutes – il y a 7 kilomètres – avec un vélo électrique, que j'ai depuis 2 ans. Je fais à peu près 3 000 km par an en vélo. Pourquoi ? Parce que 7 kilomètres c'est, voyez, venir ici, assez propre, tout le monde n'a pas de douche dans son entreprise pour pouvoir prendre un vélo non électrique. J'ai aussi un vélo « normal », non électrique, mais l'idée est de répondre aussi à ces questions : « Mesdames, Messieurs les élus, débarrassez-nous des bouchons », parce que le bouchon, c'est l'autre. Non, le bouchon, c'est moi ! Si je prends ma voiture, je suis le bouchon. Le bouchon, c'est toujours les autres. En fait, aujourd'hui, si l'on veut opérer un changement cognitif individuel et collectif, il nous faut absolument accompagner ce changement. Merci à Julie FRECHE et Manu REYNAUD pour le travail commun que nous avons mené ensemble depuis quelques semaines et aux services de la Métropole avec Olivier NYS – je ne vais pas citer tout le monde –, parce que ce changement cognitif ne peut apparaître que si tous les foyers sont concernés. Pourquoi est-ce que les foyers les plus modestes devraient faire du vélo et on laisserait les 4x4 dans les villes pour pouvoir ouvrir des voiries pour elles ? Non, je ne suis pas d'accord. Je pense que toutes les classes moyennes, les classes dites « supérieures », « élevées » et modestes, puissent participer à ce changement cognitif, parce que tout le monde est concerné par cette question de transition énergétique, de transition écologique, de circulation alternative à la voiture thermique. Donc il faut créer les conditions du changement. On a parlé de pistes en continuité, de pistes tout court, de liaisons avec des communes distantes. Effectivement, j'entends les remarques des uns et des autres. Je laisserai parler Julie FRECHE, mais l'idée est que l'on puisse aller tous les trois auprès des 31 Maires, des 31 communes pour assurer cette continuité dans le cadre du SDMA, le fameux plan des déplacements urbains qui est déjà pré-hiérarchisé mais qui nous permettra en radial et en concentrique de venir sur Montpellier ou d'aller du nord au sud, ou de l'est à l'ouest. Je pense aussi qu'il ne faut pas opposer les transports entre eux : passer la part modale de 3 à 10 %, cela laisse tout de même [la possibilité à] 90 % d'entre nous de nous déplacer en voiture. Cela veut dire que l'on n'oppose pas les modes de déplacement. On pourra donc circuler en voiture, toujours à terme, mais avec peut-être plus d'espace pour eux, parce que tout le monde n'est pas en bonne santé ; tout

le monde ne peut pas utiliser le vélo. Il y a beaucoup de critiques là-dessus. Effectivement, quand on va à l'école, quand on n'est pas en bonne santé, que l'on a besoin de sa voiture pour aller travailler, il faut pouvoir faire en sorte que ces personnes-là puissent prendre leur voiture. De notre côté, si 100 jours par an sur 365 nous prenions déjà un vélo, on diminuerait les bouchons pour permettre à ceux qui doivent avoir leur voiture de pouvoir le faire (services de sécurité, bus, etc.). J'en termine avec cette étude de Vélocité, Saint-Jean-de-Védas/Métropole : en moins de 20 minutes, ils sont venus ici. C'est pareil de Juvignac : on a des autoroutes à vélos que sont les lignes de tram sur l'avenue de Lodève, de chaque côté de l'avenue de Lodève. Il est important de pouvoir assurer la cohérence des infrastructures d'une commune à l'autre. Je voudrais remercier à nouveau les services de la Métropole, Julie FRECHE en tête, pour ce travail bien abouti.

Monsieur le Président

Merci beaucoup cher Jean-Luc pour ce plaidoyer. Julie, pour quelques éléments de réponses.

Julie FRECHE

La durée du dispositif s'étend du 1^{er} novembre au 31 août 2021, donc ce n'est pas un dispositif rétroactif. Cela veut dire que la mesure commence à partir du 1^{er} novembre. Il concerne toute personne individuelle, donc il peut y avoir plusieurs personnes par foyer. Il y a la question : il faut objectiver cette nouvelle politique volontariste en faveur des modes actifs. C'est pour cela que nous allons augmenter le nombre de compteurs vélo et de Totem pour réaliser une évaluation précise de cette politique publique. Les vélos cargo sont intégrés dans le dispositif – cela est clairement mentionné dans la délibération qui est soumise à votre approbation.

Sur la question des conflits d'usage, très clairement aujourd'hui nous sommes en train de multiplier les aménagements cyclables. Par rapport à la hiérarchie des usages, c'est-à-dire d'abord le piéton, la personne à mobilité réduite, le cycliste, le deux-roues motorisé et l'automobiliste, chacun va devoir respecter l'autre. Il est donc évident qu'un VAE qui pourra aller jusqu'à 25 km/h ne pourra plus emprunter les espaces piétonniers parce que l'on ne peut pas multiplier les conflits d'usage et mettre en danger le piéton dans la ville. Les cyclistes qui se sont habitués à un Montpellier sans piste cyclable devront peut-être aussi s'habituer à un Montpellier mieux pourvu en aménagements cyclables, pour que chacun se sente en sécurité dans l'espace public. Sur Vélo magg', en aucun cas, il n'y aura de rupture dans l'offre de vélos en libre-service mais il y aura une probable évolution. Aujourd'hui, nous sommes en cours d'arbitrage avec Monsieur le Président pour voir de quelle manière on pourrait éventuellement recentrer les stations sur le cœur de la Métropole afin d'augmenter l'efficacité de ce dispositif. Mais en aucun cas, il n'est prévu de le supprimer ou d'occasionner une rupture dans l'offre de vélos en libre-service.

Enfin sur les aménagements cyclables, un courrier qui va bientôt être présenté au Président va être envoyé à tous les Maires de la Métropole pour définir en concertation et avec vous quels sont les aménagements cyclables que vous jugez prioritaires. Pour nous, notre objectif premier, c'est la question des mouvements pendulaires (domicile-travail). Cette question-là, c'est d'abord desservir les équipements et les parcs d'activité, ensuite desservir les équipements scolaires – d'ailleurs, c'est le sens de la piste cyclable que l'on pourrait faire entre Cournonsec et Cournonterral pour desservir le futur lycée à Cournonterral –, et enfin les équipements communautaires type piscine ou médiathèque. A l'instar de la gratuité, pour nous ce dispositif doit être sans condition de ressources pour constituer un véritable effet levier, pour sauter le pas et découvrir tous les bienfaits des déplacements en vélo qui sont avant tout plus simples, plus rapides, plus efficaces, plus économiques avant d'être bons pour la santé et meilleurs pour l'environnement.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Monsieur MARTIN, que j'ai oublié. Une petite minute.

Hervé MARTIN

Je vais faire très rapidement Monsieur le Président et remercier Julie FRECHE qui vient de prononcer le mot de « deux-roues motorisé ». Cela fait longtemps dans cet hémicycle et à la Ville de Montpellier – et au moment où je vote avec plaisir une subvention pour mettre un petit moteur sur un vélo – que je défends l'idée selon laquelle que le deux-roues motorisé fait partie des modes possibles. Bien sûr je défends l'idée, comme tout le monde, qu'il faut développer la part modale du vélo, je défends aussi l'idée de la nécessité du choc de mobilités, mais ne faisons pas comme si le deux-roues motorisé n'existait pas. De nombreux citoyens l'utilisent pour leurs déplacements parce que les déplacements ne sont pas que courts, ils peuvent être plus longs. Je remercie Julie d'avoir rappelé les bienfaits de l'activité physique et sportive et du déplacement en vélo, mais on utilise d'abord un mode de transport pour se transporter. Donc il est absolument nécessaire de le prendre en compte. Si les citoyens l'utilisent, c'est aussi parce que – et je vais conclure en prolongeant ce

que disait Monsieur Jean-Luc SAVY, qui est aussi motard, autant que cycliste – c'est un moyen qui permet de désengorger les embouteillages. Parfois, il ne s'agit que de rajouter 20 centimètres pour qu'en toute légalité ces véhicules-là puissent remonter les files, désengorger les bouchons. Il suffisait de venir ici ce matin pour s'en rendre compte de la nécessité absolue de désengorger les accès et les embouteillages. Dernier point : si l'on veut développer le deux-roues motorisé électrique, il faut penser dès aujourd'hui à faire une petite place au deux-roues motorisé.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur MARTIN. Merci pour ce débat que l'on pourrait résumer : le vélo nommé désir. Je remercie l'ensemble des élus de leurs interventions pour saluer ce dispositif. Il est clair qu'il s'inscrit dans une stratégie globale et qu'à chaque Conseil, on aura des rendez-vous sur des délibérations autour du vélo. Au sujet de VéloMagg', une des questions qui nous était posée, c'est son coût ; en tout cas je m'en suis un peu ému, parce que cela représente 3 000 euros par an en dépenses de fonctionnement. Donc nous travaillons pour avoir une offre de vélos en libre-service qui soit peut-être moins coûteuse, mieux efficace, mieux située, mieux positionnée. Un choix a été fait : 500 euros pour tous. On pourrait évidemment reprendre les arguments qui sont parfois très légitimes d'une tarification sociale, etc. Mais là, il faut faire un choc, parce que nous sommes à l'échelle de la Métropole. Si le Maire de Juvignac vient en vélo, comme le Maire de Montpellier – depuis ma prise de fonction, je suis à 300 km à vélo –, il faut bien essayer de pousser nos administrés de Saint-Jean-de-Védas, Saint-Georges-d'Orques, Fabrègues, Grabels à faire le choix du vélo à assistance électrique, car c'est autant de voitures en moins à l'entrée de la ville-centre ; c'est autant de qualité de l'air gagnée ; c'est autant de bien-être pour la santé. L'enjeu est d'aller convaincre un certain nombre de gens qui sont réticents. Nommons-les ! On pourrait dire les usagers du SUV qui font le choix du VAE. Ou nommons des professions : des professionnels de santé, du CHU, médecins, avocats, professeurs, tout un tas de gens qu'il faut convaincre de prendre le vélo à assistance électrique et qui d'ailleurs disent souvent, et il faut les entendre : « moi je n'y arrive pas parce qu'on ne m'aide jamais ». Donc parfois, la classe moyenne a aussi besoin d'entendre un signal : « on est là pour vous aider à changer ». Et imaginons : si cette mesure, ce sont 1 000 VAE et 1 000 voitures en moins, nous aurons gagné. S'il s'agit de 2 000 VAE, nous aurons encore plus gagné. Si ce sont 3 000, nous aurons encore plus gagné. Car face à la congestion automobile, la réponse ne peut pas être la multiplication des routes. Nous ne pourrions pas faire sur l'avenue de Lodève, une 2x3 voies – ce n'est pas possible. Nous ne pourrions pas étendre l'avenue de la Liberté qui est en infraction, 18 jours par an, aux normes européennes en matière de pollution, et où les habitants sont exposés à des risques en matière de santé. Donc il nous faut bien faire le choix de la transition et du volontarisme autour du vélo et du vélo à assistance électrique, qui touche l'ensemble des habitants de la métropole. Cette mesure sera financée en crédit d'investissement, pas de fonctionnement – tous ceux qui suivent les budgets mesurent que c'est très important. Donc nous investissons dans un choix de mobilité. De la même manière, mes chers collègues, nous avons voté 150 millions d'euros d'autorisations de programme pour mailler, pour répondre aux besoins de chaque collègue Maire, afin que de chaque cœur de village on puisse accéder à la ville-centre en vélo, de chaque quartier de Montpellier accéder au cœur de ville. Voilà quelle est notre ambition, voilà quel est le cap. Y compris à l'aune de la crise économique, là-dessus nous allons beaucoup allouer pour donner de l'activité à nos entreprises.

Ensuite, des questions se font jour et elles sont légitimes : Pourquoi aider ici, pas aider là ? Il faut toujours choisir quand on délibère. Évidemment au fil de l'eau, nous ferons des choix. Monsieur MIRO, vous avez raison : sur la transition du point de vue des voitures thermiques, la Métropole du Grand Paris, par exemple, aide massivement les ménages modestes à abandonner leur vieux diesel pour changer de modèle de voiture. C'est peut-être quelque chose que nous devons faire dans la perspective de la ZFE. D'autres disent, et nous les entendons, qu'il faudrait aussi aider le vélo plus classique, celui qui est quand même plus difficile avec l'effet côtes du Clapas à Montpellier, n'est-ce pas chez Yvon PELLET ? Ce dispositif d'aide relève peut-être de la compétence de nos communes. En tout cas, à la Ville de Montpellier, nous ferons un certain nombre de propositions. C'est peut-être le niveau d'intervention pertinent.

Ensuite, d'autres dispositions seront présentées pour accompagner ce qu'il est commun maintenant d'appeler « l'écosystème vélo », qui peine à recruter. Vous allez rue Marioge : on cherche, on cherche... Je salue l'Éducation nationale : au lycée Pierre Mendès-France, [à côté du] bac pro automobile, il y a maintenant un bac professionnel autour du vélo. Cela veut dire que l'offre de formation évolue et montre bien que c'est un débouché pour les jeunes, que nous devons accompagner – et le travail qui est fait avec l'ensemble des acteurs est une bonne chose. Il y a un petit défi pour cette mesure : si on discute avec chaque vendeur de vélos, c'est parce qu'ils sont en rupture de stock. C'est pour cela que nous allons jusqu'au 31 août de l'année prochaine. C'est une très bonne nouvelle. Cela veut dire qu'il y a un changement des comportements majeur qui est en

train de s'observer, que nous assistons à une vraie révolution autour du vélo comme l'illustre notre débat, que nous devons accompagner. Il convient de se réjouir qu'en France une production industrielle de vélos commence à se développer, et va donc générer de l'emploi. La Présidente de Région me le disait récemment : en Occitanie, on est en train d'accompagner une filière. Donc, c'est une mesure très volontariste. D'autres, avant les élections, avaient pris des mesures comparables. Là, très clairement pour te répondre Michelle, ce sera un vélo par personne, parce que si on met toute une famille sur un VAE, on a gagné. Aujourd'hui, cette mesure participe de cette révolution du vélo, du choc vélo. Jean-Luc SAVY et moi-même, et maintenant Julie FRECHE et Manu REYNAUD essayons aussi d'être des élus exemplaires dans cet usage du vélo. Effectivement on peut arriver sans transpirer, on peut arriver à son lieu de travail de manière très sereine avec cette mobilité qui est excellente pour la santé. Viendront d'autres délibérations pour mettre en sécurité les vélos, parce que le vol de vélos est un sujet. Nous allons travailler sur une offre dédiée, nous allons commencer par mettre des racks supplémentaires devant l'Hôtel de Métropole puisque les vélos s'accrochent partout et cela montre bien ce changement est à l'œuvre.

Je vous propose de passer au vote. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Une très belle unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N° 5 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – RESEAU DES DEVELOPPEURS ECONOMIQUES OCCITANIE – CHARTE DE PARTENARIAT AVEC LA REGION OCCITANIE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, Mme Anne RIMBERT, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO sortent de séance.

M. Manu REYNAUD sort de séance (avec le pouvoir de Mme Marie MASSART).

Monsieur le Président

Je vous propose d'accélérer un petit peu. L'idée est de simplifier pour aider les gens à créer leur entreprise. C'est le fruit de nos bonnes collaborations avec la Région. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 6 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – PARTICIPATION DU BIC DE MONTPELLIER METROPOLE AU FRENCH TECH TREMPIN – APPROBATION

M. Serge DESSEIGNE, M. Laurent JAOU, Mme Clara GIMENEZ et Mme Michelle CASSAR sortent de séance.

Monsieur le Président

Il s'agit d'accompagner un certain nombre de nos start-up.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 7 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION ASSOCIATION FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER-NIMES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Nicole MARIN-KHOURY sort de séance (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER).

Monsieur le Président

Attribution de subvention à la French Tech, dont je salue le dynamisme de son Président et de tous ses membres. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Des refus de prendre part au vote ? Abstentions ? Contre ? Unanimité. Pardon, excusez-moi Mesdames. Madame BORNE, Madame DOULAIN, Madame OLLIER.

Mathilde BORNE

En fait, lors de la première délibération, je vous avais précisé que je m'abstenais pour la première affaire, la septième et la dixième.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame BORNE, c'est noté au procès-verbal. Merci de procéder ainsi. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

[Intervention hors-micro]

Monsieur le Président

Vous vous abstenez ? D'accord, O.K. Donc, trois abstentions.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 8 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – FILIERE INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION COODIO – CONVENTION DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 9 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET POLE EMPLOI OCCITANIE – CONVENTION CADRE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 10 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – ASSOCIATION D'ENTREPRENEURS LEADER MONTPELLIER – CONVENTION DE PARTENARIAT – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Eric PENSO sort de séance.

Renaud CALVAT

Concernant l'affaire n° 10, le Président ne peut pas prendre part au vote, ni la rapporter. Il s'agit d'une subvention à l'association Leader Montpellier. Madame AKBARALY, Monsieur ASSAF, Monsieur DELAFOSSE, Monsieur LEVITA, Madame NEGRET et Madame RIBOT ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions. Je vous remercie.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 11 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – ZAC PORTES DE LA MEDITERRANEE – ODYSSEUM – COMMUNE DE MONTPELLIER – GARANTIE D'UN EMPRUNT A LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes Brigitte DEVOISSELLE et Florence AUBY sortent de séance.

Renaud CALVAT

Monsieur ASSAF, Madame CABELLO, Monsieur DELAFOSSE, Madame FAYE, Monsieur LEVITA, Madame MASSART, Monsieur REYNAUD et Madame RIBOT ne prennent pas part au vote. Y a-t-il des prises de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci. Nous sommes amenés à délibérer sur la garantie d'un emprunt pour la SERM concernant Odysseum. La délibération ne précise pas à quoi va servir cet emprunt. S'il est en lien avec le projet d'extension de 12 000 m² à Odysseum, nous trouvons cela problématique. L'extension d'Odysseum, c'est cynique pour l'écologie, mais aussi pour les commerçants du centre-ville qui ne vont pas se contenter longtemps de vos sourires. Pourrait-on avoir des éléments de précision sur la garantie d'emprunt que l'on est en train de voter ? Merci.

Renaud CALVAT

C'est pour l'aménageur, dans le cadre du projet Portes de la Méditerranée. Il ne s'agit pas d'une opération d'aménagement. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Qui vote contre ? Je vous remercie. Monsieur le Président, vous pouvez reprendre.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 12 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – OPERATION « CITY FOLIZ », PLACE CREATIVE, VISIO COMMERCE 2020 ET PRIX DE LA TPE 2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA CCI DE L'HERAULT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Nicole MARIN-KHOURY entre en séance (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER).

Monsieur le Président

Il s'agit de différentes opérations en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 13 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CAPEB HERAULT – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. Jean-Luc MEISSONNIER et Jean-François AUDRIN sortent de séance.

MM. Geniès BALAZUN, Eric PENSO, Serge DESSEIGNE, Mmes Bernadette CONTE-ARRANZ, Clara GIMENEZ, Brigitte DEVOISSELLE et Florence AUBY entrent en séance.

M. Manu REYNAUD entre en séance (avec le pouvoir de Mme Marie MASSART).

Monsieur le Président

Guy.

Guy LAURET

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs chers collègues, avec cette délibération, nous vous proposons d'accompagner la CAPEB à hauteur de 10 000 euros. Nous savons que par les temps qui courent, c'est quelque chose de très intéressant. Mais cela va un peu plus loin puisqu'il s'agit de se rendre compte de tous les efforts qui sont faits par la filière, que ce soit les efforts au niveau de l'accessibilité, au niveau de la formation, au niveau du traitement de ses déchets et de l'accès à certains marchés – nous sommes toutes et tous confrontés au quotidien à la difficulté des marchés pour les artisans. Cela nous permet également de nous rappeler leur importance dans notre quotidien – et nous l'avons vécu de manière encore plus forte lors du confinement – et leurs qualités que sont la disponibilité, l'accessibilité. Cela nous permet bien sûr de prendre conscience de leur rôle au quotidien, de ce savoir-faire que l'on se transmet de mère en fils, de père en fille, de patron en employé, d'employé en apprenti. Donc je crois qu'il faut bien évidemment accompagner tout ce qui est artisanat. Enfin, nous sommes tous d'accord et nous travaillons tous à une Métropole équilibrée, que ce soit au niveau des infrastructures ou des transports, et je crois qu'il en est de même au niveau de l'emploi. Nous avons parlé beaucoup de vélo. De mon côté, si vous me le permettez, je vais prendre une image par rapport à la marche : si le premier pied permet d'aller de l'avant, permet d'innover et de découvrir de nouveaux horizons – on peut parler bien sûr de la French Tech, du numérique – le pied arrière, celui qui fait l'assise, repose sur tout ce qui est fait par nos commerçants et par nos artisans.

Enfin, un petit mot sur l'Agence de développement économique : sur notre ami Alex LARUE, je crois que tout a été dit. Je ne vais pas en rajouter, mais je sais que de là où il est, il nous écoute – si je puis m'exprimer ainsi.

Monsieur le Président

Il nous regarde. En visio.

Guy LAURET

Les uns et les autres, bien évidemment, nous nous présentons à des élections. Nous avons des convictions, nous avons des idées. Nous avons la chance d'être élu, ou pas. Et puis un jour, cela s'arrête. Or ce qui est très

important, c'est que celles et ceux qui veulent continuer leur engagement pour la société après un mandat [puissent le faire] : il en est un excellent exemple. Juste, parmi les cinq points qui ont été inscrits par rapport à cette première délibération, par rapport à l'Agence économique, un concernait les ambassadeurs. Je crois que tout ce qui concerne l'artisanat ou les commerces de proximité peut entrer dans cette catégorie. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur LAURET de ce rapport et de ce plaidoyer pour le commerce de proximité, les artisans, tous ces hommes et femmes qui travaillent de leurs mains, qui se lèvent tôt et qui ont aussi besoin de sentir les élus à leurs côtés dans ce contexte. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Madame OLLIER, Madame HART. Allez-y Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

A travers ce vote, vous souhaitez aider un syndicat d'employeurs du bâtiment à hauteur de 10 000 euros. Est-il prévu aussi de donner une aide de 10 000 euros aux syndicats de salariés qui travaillent dans le bâtiment ? Nous connaissons le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles ainsi que les grandes difficultés qui ont été celles des salariés qui ont été en première ligne pendant cette crise Covid, puisqu'ils ont été parmi les premiers à reprendre le travail, qui luttent chaque jour contre les fermetures d'entreprises et qui font eux aussi de la formation. Donc est-il prévu une aide pour ces salariés sur le terrain qui travaillent dans le bâtiment et qui sont en grande précarité ?

Monsieur le Président

Merci Madame HART, vous avez la parole.

Clare HART

Juste un mot de soutien. Madame OLLIER, je pense qu'il ne faut pas oublier jusqu'à quel point la CAPEB est une maison pour beaucoup de très petites entreprises, où très souvent il y a une seule personne, voire deux personnes ou une couple (un papa avec son fils, un papa avec sa fille, une maman avec sa fille, etc.). Je pense qu'en aidant la CAPEB, on aide les petits artisans « dans toute leur splendeur ». Je voudrais réellement soutenir ces petits artisans qui ont travaillé énormément sur la RSE, sur la responsabilité sociale, sociétale et environnementale. Ce sont des personnes qui œuvrent, qui font de leur mieux dans une situation difficile. Ils travaillent aussi beaucoup sur l'apprentissage qui est absolument essentiel aujourd'hui. Donc nous avons un écosystème qui est extrêmement riche, très responsabilisé, et il faut vraiment les soutenir. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame HART. Il est vrai qu'il y a beaucoup d'échanges avec ces petits artisans, notamment sur le travail sur le patrimoine, la rénovation du centre historique de Montpellier. Vous avez fait allusion à leur RSE : je voudrais rendre hommage au Président de la CAPEB qui, par exemple, a pris en apprentissage un jeune réfugié qui a réussi son parcours d'intégration. Dans les échanges que l'on peut avoir avec la CAPEB, cher Guy LAURET, on sait que sur l'accompagnement des jeunes, l'apprentissage, leur engagement, ils répondent présent. Certes, [cela ne concerne] pas tout le monde, parce que les temps sont difficiles, mais nous avons d'excellentes relations de partenariat.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE CADRE DES THEMATIQUES ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, ENTREPRENEURIAT SOCIAL ET CREATION D'ENTREPRISES – EXERCICE 2020

M. Jean-Luc MEISSONNIER entre en séance.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 15 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – MONTPELLIER HORIZON HYDROGENE – CONVENTIONS DE FINANCEMENT AVEC L'ADEME – SOLlicitation DES FINANCEMENTS DE LA REGION OCCITANIE - APPROBATION

Mmes Stéphanie JANNIN et Anne RIMBERT, MM. Jean-Pierre RICO, François RIO et Jean-François AUDRIN entrent en séance.

M. Charles SULTAN sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Julie FRECHE.

M. Sébastien COTE sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Véronique BRUNET.

M. Boris BELLANGER sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Maryse FAYE.

Julie FRECHE

Il s'agit de la présentation du projet Montpellier Horizon Hydrogène, qui s'inscrit dans une stratégie de long terme sur la diversification des sources d'énergie qui a débuté maintenant il y a près de 40 ans. La Métropole de Montpellier a toujours visé cette diversification. La stratégie, c'est bien le mix énergétique pour adapter les sources d'énergie aux différents usages. Je vais faire court. Les différents partenaires de ce projet sont la Métropole, notre exploitant délégataire de notre réseau de transports publics TaM, HYNAMICS et ENERGIES DU SUD qui ont choisi de rassembler leurs compétences au sein d'une société par actions simplifiée. Nous coordonnons et nous sommes à l'impulsion de ce projet dont l'envergure fait de ce dernier le premier de France, notamment parce que l'hydrogène a vocation à devenir la source d'énergie des 21 prochains bus, notamment à travers la mise en service des quatre bus à haut niveau de service qui doivent intervenir sur le réseau dans les prochaines années ; 30 bus supplémentaires dès 2025. Vous le savez, la question de l'hydrogène renvoie évidemment à la question des énergies renouvelables ; c'est également le déploiement d'un parc de 14 000 m² sur le futur site. Il s'agit de l'une des plus importantes opérations en France. Nous accompagnons ainsi le fort engagement de la Région et le plan hydrogène au niveau national de 7 milliards d'euros. Donc l'objectif est bien de nous doter d'une flotte décarbonée à l'horizon 2025 avec un mix énergétique hydrogène, bioGNV électrique, en complément des filières bois, photovoltaïque et éolienne.

Monsieur le Président

Merci Madame FRECHE. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur REYNAUD, Madame TOUZARD, Frédéric LAFFORGUE et Monsieur SAVY.

Manu REYNAUD

(...) pour dire que les élus écologistes de Montpellier vont s'abstenir sur cette question-là. La question de l'hydrogène est un vrai débat qu'il faut avoir. Il s'agit d'une abstention, d'un point de vigilance sur ces questions-là, parce qu'il faut savoir d'où cela vient derrière, comment c'est fabriqué, comment la filière se structure. Donc, il s'agit d'une abstention vigilante sur la suite du processus. Merci.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Bonjour à tous. En effet, l'hydrogène est un sujet de débat. Il faut savoir qu'à l'échelle du territoire montpelliérain où l'on envisage de développer les énergies renouvelables, l'hydrogène, même si le rendement énergétique n'est pas extraordinaire, constitue un moyen de stocker l'énergie à terme. Donc je prends réellement cette délibération comme une expérimentation. D'après ce que j'ai compris, le sujet est technique. La solution énergétique va varier [pour] les véhicules en fonction de leur poids, qu'il s'agisse de véhicules légers, de véhicules intermédiaires ou de véhicules très lourds comme les bus. Il est vrai qu'il n'y aura aucune énergie satisfaisante à 100 %. Si derrière, l'ambition est de diminuer les consommations énergétiques – nous venons de le voter tout à l'heure –, il y aura toujours besoin d'énergie. A ce titre, et dans le cadre du PCAET, c'est ainsi, d'après moi, qu'il faut considérer cette expérimentation des bus à hydrogène.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame TOUZARD. Monsieur SAVY, puis Monsieur LAFFORGUE.

Jean-Luc SAVY

Juste un mot : tout à l'heure, nous avons eu le débat sur les batteries, le recyclage des batteries, le fait que pour fabriquer une batterie de voiture, d'avion ou de vélo, cela pollue et que l'on va chercher des terres rares qui sont souvent dans des pays lointains. Aujourd'hui, le choc des mentalités dont nous parlions tout à l'heure, pour moi, en termes de choix de déplacements alternatifs au véhicule thermique décarbonés passe par la batterie aujourd'hui, et demain par l'hydrogène. Ce que l'on fait là préfigure la manière dont, demain, on utilisera le solaire pour pouvoir produire – et non pas à partir du méthane, il faut être vigilant – une énergie propre, parce qu'elle est solaire et parce que l'électrolyse permet de produire de l'hydrogène de manière propre en rejetant uniquement de l'eau ; donc c'est vers cela qu'il faut tendre. Mais aujourd'hui nous créons un changement cognitif des mentalités, avec cette possibilité, par des bus d'abord, puis demain par des véhicules et après-demain par des vélos, de l'hydrogène dans les villes à la place des batteries.

Monsieur le Président

Merci Monsieur SAVY. Monsieur LAFFORGUE.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues, cette expérimentation va dans le sens de l'avenir : 7 milliards ont été débloqués par le gouvernement, et l'objectif est de diminuer [nos émissions] de CO₂ de 80 millions aujourd'hui à 53 en 2030. Concernant le bus à haut niveau de service à hydrogène, on aura la future ligne 1 de Castelnau Le Sablassou jusqu'à la place de l'Europe ; la ligne 51 le préfigure aujourd'hui. Il faut que cette ligne de bus soit pratique ; je crois qu'il faut que nous réfléchissions sur le côté pratique de ces bus. Je peux vous proposer Eurêka, mais sur d'autres stations, Eurêka dans l'écocité, d'avoir des stations végétalisées – je pense que cela partie de l'aménagement de l'espace public. Julie, à l'époque, ton papa avait lancé les trams avec des concours de designers. Il serait intéressant que ces bus soient aussi attractifs. Peut-être que la Métropole de Montpellier peut lancer sur ces quatre lignes de bus un concours de designers, afin qu'il n'y ait pas de différence entre le tram et ces quatre lignes de bus à haut niveau de service. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LAFFORGUE. Je donne la parole à Monsieur DESSEIGNE. Ensuite, Madame FRECHE répondra.

Serge DESSEIGNE

De façon très courte, depuis les années 1960, la question de l'hydrogène a été mise à l'ordre du jour. Il est pertinent qu'en 2020 l'on accède tout de même à une expérimentation générale sur une Métropole comme la nôtre. Effectivement, plein de questions se posent sur l'hydrogène mais ce que vient de dire Monsieur SAVY est important : la question d'une expérimentation *in vivo*, générale, c'est aussi permettre d'avoir un sentiment différent, y compris par rapport au pétrolier.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Serge. Madame FRECHE pour quelques éléments de réponses.

Julie FRECHE

Très rapidement, effectivement, il ne faut pas adopter une position dogmatique sur ces sujets mais il vaut mieux, plutôt, s'inscrire dans une action pragmatique, éclairée par les connaissances en vigueur en avançant pas à pas, collectivement. Je voudrais remercier l'implication du laboratoire de l'Institut des membranes de Montpellier et de l'institut de recherche du CNRS, dont le directeur est Philippe MIELE ; le chercheur qui nous a assistés dans ce projet est Claude LAMY. Évidemment, l'accompagnement de ce laboratoire de recherche est essentiel dans l'élaboration de ce projet. Pour compléter, j'appuie complètement les propos de Madame TOUZARD : l'hydrogène permet le stockage des énergies renouvelables, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui avec le photovoltaïque qui est soumis à la question de la saisonnalité. Donc, pour nous, l'expérimentation, donc ce projet d'hydrogène, vise réellement à diversifier les sources d'énergie pour s'adapter aux différents usages. Aujourd'hui, l'hydrogène est plus pensé pour les longues distances (un plein d'hydrogène correspond à 1 000 km), alors que l'électrique, c'est pour « le dernier kilomètre ». Avec la délibération sur le VAE et cette délibération sur l'hydrogène, il y a vraiment une stratégie de mix énergétique pour préparer la Métropole au défi de demain.

Monsieur le Président

Merci Madame FRECHE. Effectivement, les choix d'énergie ne sont jamais simples. Le débat évoqué tout à l'heure sur les batteries électriques des VAE est un débat qui nous interroge également. C'est toujours la

solution du moindre mal. En tout cas, le mal aujourd'hui, c'est le diesel. Le mal, le fléau, ce sont les émissions de CO₂ qui contribuent au réchauffement climatique et qui font que la pollution automobile est la troisième cause de mortalité en France, non pas à cause des accidents de la route. Ce qui est en soi une catastrophe, ce sont les 48 000 morts par cancer chaque année à cause de la pollution de l'air (rapport de la Cour des comptes de 2018) et qui doivent nous obliger à agir. C'est pour cela que nous sommes dans une stratégie de ZFE, pas que dans la centralité, comme ce qui avait été engagé par mon prédécesseur, ce qui est très bien. Il s'agit d'étendre ce périmètre à l'échelle de la Métropole.

Je reçois Monsieur REYNAUD votre abstention vigilante comme un point positif. Evidemment, il faut que l'on suive l'évolution de cette énergie dont on parle depuis 30 ans. Mais aujourd'hui elle semble arriver à maturité. En tout cas, il y a en France – c'est aussi une relocalisation de notre activité – une filière qui est en train de se développer. Appuyée fortement par la Région Occitanie, elle permet d'être génératrice d'emplois qui participent, espérons-le, de ce Green New Deal, en tout cas d'un nouveau levier de croissance. Espérons, par exemple, qu'à Rodez, l'usine BOSCH, usine sur le diesel, puisse emprunter ce nouveau levier pour préserver l'emploi. C'est pour cela que nous répondons à l'appel à projets « hydrogène » très volontariste de Carole DELGA, et que nous serons potentiellement aidés pour plus de 2 millions d'euros. Et l'ADEME, qui est l'un des interlocuteurs privilégiés d'Isabelle TOUZARD en tant que Présidente de l'Agence locale de l'Energie et dans le cadre de sa délégation, est disposée à nous aider à hauteur de 5 millions d'euros. Donc, là encore, nous sommes dans des choix de transition, y compris parce que le bus va occuper une place beaucoup plus importante dans nos choix de mobilité. Nous terminerons la ligne 5 de tramway tant attendue, mais nous n'allons pas aller vers une 6^{ème}, une 7^{ème} ligne de tramway : les coûts d'investissement sont trop élevés. Par ailleurs, la patience des Montpelliérains par rapport aux chantiers liés au tramway n'est pas toujours simple [à gérer]. En ce moment, le nœud avenue de la Justice de Castelnau est complexe. Donc nous allons vers un développement du bus et d'une offre de bus à haut niveau de service, bus qu'il faut libérer des embouteillages. Et Monsieur le Maire de Castelnau, à votre idée « faut-il des bus gris et sombres ? », il faudra que nous trouvions un moyen de marquer l'ambition sur le bus autour d'éléments de design. Cela fera l'objet d'une discussion le moment venu car le bus, et *a fortiori* le bus qui n'est pas émetteur de pollution, mérite aussi d'être dans le récit de la ville. Le choix du tramway est un choix très important en termes de mobilité mais dans ce mandat, qui est un mandat principalement consacré aux mobilités, la question des bus est tout aussi importante, et cela vaut aussi pour le design.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, Mme Coralie MANTION, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 16 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – FINANCEMENT DE LA 5^{ÈME} LIGNE DE TRAMWAY – AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE L'ÉTAT, L'AGENCE DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DE FRANCE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Véronique NEGRET et M. Arnaud MOYNIER sortent de séance.

M. Frédéric LAFFORGUE sort de séance (avec le pouvoir de M. Serge GUISEPPIN).

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame FRECHE ? Madame OLLIER, allez-y. Excusez-moi, je ne vous avais pas vue.

Clothilde OLLIER

Monsieur le Président, je souhaiterais une information : il était prévu dans le plan de financement de la ligne 5, 33 millions d'euros pour financer le viaduc Gennevieux, budget qui est pris sur les mobilités et viaduc qui ne servira pas aux mobilités douces, en tout cas écologiques. Qu'est-il prévu ? Ces 33 millions d'euros

apparaissent-ils encore dans la ligne correspond à la ligne 5 du tramway ? Et s'ils n'apparaissent plus, comment avez-vous subventionné ou comment allez-vous payer les 33 millions d'euros que va coûter la création de ce viaduc ?

Monsieur le Président

Ce n'est pas à proprement parler dans le rapport. Ce point-là sera bien présenté de manière très claire, lors du débat d'orientation budgétaire et lors du vote du budget.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 17 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – TRAVAUX DE REPRISE DU REVETEMENT DE LA PLATEFORME DE LA 3^E LIGNE DE TRAMWAY RUE DE LA REPUBLIQUE – CONVENTION D'INDEMNISATION DU DELEGATAIRE DU SERVICE PUBLIC DE TRANSPORTS URBAINS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 18 : TRANSPORT ET MOBILITÉS ACTIVES – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – EXPLOITATION DU PARKING SAINT-ROCH - TRANSMISSION UNIVERSELLE DU PATRIMOINE DE LA SOCIETE SAINT-ROCH STATIONNEMENT A TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (TAM) - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mme Véronique NEGRET entre en séance.
M. Jacques MARTINIER sort de séance.*

Monsieur le Président

Il s'agit de dissoudre la filiale qui exploitait. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Allez-y Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente au transport et aux mobilités actives, j'avais une question : nous assistons depuis des années à la multiplication des filiales de la TaM. Dans ce cas précis, il s'agit tout bonnement de socialiser les pertes d'une de ses filiales, le parking Saint-Roch, dont il faut aujourd'hui éponger les dettes. La mutualisation des dettes est parfois nécessaire, il s'agit d'un outil de bonne gestion. Mais ce système de filiale pose tout de même problème en termes d'opacité, de transparence. J'en viens à ma question : avez-vous l'intention de refaire passer [les filiales] dans le giron de la maison-mère, la SASU TaM VOIRIE, et de manière générale la question de la gestion des lignes suburbaines qui sont aujourd'hui sous-traitées (un opérateur privé en capte les bénéfices) ? Merci pour ces éléments de réponse sur votre stratégie par rapport aux filiales de la TaM.

Monsieur le Président

Merci Madame DOULAIN. Dans le rapport d'activité du délégataire de TaM, nous aurons l'occasion d'aborder ces sujets. Il y effectivement des questions qui se posent. Prochainement, un conseil d'administration de la TaM se tiendra, où le nouvel exécutif va assumer ses responsabilités. Ces questions pourront être posées. Nous reviendrons d'ailleurs sur TaM : vous évoquez la notion de pertes. Si l'on peut se

réjouir que la gratuité des transports de l'année N-1 à l'année N, c'est-à-dire maintenant, permet une fréquentation accrue du transport collectif, on sait tous qu'avec la Covid, on enregistre une baisse de la fréquentation qui va nous conduire à des choix budgétaires assez conséquents, sur lesquels travaille actuellement Monsieur CALVAT. Nous reviendrons sur ces sujets. Je ne doute pas que vous en preniez bonne note, comme nous prenons bonne note de vos remarques.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 19 : TRANSPORT ET MOBILITES ACTIVES – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE ENVIRONNEMENT ET TRANSPORT – COMPLEMENT EXERCICE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Subvention pour l'Amicale des retraités de la TaM : 1 200 euros.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 20 : SANTE, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – CONTRAT PLAN ETAT-REGION (CPER) 2015-2020 – PROJET TECHALIM – CREATION D'UNE EXTENSION DE LA HALLE TECHNOLOGIQUE DE TRANSFORMATION DE CEREALES, EXSUDATS DE PLANTES ET BIO-RAFFINERIE DU VEGETAL – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE) – ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Monsieur le Président

J'excuse Madame BRAU qui ne peut être là. Il s'agit du CPER 2015-2020, un certain nombre de subventions d'organismes.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 21 : SANTE, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR – CONTRAT PLAN ETAT-REGION (CPER) 2015-2020 – PROJET CAMPUS CHIMIE BALARD (CCB) 2020 – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Monsieur le Président

Renaud.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, le rapport n°21 concerne le soutien que porte la Métropole à l'Ecole nationale supérieure de chimie de Montpellier, entre autres dans le cadre du projet du Campus Chimie Balard 2020. Nous sommes partenaires financiers. Il s'agit du dernier versement que nous vous proposons de leur attribuer en 2020, un montant de 385 000 €. Madame AKBARALY, Monsieur ASSAF, Madame BRAU, Monsieur DELAFOSSE, Monsieur LEVITA, Madame NEGRET et Madame RIBOT ne prennent pas part au vote. Je vous remercie.

Julie FRECHE

Vous avez indiqué que Marie MASSART ne prenait pas part au vote. Or il me semble que c'est Coralie MANTION qui est administratrice.

Renaud CALVAT

Non, c'est à titre personnel. Les élus de la Métropole siégeant à la TaM peuvent prendre part au vote, parce que c'est une SEM issue d'une délégation de la Métropole. Monsieur REYNAUD siège à la TaM au nom de la Ville, au titre de la Ville. Concernant Madame MASSART, ce sont des raisons liées à son activité.

Je reviens sur le Pôle Chimie Balard : Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? Des abstentions ? Je vous remercie.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 22 : TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES – DEMANDE DE CLASSEMENT EN STATION DE TOURISME POUR LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE DEPOSER LE DOSSIER

*MM. Laurent JAOUL et Arnaud MOYNIER entrent en séance.
Mme Nathalie LEVY sort de séance.*

Renaud CALVAT

Ni Monsieur MEUNIER, ni vous Monsieur DELAFOSSE ne pouvez porter ce rapport parce que vous siégez à l'Office du tourisme de Montpellier : c'est ce que nous disent les services juridiques de la Métropole. Monsieur le Vice-Président, j'en suis fort contrit, mais bien évidemment c'est vous qui porterez ce projet. Il s'agit de lancer la procédure de classement en station de tourisme pour la Métropole de Montpellier. La demande a été faite par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier. C'est la Métropole qui assure la compétence Développement touristique. Donc, nous devons lancer cette procédure. Ne prennent pas part au vote les membres du conseil de l'Office du tourisme, c'est-à-dire Mesdames et Messieurs BELLANGER, CHARTIER, DELAFOSSE, DEVOISSELLE, HART, MEISSONNIER, MEUNIER, NEGRET, PATERNOT, PENSO, RICO, RIO, SAVY ET VASSAS-MEJRI. Y a-t-il des prises de parole sur ce rapport ? Oui ?

Monsieur le Président
Monsieur PATERNOT.

Renaud CALVAT

Oui, mais normalement... C'est complexe.

Monsieur le Président

Il va prendre la parole mais il ne votera pas.

Bruno PATERNOT

Je m'exprime au nom des écologistes, de ce groupe. Je suis ravi que nous venions de voter en faveur de l'Agence de développement qui prévoit un rééquilibrage du territoire et, enfin, la fin de la guerre économique entre les différentes communes de notre bassin de vie. Les écologistes ne listeront pas ce que permet un classement en station touristique de la seule ville de Montpellier. Je vous renvoie aux vidéos du dernier Conseil municipal où nous expliquons tout cela. Mais nous retenons surtout la possibilité de voir surgir un 3^{ème} casino à moins de 50 kilomètres des deux autres, ce qui favoriserait la ville-centre au détriment des autres villes du bassin de vie. Je suis d'accord avec ce que vous avez dit tout à l'heure Monsieur le Président : nous ne pouvons pas tout absorber. Nous devons écrire une nouvelle page de notre économie, notamment touristique (slow tourisme, écotourisme) ; il faut unir nos forces. De plus, les écologistes sont convaincus que notre activité doit passer par d'autres créneaux que celui des jeux d'argent et que celui de la concurrence entre les divers EPCI. Dans son livre « Toutes les couleurs de la Terre », Damien DEVILLE utilise l'image des tentacules de l'Occident qui aspire toute l'attractivité en son centre. Laissons les gondoles à Venise, et les tentacules dans les tielles sétouises pour réellement rééquilibrer notre territoire et nous concentrer sur nos spécificités (pas de roulette, pas de machine à sous, pas de black jack). Passons donc du « je » au « nous » et permettons aux autres villes de la Métropole d'être des stations de tourisme afin que l'on en fasse le tour. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci Monsieur PATERNOT. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, je me joins également aux remarques de Monsieur PATERNOT : nous avons appris la semaine dernière en Conseil municipal que l'une des principales raisons de cette appellation était de pouvoir ouvrir un casino sur Montpellier. Clairement, nous avons l'impression que vous êtes très attentifs aux recommandations des notables du coin, dont la famille NICOLLIN. En effet, depuis 2018, ce dernier affiche très clairement son intention de joindre au projet de nouveau stade, ce projet de casino. Il a affirmé encore attendre avec impatience de connaître le nom du nouvel élu à la veille des élections, pour pouvoir reprendre les discussions avec ce dernier. Tel est bien le cas : vous avez, du coup, créé un comité de pilotage sur la question du nouveau stade. Il n'y a évidemment pas de compte-rendu de ces réunions. Vous appelez cela un Copil, pour ma part j'appelle cela du lobbying. Cette demande de classement en station de tourisme est-elle en réalité la première pierre de cet édifice de nouveau stade sans l'once d'une consultation envers les Montpelliérains ? Est-ce qu'une fois de plus vous allez renier vos promesses de campagne sur la question de l'extension des surfaces commerciales ? Vous le savez, ce stade 100 % privé ne tiendra pas économiquement. C'est pour cela que s'il est fait par un privé, il ne tiendra que s'il y a des surfaces commerciales, quelles que soient les choses que l'on vende. Donc sommes-nous finalement à travers le vote de ce texte en train d'infliger un camouflet de plus à nos commerçants du centre-ville et de poser les jalons d'un projet d'un autre temps, dont on sait à qui il va profiter : les notables du coin qui ont une idée très précise sur le sujet mais qui ne sont pas du tout raccord avec les priorités des habitants de notre ville et de notre métropole ? Merci pour vos éléments de réponse.

Renaud CALVAT

Merci Madame DOULAIN. Y a-t-il d'autres prises de parole ? Je vous rappelle juste que le fait d'obtenir le label « station de tourisme » permet aussi de pouvoir bonifier le versement mobilité. Vu le début des débats de cette assemblée, vu ce que l'on veut faire sur les vélos, etc., il est fort utile de pouvoir récupérer des recettes supplémentaires. Je vous rappelle que le versement mobilité est l'un des seuls impôts affectés dans notre pays. Et le label « station de tourisme » permet de faire beaucoup de choses, la décision revenant ensuite à ce Conseil et à ses élus. Aujourd'hui nous demandons ce label, vous avez tout à fait le droit d'y être opposée, Madame. Ce label ouvre le champ des possibles. Ensuite, à nous de construire ensemble une politique touristique digne de Montpellier. En tout cas, il ouvre des possibilités. Je vous remercie.

Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Une abstention. Qui est contre ?

Monsieur le Président

Huit.

Renaud CALVAT

Nous sommes bien d'accord, toutes les personnes que j'ai citées comme ne prenant pas part au vote n'ont pas voté contre ? Tu as vérifié Manu ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 23 : TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES – SOUTIEN AU TOURISME D’AFFAIRES – ATTRIBUTION D’UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L’OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER – AVENANT A LA CONVENTOON ANNUELLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Abdi EL KANDOUSSI sort de séance (avec le pouvoir de M. Philippe SAUREL).

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER.

Renaud CALVAT

Non, pour la même raison, Monsieur MEUNIER ne peut pas prendre part au vote pour l’affaire 23. Il présentera l’affaire 24. L’affaire 23 est une participation financière de la Métropole à hauteur de 30 000 euros à l’Office de tourisme pour l’organisation du workshop. Ne prennent pas part au vote les membres de l’Office de tourisme, que j’ai cités : Mesdames et Messieurs BELLANGER, CHARTIER, DELAFOSSE, DEVOISSELLE, HART, MEISSONNIER, MEUNIER, NEGRET, PATERNOT, PENSO, RICO, RIO, SAVY et VASSAS-MEJRI. Y a-t-il des prises de parole ? Des abstentions ? Des avis contraires ? Unanimité, je vous remercie. Je passe la parole à Monsieur MEUNIER.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 24 : TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Clothilde OLLIER sort de séance.

Cyril MEUNIER

Puisque j’ai le droit de parler et de voter... Autant je suis d’accord avec les services juridiques sur l’affaire 23, autant je suis totalement en désaccord sur l’affaire 22, et je voudrais que dans cette honorable maison, nous revoyons un peu les règles, parce qu’il y a un certain nombre de « plis » qui ont été pris, qui à mon avis ne sont pas démocratiques.

Pour ceux qui ne le savent pas, la Métropole soutient un certain nombre de manifestations qui sont des congrès, des manifestations qui se passent dans nos équipements, afin de faciliter d'abord le fait qu'ils choisissent Montpellier pour venir réaliser leurs manifestations, et qu'ils puissent trouver un équilibre financier. Toutes les collectivités le font. Toutes les manifestations qu'il avait été décidé de subventionner en 2020 sont proposées dans cette délibération. Elles ont toutes un lien très étroit avec les grandes orientations de développement politique et d'image de notre collectivité. Je suis prêt à répondre à vos questions, si l'une de ces manifestations vous posent problème.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Cyril. Un certain nombre de collègues ne prennent pas part au vote : Madame AKBARALY, Monsieur ASSAF, Madame BRAU, Monsieur CALVAT, moi-même, Madame DEVOISSELLE, Madame GIMENEZ, Monsieur LEVITA, Madame NEGRET, Madame RIBOT, Monsieur SULTAN et Madame TOUZARD, les uns en raison des lieux où ils siègent, les autres à titre personnel en lien avec leur activité professionnelle.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 25 : TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT DU COMITE D'ITINERAIRE DE LA MEDITERRANEE A VELO - PHASE 2 : 2019-2021 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25. Je vais vite, Cyril. Est-ce qu'il y a des questions auprès du rapporteur ? Pas de questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 26 : TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES – CONVENTION BIANNUELLE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT AVEC LE COMITE REGIONAL DE TOURISME OCCITANIE 2020-2021 : PROMOTION TOURISTIQUE DE LA DESTINATION LANGUEDOC-CAMARGUE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Clara GIMENEZ sort de séance.

Mme Véronique BRUNET sort de séance (avec le pouvoir de M. Sébastien COTE).

Mme Julie FRECHE sort de séance (avec le pouvoir de M. Charles SULTAN).

Mmes Michelle CASSAR, Clothilde OLLIER et Jacques MARTINIER entrent en séance.

M. Abdi EL KANDOUSSI entre en séance (avec le pouvoir de M. Philippe SAUREL).

M. Frédéric LAFFORGUE entre en séance (avec le pouvoir de M. Serge GUISEPPIN).

Cyril MEUNIER

Cette délibération est très importante. Elle est une avancée dans ce que nous avons souhaité tout à l'heure. Il s'agit d'un accord avec toutes les collectivités et intercommunalités autour de nous qui ont un objet tourisme très développé sur une destination qui a été élaborée en collaboration avec un certain nombre de cabinets [d'après] l'image que les étrangers se font de notre région. En particulier, le nom de destination « Languedoc-

Camargue » a été choisi, suite à un nombre assez important d'enquêtes. A travers cette appellation « Languedoc-Camargue » nous regroupons les territoires touristiques même gardois, jusqu'au Grau-du-Roi car à la réunion constitutive de ce regroupement et de cette mobilisation générale pour faire de la promotion touristique tous ensemble, qui se passait dans les locaux de la CCI départementale, nous avions des représentants du Cap d'Agde, du Grau-du-Roi, de La Grande-Motte, évidemment la Métropole de Montpellier et les différents Comités départementaux. L'objectif est de porter une marque. Car en tourisme il faut une marque. Tout à l'heure, dans mon propos lors de la première affaire, je vous rappelais que nous avions un défaut d'identité. À ce titre-là, notre identité, c'est comme être le cœur d'une marguerite, si vous me permettez d'être un peu poétique « en plein printemps » – printemps puisque nous revenons à l'époque du printemps avec le Covid. Nous avons l'idée d'être un peu le lieu réceptif et de départ pour l'ensemble du tourisme de notre région. J'entends tout de suite un certain nombre de critiques puisque, évidemment, nous sommes associés à l'aéroport de Montpellier. Mais il est de notre volonté, au niveau de la destination Languedoc-Camargue, d'étendre le champ des possibles pour le transport et de voir demain avec la SNCF et différents autres transporteurs, comment nous pourrions nourrir et faire progresser cette promotion touristique autour de cette destination. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MEUNIER. Qui demande la parole ? Monsieur REYNAUD.

Manu REYNAUD

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, si l'on résume l'essentiel de ce projet d'affaire, il nous est proposé d'approuver une participation financière de 3 millions d'euros, pardon, pour Montpellier 3M, à hauteur de 150 000 euros, en vue de favoriser le développement de la plateforme aéroportuaire de Montpellier. Sans trop s'avancer, on peut supposer que tout développement de la plateforme aéroportuaire implique l'ouverture de nouvelles lignes et/ou l'augmentation du nombre de vols, donc l'augmentation des nuisances sonores pour les riverains et inévitablement l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Vous avez tous et toutes entendu parler des accords de Paris ou de la COP21. Alors, qu'est-ce qui a pu échapper à cette assemblée dans la nécessité de tout mettre en œuvre pour contenir, d'ici à 2100, le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels ? 195 des 197 pays que compte cette planète auraient signé cet accord, mais l'aéroport de Montpellier ne serait pas concerné ? Pourquoi ferait-il exception ? L'effort de cette assemblée pour décarboner les déplacements est réel – on l'a vu et on le soutiendra jusqu'au bout. Comme nous l'avons vu, la Métropole investit massivement sur les modes de transport plus écologiques et poursuivra son action en ce sens dans les mois et années à venir. Mais nous ne devons pas limiter ces efforts au seul champ d'action des déplacements terrestres. Le défi à relever est immense, l'enjeu est vital et planétaire, l'action doit être locale et globale à la fois, et elle ne souffre pas d'exceptions. C'est pour cette raison que les écologistes de Montpellier voteront contre ce projet d'affaire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REYNAUD. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Je note, Cyril : tu expliquais que le travail sur cette destination allait être élargi à la SNCF – je m'en félicite – parce qu'au départ j'avais un a priori également négatif. Je m'abstiendrai parce que la question des transports aériens est un gros sujet. Certes il est traité rapidement à l'occasion de cette affaire, mais je pense qu'il faudra que nous ayons un débat beaucoup plus structurant au niveau de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci. La question de l'aérien et de sa mise en transition est un vrai débat. Merci Monsieur REYNAUD d'avoir rendu hommage à tout l'engagement qui était le nôtre pour décarboner. Aujourd'hui, s'il faut davantage de lignes Paris-Montpellier en train pour être une alternative aux déplacements aériens, note territoire a besoin, à mes yeux et aux yeux de beaucoup, d'une infrastructure aéroportuaire qui permet quand même de connecter Montpellier à un certain nombre de pays et à un certain nombre de réseaux à l'échelle mondiale, dont les chercheurs ont besoin, dont les entrepreneurs et entrepreneuses ont besoin, pour l'attractivité touristique et pour que les Montpelliérains puissent éventuellement se déplacer. Il existe une coopération territoriale qui mérite d'être saluée, puisque l'aéroport est sur l'intercommunalité du Pays de l'Or. Donc nous coopérons ensemble sur l'enjeu du tourisme. Vous faites part, ainsi que Madame TOUZARD, de réserves – tout à fait entendables – sur les enjeux liés à l'aérien. Moi je fais partie de ceux qui espèrent des ruptures technologiques du côté des ingénieurs d'Airbus ou des évolutions majeures – je ne cite que Airbus

parce qu'il est grand pourvoyeur d'emploi dans la Métropole de Toulouse. Néanmoins aujourd'hui, les enjeux économiques et sociaux sont extrêmement importants, et la Métropole doit être aux côtés de l'aéroport. Ce qu'il faut, c'est réduire les compétitions absurdes entre le train et l'aérien. Mais je le dis aussi et je fais une petite mise en garde publique : Air France, il ne faut pas nous « faire le coup de Perpignan ». À Perpignan, la Présidente de Région a appris qu'Air France voulait fermer littéralement son activité. Il faut qu'il y ait dialogue, parce qu'il y a de l'emploi derrière, sur la plateforme aéroportuaire. Et Air France a été aidée à hauteur de 7 milliards d'euros d'argent public. Il faut que l'emploi soit préservé. Je fais cette incise parce qu'il y a de mauvaises rumeurs qui courent actuellement dans la région sur le positionnement d'Air France, une entreprise nationale aidée par le contribuable français, qui à Montpellier a toujours été extrêmement bien accueillie. Je préfère le dire – je crois que Stéphan Rossignol, Président de l'intercommunalité du Pays de l'Or et l'ensemble des acteurs locaux – il ne peut y avoir de fermeture nette de lignes en l'espèce, parce que cela signifierait mettre des gens sur le carreau, alors que de l'argent public est venu très largement en aide à cette société.

Je vous propose de passer aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Trois. Qui est contre ? Dix. Onze, pardon Isabelle.

Interventions hors-micro.

Monsieur le Président

J'ai dit « dix ». Donc, onze abstentions.

Interventions hors-micro.

Monsieur le Président

Dix contre et 4 abstentions, excusez-moi.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 11 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Alenka DOULAIN, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : Mme Zohra DIRHOUSSE, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 27 : GESTION RAISONNÉE, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE (RPQS) DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019

Mme Clara GIMENEZ entre en séance.

Mme Véronique BRUNET entre en séance (avec le pouvoir de M. Sébastien COTE).

Mmes Célia SERRANO, Mathilde BORNE et M. Jean-Luc SAVY sortent de séance.

M. Cyril MEUNIER sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Florence AUBY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 28 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNEE 2019

Mme Julie FRECHE entre en séance (avec le pouvoir de M. Charles SULTAN).

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur REVOL sur les affaires concernant l'eau.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues, je serai assez rapide vu l'heure. Je vais présenter les deux délibérations concernant l'assainissement et l'eau ensemble. Car quand vous payez votre assainissement, vous le payez à travers la consommation d'eau potable que vous avez. Je rappelle que le prix de l'eau dans notre Métropole est de 3,26 euros, avec une moyenne pour 120 m³ autour d'1,15 euro pour l'eau potable, 1,37 euro pour l'assainissement, auxquels vous ajoutez la TVA sur l'eau et l'assainissement qui n'est pas au même niveau et la redevance pour l'Agence de l'eau qui nous revient ensuite sous forme de subventions et d'aides qui sont décisives pour notre territoire.

Sur l'assainissement, il s'agit d'un rapport sur le prix et la qualité du service. L'assainissement sur notre territoire fait l'objet d'une délégation de service public sur trois secteurs : un secteur central qui donne sur Maera, qui est déléguée à VEOLIA EAU; Maera qui est déléguée à VEOLIA EAU et le secteur Est/Ouest délégué à AQUALTER. Ces trois contrats viendront à terme à la fin de l'année 2021. Donc, le mois prochain, au mois de novembre, dans la première Commission qui se tiendra sur le Cycle de l'eau, nous allons ouvrir le débat sur le mode de gestion, et nous trancherons sur ce mode de gestion lors du Conseil métropolitain du mois de décembre. Je vous invite, à ce moment-là, à vous engager librement dans ce débat public. Il ne s'agit pas simplement de prendre pour nous une décision, il s'agit de la faire partager. Concernant cette zone-là, si vous regardez le rapport, nous avons des interrogations mais aussi des critiques par rapport à ces délégataires. La première interrogation concerne le fait que le taux des charges pour les deux délégataires concernés (pour les trois contrats) augmente beaucoup plus vite que prévu par rapport au produit : nous avons demandé des explications à ce sujet. Deuxième remarque : cela concerne les contrôles qui sont faits sur la qualité. Nous avons pu mettre au jour le fait que l'un de ces délégataires, AQUALTER, avait faussé des résultats, en tout cas qu'un agent d'AQUALTER avait faussé ces résultats. En conséquence, nous avons pris un certain nombre de mesures qui vont déboucher sur des pénalités et des poursuites judiciaires. Personnellement, depuis que je suis dans cette responsabilité, je cherche à faire le tour de tous les ouvrages, car ce patrimoine est celui de la collectivité et non celui du délégataire. Nous devons terminer ce contrat de manière à ce que ce patrimoine soit rendu dans l'état où nous l'avons cédé. Par ailleurs, il faut regarder, et je voudrais insister là-dessus, le niveau d'investissement que nous pouvons donner concernant l'eau. Je vous rappelle que « c'est l'eau qui paye l'eau » et que lorsque vous payez votre prix de l'eau, cet argent ne peut pas être utilisé comme « une vache à lait » par la collectivité pour faire autre chose, comme c'était le cas il y a une vingtaine d'années. Donc, il nous faut utiliser cet argent au mieux pour l'investissement.

Concernant l'assainissement, vous avez pu remarquer dans le rapport que sur 41 millions d'euros, il y avait 10 millions d'euros de fonctionnement – je ne vous parle pas de ce qui se passe dans l'entreprise, mais dans la Métropole – et 31 millions d'euros d'investissement sur l'année 2019, ce qui est considérable. Et pour les années qui viennent, cela va encore augmenter. Cela va augmenter lorsque l'on sera amené dans cette collectivité à décider de relancer le marché concernant la rénovation de Maera, y compris sa réorientation en fonction d'objectifs plus écologiques. Nous allons travailler sur ce dossier et à cette occasion-là, les investissements atteindront certainement 150 millions d'euros sur les 6 années qui viennent. Donc cela signifie une protection de notre territoire mais également un effort considérable au niveau de la relance économique. Les canalisateurs, c'est-à-dire les entreprises de canalisation, qui sont très importants sur notre territoire, dépendent de ce marché. Je vous signale au passage que nous ne faisons pas de marché unique à l'échelle de la Métropole mais nous faisons une sectorisation de manière à ce que la plupart des entreprises locales trouvent des marchés avec cette action, ce qui constitue un point d'impact extrêmement important.

Concernant la délibération suivante, qui concerne l'eau potable, vous le savez, nous ne sommes pas en délégation, mais en régie publique, qui vient de se reconstituer. Cette régie publique – dont nous avons fait un rapport d'activité, l'autre jour, dans son premier nouveau conseil d'administration – a montré sa capacité, une capacité que vous allez vérifier au fur et à mesure des délibérations... J'ai oublié de dire tout à l'heure

que sur l'assainissement quand nous mettons 31 millions d'euros, les délégataires, eux, pendant cette période n'ont mis qu'un seul million d'euros – il faut le dire, pour mesurer les choses. C'est la collectivité qui préside à cet investissement en utilisant la surtaxe dans un cas, en utilisant la recette globale dans l'autre cas. Il en va de même pour la régie où la majorité des dépenses sont en investissement, et tournent autour de 23 millions d'euros, qu'il faut comparer à ce qui s'est fait avec des délégataires privés avant 2014. Je voudrais saluer l'action de ma prédécesseure au niveau de la régie Madame GALABRUN-BOULBES, qui a continué ce travail pendant les trois années où elle était en responsabilité. Ainsi l'investissement va continuer. Il faut notamment sécuriser l'approvisionnement en eau sur notre territoire, parce qu'il y a essentiellement la ressource aquifère du Lez, qui est proprement importante et décisive, mais il y a aussi d'autres petites ressources. Il y a également une étude à mener sur les réserves aquifères existantes au niveau de la Mosson. Dans les délibérations suivantes, que l'on présentera plus rapidement, vous aurez la possibilité de voir ces choses-là. Nous nous lançons d'ores et déjà dans la construction d'une usine d'eau au niveau de Valédeau qui va notamment nous permettre de sécuriser les communes de l'ancien syndicat du Salaison ; elles ont besoin d'une sécurisation en eau. Il s'agit d'un investissement de 23 millions d'euros qui va démarrer à partir de 2021. Nous aurons l'occasion d'en discuter plus profondément. J'espère que lorsque nous aborderons les questions de l'eau et de l'assainissement, nous serons un peu plus haut dans l'ordre du jour pour pouvoir avoir le temps de les développer.

Monsieur le Président

René, tes désirs vont être réalisés. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 29 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE – RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU SECTEUR DE L'EX-SYNDICAT DU SALAISON (JACOU, LE CRES, VENDARGUES, EXPORT SAINT-AUNES) – CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Célia SERRANO entre en séance.

Monsieur le Président

L'affaire 29 concerne Valédeau.

René REVOL

Il s'agit d'un investissement qui concerne Le Crès, Vendargues et Jacou, en faisant une sécurisation à partir d'un surpresseur qui va se mettre en place en lieu où va venir l'usine Valédeau. Nous sécurisons ainsi trois communes qui se sont développées. C'est un chantier qui va coûter cher – plus d'un million d'euros si mes souvenirs sont bons – et qui va durer 5 ans. Donc, quelque chose d'important pour ces communes.

Monsieur le Président

Merci beaucoup René. Effectivement, c'est un sujet très important parce qu'en cas d'accident, nous ne pouvons pas garantir l'approvisionnement. Là, c'est un investissement extrêmement important, comme l'usine Valédeau dont nous reparlerons dans ce fameux Conseil consacré à la gestion de l'eau.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N° 30 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PLAN DE FINANCEMENT DE L'AIRE COLLECTIVE DE RINCAGE ET DE REMPLISSAGE SECURISES DES PULVERISATEURS AGRICOLES POUR LA LUTTE CONTRE LES PESTICIDES DU SECTEUR DE COURNONTERRAL / COURNONSEC / FABREGUES – APPROBATION

*Mmes Eliane. LLORET, Coralie MANTION et M. Stéphane CHAMPAY sortent de séance.
M. Yves BARRAL sort de séance (avec le pouvoir de Mme Fanny DOMBRE-COSTE).*

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 31 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PLAN DE FINANCEMENT DE L'AIRE COLLECTIVE DE RINCAGE ET DE REMPLISSAGE SECURISES DES PULVERISATEURS AGRICOLES POUR LA LUTTE CONTRE LES PESTICIDES DU SECTEUR DE MONTAUD/SAINT-DREZERY – APPROBATION

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 32 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PLAN DE FINANCEMENT DE L'AIRE COLLECTIVE DE RINCAGE ET DE REMPLISSAGE SECURISES DES PULVERISATEURS AGRICOLES POUR LA LUTTE CONTRE LES PESTICIDES DU SECTEUR DE PIGNAN/SAUSSAN – APPROBATION

Monsieur le Président

Le Président de la régie étant René REVOL – je le félicite pour son élection et son retour à la tête de cette régie, avec comme Vice-Président Thierry RUF –, il ne peut pas rapporter car il y aurait présomption de conflit d'intérêt. Mais peut-être peux-tu tout de même la présenter, avant que je ne la mette aux voix. Vas-y René.

René REVOL

Les trois délibérations suivantes concernent les aires de lavage des outils agricoles dans trois secteurs. Il en existe déjà, certaines communales – je crois que Monsieur PELLET peut nous le confirmer sur Saint-Geniès-des-Mourgues. Il en existe aussi dans les coopératives. Il s'agit d'une action qui va entrer en concordance avec tout le dispositif d'accompagnement agro-écologique qui se mène sur deux zones essentielles, celle qui conditionne la source du Flet à Villeneuve-lès-Maguelone et celle qui concerne la source qui est sur Sussargues, qui ont dû être approvisionnées autrement, arrêtées d'être captées sous cette forme car il y avait une pollution. Donc ces aires de lavage sont quelque chose d'absolument essentiel. Nous sommes un peu retard – je regardais la moyenne sur les différents secteurs. Nous avons toujours l'habitude de nous vanter de ce que nous faisons, mais sur ce secteur, par rapport à d'autres régions viticoles, il y en a moins. Une concerne Fabrègues, Cournonterral et Cournonsec ; une autre concerne Saint-Drézéry et Montaud et une troisième à Pignan/Saussan. C'est un investissement extrêmement important. On ne peut pas les mettre à une trop grande distance des viticulteurs pour qu'ils puissent y venir, y travailler. Il s'agit de faire une pédagogie, pour que l'on fasse disparaître les pollutions phytosanitaires d'une manière globale.

Monsieur le Président

Merci beaucoup René. Est-ce qu'il y a des questions sur les affaires 30, 31 et 32 ? Je propose de passer aux voix, en indiquant que Madame GALABRUN-BOULBES et Monsieur REVOL ne prennent pas part au vote. Sur l'affaire 30, qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée à l'unanimité. Affaire 31 : même vote. Affaire 32 : même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 33 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RUE PIERRE CAUSSE SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER – CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 34 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RUE PELLICIER SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 35 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ROUTE DE BOIRARGUES SUR LA COMMUNE DE LATTES - AVENANT A LA CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 36 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ROUTE DE VENDARGUES SUR LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ – AVENANT A LA CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pareil sur l'affaire 36 : co-maîtrise d'ouvrage Régie des eaux/Métropole de Montpellier, sur la commune de Vendargues. Est-ce qu'il y a des questions ?

Intervention d'un élu hors micro.

Monsieur le Président

Pardon, il s'agit de Prades-le-Lez, route de Vendargues. Que Madame BRAU, qui n'est pas là, m'excuse. Et que Monsieur le Maire de Vendargues m'excuse également.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 37 : GESTION RAISONNEE, ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUELEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT AVENUE DU PERE SOULAS SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER – CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37 : On revient à Montpellier, avenue du Père Soulas. Il s'agit de la co-maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Régie des eaux.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 38 : LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS – REVISION DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION (PPRI) DE LA COMMUNE DE PEROLS – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Mmes Eliane LLORET et Coralie MANTION entrent en séance.

M. Yves BARRAL entre en séance (avec le pouvoir de Mme Fanny DOMBRE-COSTE).

Mmes Radia TIKOUK, Jackie GALABRUN-BOULBES et M. Lionel LOPEZ sortent de séance.

Monsieur le Président

Je passe la parole à Véronique NEGRET qui présente ces affaires. Ensuite, je propose que nous passions aux voix, s'il n'y a pas de question. Vas-y.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup. La première affaire concerne le Plan de prévention du risque inondation de la Ville de Pérols. Nous devons approuver ce PPRI révisé. C'est l'événement climatique du 29 septembre 2014 qui a impacté notre territoire métropolitain et en particulier la ville de Pérols ; je pense que mon collègue assis devant moi doit s'en souvenir assez bien, Jean-Pierre. Cet événement, qui a provoqué des pluies et des inondations très importantes sur Pérols, a mis en lumière que le PPRI de cette époque, qui datait de 2004, était très insuffisant pour protéger les populations, pour protéger les biens et les activités. Décision a donc été prise de le réviser. Cette révision a permis d'intégrer les nouvelles connaissances qui amènent à une meilleure compréhension de la vulnérabilité de Pérols face aux inondations. Je fais plus vite que ce que j'avais prévu. Elle a permis également de travailler à des solutions qui ont été traduites en mesures et en obligations. Il s'agit en fait d'un document qui permet un zonage de la commune, en tenant compte des aléas auxquels elle peut être soumise en termes de causes d'inondations, et en tenant compte des enjeux du territoire (zones urbanisées, à urbaniser, etc.). Au bout du compte, lorsqu'on examine ce document, on peut conclure très facilement au fait qu'il est de nature à répondre aux objectifs auxquels il doit répondre, à savoir d'une part protéger les populations, les biens et les activités et d'autre part, garantir l'écoulement de l'eau et la conservation des champs d'inondation, ce qui permet de réduire les inondations dans les zones à protéger. Donc ce document est en parfaite cohérence avec les actions qui sont menées par la Métropole et qui visent à réduire la vulnérabilité du territoire au risque inondation. Voilà pour l'affaire 38.

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ? Monsieur REVOL et ensuite le Maire de Pérols.

René REVOL

Je me félicite de l'adoption de ce PPRI. Je signale que les PPRI sont intégrés dans le PAPI 2, c'est-à-dire le Programme d'actions de prévention des inondations et financés par l'État. Il est de la responsabilité de l'État de réaliser ces PPRI dont nous avons vraiment besoin pour construire notre nouveau Plan local d'urbanisme, à l'échelle régionale, plus protecteur. Je voudrais ici regretter les lenteurs des services de l'État, parce qu'il y a d'autres communes [concernées]. Aujourd'hui, dans le PAPI 2, la seule commune pour laquelle on est arrivé à obtenir un PPRI, c'est Pérols. C'est très bien, mais il y en a d'autres. Théoriquement, le PAPI s'arrête l'année prochaine. Donc il faut mettre la pression sur les services de l'État.

Monsieur le Président

Effectivement, René. Jean-Pierre RICO.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues, je reviens très rapidement sur cet événement de septembre 2014. Sur la commune, j'ai eu 350 sinistrés. Nous avons récupéré sur la route 250 naufragés de la route qu'il a fallu sécuriser. En l'occurrence, nous les avons sécurisés à l'Arena. Il a fallu également que l'on récupère tous les passagers du tramway qui étaient bloqués au terminus de la ligne n°3. Je rejoins ce que vient de dire mon collègue Monsieur REVOL : en septembre 2014, les inondations ; en novembre 2014, je demande formellement, officiellement aux services de l'État la révision de mon PPRI. Cette demande est relayée en 2016, c'est-à-dire deux ans plus tard, pour se retrouver aujourd'hui dans une décision de la Métropole. Cette délibération va permettre d'enclencher l'enquête d'utilité publique. Donc quelque part, il aura fallu 6 ans, un mandat complet pour pouvoir obtenir un réel PPRI sur ma commune. Je salue le travail qui a été exécuté par les services de la Métropole pour m'aider dans cette démarche. Je salue également le travail qui a été effectué par les services de l'État. En revanche, je regrette qu'il faille 6 ans, la durée d'un mandat, pour se mettre en conformité avec des événements qui peuvent engendrer des situations tragiques pour une commune.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Jean-Pierre. Je crois que nous pouvons tous acquiescer sur la question de la temporalité sur des dynamiques de projet mais aussi de protection, face aux vulnérabilités. On sait que les communes telle Grabels, toute la Mosson sont aussi un enjeu. Donc il faut que nous puissions aller plus vite. Je me ferai l'écho de vos propos dans nos rencontres mensuelles, outre les histoires de Covid-19, sur des choses préoccupantes avec le Préfet. Effectivement, il faut que nous puissions aller vite pour la protection des populations.

Je mets aux voix. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Des refus de prendre part au vote ? Des oppositions ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 39 : LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES PREVENTION DES INONDATIONS – COMMUNE DE LATTES – DIGUES DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LANTISSARGUES – ACQUISITION DU TERRAIN D'ASSIETTE ET PASSATION D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SCI ST-PIERRE – PARCELLES CADASTREES BD N°7 ET N°19 ET BI N°75 - APPROBATION

Véronique NEGRET

L'affaire 39 concerne une régularisation de foncier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 40 : LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS – FINANCEMENT DES POSTES – CHARGE(E) D'ANIMATION DES CAPTAGES PRIORITAIRES DU FLES – CHARGE(E) DE MISSION EAU ET AGROECOLOGIE – CHARGE(E) DE MISSION RESTAURATION DES MILIEUX LAGUNAIRES – SOLLICITATION DES AIDES FINANCIERES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE ET DE LA REGION OCCITANIE PYRENEES MEDITERRANEE – APPROBATION

Véronique NEGRET

L'affaire 40 est une demande de subventions auprès de l'Agence de l'eau et de la Région Occitanie pour le financement de trois postes à la DEA (Direction Eaux et Assainissement).

Monsieur le Président

Très bien. Réponse favorable. Jackie et René ne prennent pas part au vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 41 : LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS – MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION SUR LES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DU LEZ SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – TRAVAUX 2020 – DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE – APPROBATION

Monsieur le Président

Pareil : c'est une demande d'aide financière pour l'affaire 41. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Ne prennent pas part au vote : Jackie et René.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. René REVOL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 42 : COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHETS – RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC (RPQS) DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS – RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE DE SERVICE PUBLIC DE L'USINE DE METHANISATION AMETYST – EXERCICE 2019 – APPROBATION

Mmes Radia TIKOUK, Jackie GALABRUN-BOULBES et M. Stéphane CHAMPAY entrent en séance.

Mme Agnès SAURAT, MM. Joël VERA, François RIO et Julien MIRO sortent de séance.

Mme Nicole MARIN-KHOURY sort de séance (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER).

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Laurent NISON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 43 : COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHETS - SEMAINE NATIONALE DE SENSIBILISATION DES COMMERÇANTS AU ZERO DECHET - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION ZERO WASTE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je cède la parole à Monsieur VASQUEZ pour ces deux affaires. Ainsi, nous les mettrons aux voix dans la foulée, cher François.

François VASQUEZ

Président, chers collègues, deux affaires donc. Je vais être bref. La première concerne le rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets. Il n'échappera à personne que nous allons tout faire pour baisser le prix et en augmenter la qualité. La politique que nous allons mettre en œuvre, comme je le dis à chaque fois que j'en ai l'occasion, est une politique de rupture : c'est en effet une révolution en termes de traitement des déchets. Je peux bien évidemment répondre aux questions sur ce rapport, mais il s'agit tout de même de la politique du passé.

Regardons vers l'avenir, avec l'autre délibération qui, elle, porte sur une mesure qui préfigure notre politique. Notre politique va être là pour « lever des vagues », si j'ose dire. À chacun, ensuite, de les surfer. La première que nous proposerons vise les commerçants, [dans le cadre de] la Semaine nationale de sensibilisation des commerçants au zéro déchet. C'est un partenariat que nous vous proposons avec l'association Zéro Waste Montpellier car, afin de lutter contre la prolifération des emballages jetables, des consommateurs de plus en plus nombreux aspirent à l'achat en vrac. La réglementation le permet et la loi antigaspillage du 10 février 2020 encourage l'usage de contenants réutilisables dans les achats alimentaires. L'association Zéro Waste Montpellier relaie au niveau local une démarche nationale visant à encourager l'adhésion du plus grand nombre de commerçants au projet « Mon commerçant, Zéro déchet ». Donc il s'agit bien là de permettre l'utilisation de contenants réutilisables dans notre large Plan zéro plastique et de réduction/prévention des déchets. Cette action rentre dans le cadre de la nouvelle politique Zéro déchet de la Métropole. Il est proposé de participer à cette semaine de sensibilisation de réduction des emballages dans le cadre de cette convention à conclure avec Zéro Waste, afin de valoriser cette opération (Montpellier zéro déchet) et d'en mettre à disposition de membres de l'association qui démarcheront les commerçants, ainsi qu'à la disposition du public au travers des guichets uniques, afin de permettre aux citoyens « avertis », comme l'on dit, d'inciter les commerçants qu'ils connaissent, qu'ils fréquentent, chez lesquels ils se fournissent pour leurs achats quotidiens, à intégrer cette démarche vertueuse. Elle aura donc un double effet : agir sur les contenants et les commerçants et communiquer, par cet autocollant sur les commerces, sur notre politique.

Monsieur le Président

Merci beaucoup François. Est-ce qu'il y a des questions ou remarques sur ces deux rapports ? Madame DOULAIN, puis Madame OLLIER.

Alenka DOULAIN

Merci. Sur l'affaire 42, il nous est demandé de valider le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public des déchets. J'avais une question sur la collecte. Je sais, vous l'avez dit, que nous sommes en train d'amorcer une révolution. En attendant, j'ai quand même besoin de précisions sur ce que l'on nous demande de voter. On le sait, sur notre territoire, une petite partie est en régie sur la collecte, le reste étant assuré par deux entreprises prestataires, NICOLLIN et URBASER – pour ne pas les citer. Pour de nombreux habitants, la collecte est problématique sur Montpellier ; dans certains quartiers, elle est jugée peu efficace. Pourtant, dans ce rapport, nous voyons que les coûts de fonctionnement ne cessent d'augmenter : en 2016, ils sont autour de 20 millions, et en 2019, de 21,5 millions. Dans le même temps, il est précisé que les tonnages collectés diminuent. Donc, pour moi, il y a besoin d'éclaircissements là-dessus. Par ailleurs, en 2018, la Chambre régionale des comptes avait pointé un rapport complet pour noter tous les dysfonctionnements autour de ces marchés de collecte des déchets (manque de transparence sur les coûts réels facturés, manquements à l'évaluation du service rendu, pas de concertation avec les usagers, pas de retour aux habitants). Nous, notre rôle en tant qu'acteurs publics est de bien nous assurer qu'il existe un contrôle sur ces marchés. Donc, j'ai deux questions, en attendant la révolution : comment peut-on expliquer cette différence, cette hausse des coûts, alors que le tonnage diminue ? Deuxième question : qu'allez-vous mettre en place pour contrôler l'exécution des marchés ? On peut le faire tout de suite, maintenant. Il est de notre rôle de nous assurer que les marchés sont passés dans de bonnes conditions et respectent l'intérêt général. Merci pour vos éléments de réponses.

Monsieur le Président

Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Je me félicite de ce travail qui est fait avec l'association Zéro déchet de Montpellier. Il s'agit de militants qui sont là sur le terrain, qui connaissent leur travail et qui sont là pour appuyer la municipalité. J'imagine qu'en retour, la Métropole et la municipalité sauront offrir une subvention à hauteur de ce qu'ils demandaient, c'est-à-dire 50 000 euros pour pouvoir embaucher du personnel et être aidés, puisque c'est une association qui a un poids fort à Montpellier. Deuxième point, il revient à la collectivité de montrer l'exemple sur le zéro déchet. C'est ainsi que l'on gagne. Isabelle TOUZARD et moi-même, à l'époque, avons pris un arrêté contre les déchets plastiques dans les manifestations, pour faire des manifestations zéro déchet. Je tiens cet arrêté à votre disposition sur le zéro déchet – Madame TOUZARD, aussi j'imagine. Il faut montrer l'exemple avant de demander aux autres de faire un effort individuellement. Là, nous serons efficaces.

Monsieur le Président

François, pour quelques éléments de réponse.

François VASQUEZ

Il est évident que ce que vous soulevez est prévu dans la politique qui va être menée : le Plan zéro plastique, le fait de revoir et de rationaliser les contrats. Maintenant si vous voulez me faire dire que les coûts précédents sur la gestion des déchets me rendent mélancoliques, je vous l'avoue tout à fait clairement. En revanche, Mesdames, si vous me le permettez, puisque vous vous inscrivez dans une politique zéro déchet, il me semble que vu d'ici, vos masques ne sont pas des masques réutilisables. Donc merci d'y participer dès maintenant.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur VASQUEZ et merci de votre travail sur cette délégation, que vous avez prise à bras-le-corps, comme d'autres collègues. Je voudrais le dire : il y a la commande publique et notre volonté de politique publique mais, sous votre autorité, il y a aussi la mobilisation de tous les acteurs. Vous êtes allé récemment voir l'ensemble des commerçants pour sensibiliser, mobiliser la société civile pour que nous soyons tous parties prenantes d'une politique zéro déchet. Ce sont des sujets que l'on ne traitait pas il y a une décennie, et dont nous prenons les uns et les autres collectivement la mesure. Aujourd'hui, les commerçants, de plus en plus, souhaitent être parties prenantes. Cette opération de sensibilisation est à cet égard importante. En tout cas, je me permets de saluer en votre nom et de l'ensemble du Conseil de Métropole, l'association Clope qui a collecté dans les rues de Montpellier en une heure, six kilos de mégots dont nous savons aussi qu'ils posent problème en matière d'environnement. Quant à notre propre exemplarité, elle est évidemment importante. C'est une trajectoire, et je sais que vous travaillez en lien avec Monsieur PENSO et Madame ROBIN pour que la prochaine Comédie du Livre soit justement très vertueuse, pour que ce grand événement culturel puisse montrer l'exemple. Auparavant, on achetait les matériaux, on les jetait ; on les rachetait d'une année sur l'autre. Travailler là-dessus, c'est aussi cela entrer en transition. Je propose de passer au vote.

Monsieur NISON s'exprime hors micro.

Monsieur le Président

Sur l'affaire 42, Monsieur NISON ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 44 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – APPEL A MANIFESTATION D'INTERET – REGION OCCITANIE/PYRENEES-MEDITERRANEE – DEPLOIEMENT DE GUICHETS UNIQUES DE LA RENOVATION ENERGETIQUE – CANDIDATURE

MM Joël VERA et François RIO entrent en séance.

Mme Nicole MARIN-KHOURY entre en séance (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER).

Mme Alenka DOULAIN sort de séance.

M. Manu REYNAUD sort de séance (avec le pouvoir de Mme Marie MASSART).

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT rapporte l'affaire n°44.

Renaud CALVAT

Rapidement, Monsieur le Président, il s'agit de participer à un appel à manifestation d'intérêt régional avec la Région Occitanie, pour mettre en place un guichet unique pour les familles qui souhaitent s'engager dans des travaux dans leur maison pour limiter la consommation d'énergie. Donc, la Métropole travaillera avec la Région pour qu'il y ait un guichet unique afin que ces familles puissent récupérer toutes les aides, quelles qu'elles soient. Madame TOUZARD aurait pu en dire un peu plus, mais comme elle est Présidente de la LEC, elle ne peut pas. Enfin, elle ne pourra pas voter, mais elle peut s'exprimer et répondre bien évidemment vos questions.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD, vous avez la parole.

Isabelle TOUZARD

Le temps nous presse, mais il s'agit là d'un dossier majeur pour la Métropole. La rénovation énergétique à côté des mobilités, sont les deux facteurs sur lesquels nous pourrons jouer pour atteindre les objectifs de la COP21, de la barre des 2°C. Au travers de cet appel à manifestation d'intérêt, c'est une révolution de notre écosystème et de notre dispositif de rénovation énergétique que nous entamons, qui doit nous permettre d'atteindre nos objectifs du PCAET, c'est-à-dire, je vous le rappelle, 120 000 logements à rénover sur la métropole. Je ne parle que des logements, mais il y a tout le tertiaire, le petit tertiaire, le gros tertiaire dont un décret... J'alerte les Maires : au-delà de 1 000 m², vous allez devoir faire la rénovation énergétique de vos bâtiments municipaux. Derrière ce guichet unique, nous avons toute une réorganisation à mener pour pouvoir relever les défis, à l'image d'autres Métropoles. Je sais que celle de Lyon, d'où vient notre nouveau Directeur général des services, a été très ambitieuse à ce niveau-là. Comme pour les vélos électriques tout à l'heure, derrière cette affaire, c'est cette même orientation que l'on se donne.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame TOUZARD. Est-ce qu'il y a d'autres interventions, si ce n'est la nécessité d'appuyer cette volonté indispensable pour le territoire ? Sobriété énergétique, protection du pouvoir d'achat des familles les plus fragiles... Tels sont les enjeux de la rénovation thermique. 120 000 logements, c'est un immense défi. Mais c'est aussi de l'emploi, en lien avec la CAPEB et nos artisans (délibération précédente). Ne prennent pas part au vote...

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 45 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – PARTENARIATS 2020 – APPROBATION DES CONVENTIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Mme Julie FRECHE sort de séance (avec le pouvoir de M. Charles SULTAN).

Monsieur le Président

31 000 euros de subventions pour des associations œuvrant dans le cadre de la politique d'agroécologie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 46 : AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE – ECOCITE – CONVENTION LOCALE ECOCITE – AVENANT DE PROROGATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Alenka DOULAIN entre en séance.

Mme Julie FRECHE entre en séance (avec le pouvoir de M. Charles SULTAN).

M. Christian ASSAF sort de séance.

M. Joël RAYMOND sort de séance (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD).

Monsieur le Président

Je donne la parole à Madame MANTION pour l'affaire n° 46. Il y aura une longue liste d'élus ne prenant pas part au vote.

Coralie MANTION

Bonjour à tous. L'affaire 46 est un avenant à la convention locale d'Ecocité. Ecocité, ce sont des subventions pour tout ce qui est projets de la ville de demain, à haut niveau de performance environnementale ou d'innovation. Pour rappel, en 2011, il s'est agi de 5 millions d'euros pour la ligne 4 du tramway ; sur la période 2011-2014, 8 millions sur plusieurs projets d'Ecocité, dont la rénovation des copropriétés ; sur la période 2015-2017, 7 millions sur 13 actions, sur la ville de demain, la rénovation énergétique, la démarche de cité intelligente. C'est une convention que nous prolongeons jusqu'à la fin, avec l'Etat.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

AFFAIRE N° 47 : AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE – ADHESION A LA FEDERATION DES SCHEMAS DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) ET DESIGNATION D'UN REPRESENTANT - APPROBATION

M. Christian ASSAF entre en séance.

Monsieur le Président

Très importante affaire.

Coralie MANTION

Il s'agit d'adhérer à la Fédération des SCoT, Schéma de cohérence territoriale, un outil qui permet de mutualiser les savoir-faire, les échanges d'expérience entre les élus et les services. Il est important d'y être pour pouvoir être cohérent entre les territoires.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame MANTION. Je propose votre candidature au sein de cette fédération qui doit nous permettre à la fois de partager des expertises et de travailler avec nos voisins, parce que le SCoT, qui s'étend sur un périmètre de 31 communes, ne devra pas être ainsi lors de la prochaine révision. Il faudra que nous soyons capables de nous penser en inter-SCoT ou sur un SCoT plus large. Nous avons tant de choses à faire ensemble. Tout à l'heure, il a été fait référence à l'un de nos engagements, celui d'une Agence d'urbanisme qui doit être un outil de travail nous préfigurant à cela et qui doit être un outil de coopération innovant pour

traiter ensemble les questions de mobilités qui sont au rang des priorités, mais aussi de réduction de l'artificialisation des terres pour tenir nos objectifs de zéro artificialisation nette d'ici à 10 ans.

Le Conseil de Métropole doit désigner un représentant élu au sein de l'assemblée générale de la Fédération. Le Président propose la candidature de Madame Coralie MANTION.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 48 : AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE – OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES – OCCITANIE 2040

Mmes Mathilde BORNE et Agnès SAURAT, MM. Lionel LOPEZ, Julien MIRO et Jean-Luc SAVY entrent en séance.

M. Joël RAYMOND entre en séance (avec le pouvoir de M. Mohed ALTRAD).

M. Manu REYNAUD entre en séance (avec le pouvoir de Marie MASSART).

Coralie MANTION

Avis sur le SRADDET, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Sur l'avis, quelques points : nous réaffirmons le souhait d'un rééquilibrage du territoire pour éviter la surconcentration dans les Métropoles de Montpellier et de Toulouse, donc d'une répartition sur tout le territoire. Nous alertons sur la règle n°30 qui donne 3 ans pour déroger au principe de la zone de chalandise limitée à 100 kilomètres pour la gestion des déchets. Comme nous allons mettre en place une politique zéro déchet, il nous faut un délai plus long. Donc nous demandons que le délai passe à 6 ans pour éviter l'obligation de construire des infrastructures coûteuses qui vont gérer ces déchets, alors que nous sommes dans le temps long. Sur les mobilités, nous pensons qu'il faut mettre en place une coordination plus large que la région, pour [favoriser] les déplacements entre régions. Et nous attirons l'attention sur le souhait de densifier autour des PEM, des Pôles d'échanges multimodaux, en disant « oui il faut densifier dans ces zones-là mais toujours en gardant comme objectif le zéro artificialisation nette des sols ». Dernier point, sur la compensation : en effet, il faut parfois compenser, mais il n'y a rien de mieux que la préservation de nos milieux naturels et de la biodiversité. Le SRADDET nous demande d'identifier ces zones de compensation. Nous disons « attention » : on ne peut pas savoir 10 ou 20 ans à l'avance quels seront les territoires qui auront une biodiversité riche. Nous pensons qu'il faut le faire au fur et à mesure, afin d'éviter la spéculation foncière, parce que nous savons déjà qu'il y a de la spéculation foncière sur ces terrains qui sont déjà ciblés pour la compensation. Voilà les quelques points que nous avons relevés sur cet avis sur le SRADDET.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame MANTION. Est-ce qu'il y a des questions ? Des remarques ? Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Merci Monsieur le Président. Le 31 janvier 2020, l'assemblée métropolitaine a émis un avis défavorable sur le SRADDET, en se basant sur un certain nombre de points de défaillance de ce document de planification dans sa transcription sur notre territoire métropolitain, de nature à rendre incompatible le Schéma de cohérence territoriale de Montpellier 3M qui, je le rappelle, est exemplaire et acte aujourd'hui la préservation de deux tiers d'espaces naturels et agricoles sur notre territoire, alors même que nous avons la plus forte croissance démographique de France. Voilà une réelle et grande avancée pour la transition écologique.

Le SRADDET est un document de 3 000 pages, qui est dense, qui est conséquent. Il est impossible d'en reproduire ici en assemblée une analyse exhaustive, ni pour vous ni pour moi. Je vais donc juste m'attacher à mettre en évidence certains points. La méthode utilisée pour la définition de la trame verte et bleue identifie

des réservoirs de biodiversité à préserver et des corridors de biodiversité reliant un réservoir à l'autre, pour permettre aux espèces de se déplacer. Ce principe méthodologique implique, comme souligné dans le rapport d'évaluation environnementale, un degré d'arbitraire important non adapté à un territoire de type urbain et périurbain, écologiquement complexe tel que celui de la métropole et dont l'occupation des sols est précise et varie parfois d'une parcelle à l'autre. Évidemment, cela n'a rien à voir avec un territoire de grands espaces naturels non urbanisés. Le système qui consiste à relier par un corridor deux réservoirs de sous-trame de même nature entraîne l'apparition d'une multitude de corridors qui manquent de sens, de lisibilité et de hiérarchisation. S'agissant des réservoirs de biodiversité, il existait, par exemple, malgré de nombreux échanges, des incohérences sur le réservoir de biodiversité sur la plaine agricole hors site Natura 2000, de Plaine de Fabrègues-Poussan, sur la commune de Fabrègues et au sud des communes de Cournonsec et de Cournonterral. Un travail d'ajustement du périmètre du site Natura 2000 a déjà été réalisé sur proposition des membres du comité de pilotage, adapté aux enjeux environnementaux identifiés sur la plaine lors de l'élaboration du document d'objectifs. Le périmètre qui en ressort, réaliste et élaboré en concertation avec l'ensemble des communes concernées, doit, par exemple, constituer le réservoir de biodiversité de ce secteur. Il paraît, par exemple, indispensable que le projet soit modifié sur ce point ; je ne sais pas si c'est le cas, je ne peux bien entendu naturellement pas citer tous ces types de points.

S'agissant maintenant des corridors écologiques, de nombreux questionnements, incohérences et interprétation graphiques erronés subsistaient par rapport à ce que Montpellier Méditerranée Métropole avait déjà soulevés en phase de préparation du SRCE, le Schéma régional de cohérence écologique, préalable à la définition du SRADDET. Ainsi, de nombreux corridors sont représentés sur des zones déjà urbanisées. C'était, par exemple, le cas sur les parties Nord des tissus urbains des communes de Beaulieu, Baillargues, Lattes centre et Maurin, Saint-Drézéry, sur les parties Ouest des tissus urbains des communes de Castries, de Fabrègues, de Lavérune, de Prades-le-Lez, de Saussan et des parties Sud-Ouest du tissu urbanisé de la commune de Clapiers. Comme pour les réservoirs de biodiversité, il est indispensable que ces corridors soient retirés des zones urbaines au risque d'être complètement inefficaces. De même, sur un large espace à l'Ouest de la métropole, couvrant principalement Lavérune ainsi que Pignan et Saussan, de nombreux corridors issus de sous-frames de natures différentes sont juxtaposés les uns à côté des autres, sans aucune logique de mutualisation, ce qui entraîne une accumulation de corridors laissant supposer de manière erronée que ces espaces relèvent d'un enjeu de type réservoir. Une rationalisation de ces corridors doit impérativement être effectuée. Enfin, de nombreux corridors recouvrent les secteurs d'extension du SCOT de 2006, alors même que celui-ci avait précisément été élaboré à partir du principe de la méthode originale d'inversion du regard. Il s'agissait donc d'identifier les zones que nous souhaitons préserver et d'en déduire celles que nous pourrions éventuellement urbaniser. C'est le cas, par exemple, pour les communes de Baillargues, de Castries, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Lattes, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier et Pignan. Vous indiquez aujourd'hui que – je cite la délibération – « la rédaction actuelle du SRADDET conduirait à intégrer dans les documents d'urbanisme des corridors non justifiés sous l'emprise desquels des usages pourtant légitimes devront être interdits ou fortement contraints, à commencer par l'installation des bâtiments d'exploitation agricole ». Je viens de citer la délibération actuelle qui est sur notre table. Il est évident que l'ensemble de ces corrections doit être mis en œuvre avant approbation du SRADDET, pour qu'il puisse constituer un véritable document de référence crédible en la matière et surtout pour qu'il ne génère pas des interprétations infondées écologiquement. Dans cette nouvelle délibération, vous reprenez la plupart des points finalement évoqués en janvier 2020 comme n'ayant pas été intégrés ; c'est ce qui m'a surpris à la lecture de cette délibération. Vous indiquez, par exemple, que « certains aspects de l'approche méthodologique n'ont pas évolué et restent inappropriés, notamment pour le territoire métropolitain avec des conséquences importantes dans le rapport de compatibilité que le SRADDET vient instaurer » – je cite encore une fois la présente délibération. Vous indiquez également que la méthode utilisée peut éventuellement convenir pour certains territoires plus homogènes, mais qu'elle n'est pas adaptée à un territoire écologiquement complexe car caractérisé par une mosaïque de milieux, comme c'est le cas dans la métropole.

Concernant les espaces de dialogue, vous indiquez également, à propos de l'espace de dialogue du ruban méditerranéen, que « l'on peut regretter d'une part que la notion de système métropolitain méditerranéen n'ait pas été retenue, alors même qu'elle était partagée et portée avec les 14 établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de SCoT, directement concerné par cet espace ». Voilà ce qui est écrit dans cette délibération actuelle. Ou encore que « le repérage proposé pour identifier les zones de compensation pourrait également induire un phénomène de spéculation foncière non négligeable, nuisible à la mise en œuvre de la compensation, sachant que des pressions foncières inquiétantes générées par les obligations de compensation sont d'ores et déjà constatées dans les espaces agro naturels ». Je crois que c'est ce que vous avez voulu signifier tout à l'heure. Donc je répète : le repérage proposé aujourd'hui pour identifier les zones

de compensation pourrait induire un phénomène de spéculation foncière non négligeable. Voilà tout de même une observation qui n'est pas sans importance.

Enfin, concernant la spatialisation des objectifs, vous indiquez que « l'enjeu principal des documents de planification est de hiérarchiser de très nombreux critères constitutifs de l'aménagement du territoire, afin de permettre que des arbitrages puissent s'exercer entre des objectifs qui sont souvent contradictoires entre eux », ce qui est malheureusement le cas. « Or en l'état, le projet de SRADDET comporte peu de clés pour que les SCoT puissent établir une hiérarchisation [c'est écrit dans la délibération d'aujourd'hui] de ces critères à bonne échelle, sachant que celle-ci ne peut pas être celle du SRADDET ». « Les outils proposés pour mettre en place les mesures d'accompagnement ne doivent pas concourir à un empiètement sur les compétences des autres collectivités » – je cite toujours la délibération actuelle. En résumé, excusez-moi pour la présentation...

Monsieur le Président

Ne vous excusez pas de prendre la parole, Madame JANNIN. Allez au bout. Il n'est pas question d'interrompre un orateur ou une oratrice – cette pratique est terminée.

Stéphanie JANNIN

Je vous remercie. Comme je le rappelais, 3000 pages de documents. Donc le résumer en quelques minutes n'est pas évident. En résumé, vous confortez finalement en tous points l'avis défavorable émis le 31 janvier 2020 par cette même assemblée. L'énoncé des incohérences du SRADDET sur le territoire métropolitain proposé en l'état compose d'ailleurs en quasi-totalité la rédaction de la présente délibération que vous proposez aujourd'hui. Mais vous tirez la conclusion d'émettre un avis favorable. Alors j'ai du mal à comprendre et je m'inquiète réellement de la compatibilité du SCoT qui, notamment avec la préservation des deux tiers d'espaces naturels et agricoles, a été la plus belle avancée concrète pour l'écologie de notre territoire ces dernières années. Je m'y suis beaucoup impliquée, vous le savez. Je sais que la stabilité de ce document va être absolument indispensable pour mettre en œuvre le zéro artificialisation nette que vous souhaitez et auquel je souscris totalement. Vous basez donc ce nouvel avis sur le seul point – je cite – « que des retours très positifs se sont tenus entre la Région et la Métropole ». Je l'imagine, et je le souhaite. Si ces retours se sont montrés très positifs, pourquoi les modifications souhaitées en janvier 2020 n'apparaissent-elles toujours pas sur le nouveau document ? Si ce n'est pas le cas et si l'on estime, par exemple, que la crise du Covid ou que le calendrier électoral n'ont pas permis en neuf mois d'atteindre ces objectifs, ce qui peut être tout à fait understandable, pourquoi nous présenter cette délibération maintenant, avant que ce travail soit vraiment effectif ? En l'état, est-ce que vous pouvez nous éclairer sur les points qui auraient été revus, dans la mesure où ils ne figurent pas dans la présente délibération, et compte tenu des échanges très positifs que vous évoquez, par exemple, sur les questions de la préservation de la biodiversité, sur le respect de la trame verte et bleue, sur la définition cohérente des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques sur notre territoire, sur les mesures d'accompagnement qui permettraient d'enrayer le phénomène de spéculation foncière, sur la compatibilité du SCoT ou tout simplement sur ce qui nous permettrait aujourd'hui d'émettre un avis favorable à ce SRADDET ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame JANNIN. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole sur cette délibération ? Je vais vous donner quelques éléments. Beaucoup de choses qui sont posées, maintenant sous l'autorité de Coralie MANTION, ont été entendues ; d'autres vont être le fruit du dialogue constructif qui doit exister entre la Région et la Métropole qui a la maîtrise de ses documents d'urbanisme, le SCoT, et le PLUI (dans un délai que nous espérons assez rapide, parce que cela a trop tardé sur ce sujet). Donc, il y a un état d'esprit de travail. L'état d'esprit précédent – si vous me le permettez – a été souvent marqué par la conflictualité, voire par la conflictualité qui devait être évidente parce que cela venait de l'autre côté du Lez. Cela a souvent été ainsi. Je ne cherche pas à comprendre pourquoi. Je pense que nous devons résolument tourner cette page. Il y a des points de réserve qui doivent être appréhendés. Ils sont soumis à cette délibération comme des points de dialogue. La Métropole de Montpellier, en matière d'urbanisme, d'aménagement, formule son énoncé, son SCoT, demain son PLUI, fait donc valoir, puisqu'elle a la maîtrise du droit des sols, ses orientations et pointe les points de discussion ou d'appréciation qui sont différents. Là, il s'agit d'essayer de travailler en bonne intelligence. Il y a des points de vigilance, notamment sur les corridors écologiques, qui sont importants, qui sont soulevés ; nous les mettons en exergue. Voilà pourquoi nous souhaitons avoir un avis favorable, ce qui n'interdit pas à la délibération d'identifier des points de vigilance qui seront demain discutés dans les relations que nous aurons avec la Région, avec l'Etablissement Public Foncier. Son Président Christian DUPRAZ était là pour le CA comme doyen de sagesse de la SA3M et a manifesté sa volonté de participer davantage à la lutte contre les phénomènes de spéculation foncière, en nous accompagnant. On peut sur ces 3 000 pages aller

chercher tout ce qui nous rassemble. Des points qui restent encore à discuter, il y en a ; ils sont relevés. Mais je crois qu'il est de l'intérêt de tous que les relations se déroulent bien, tout comme dans cette instance. Et je vous remercie Madame de votre intervention, que je vois comme constructive, avec des points de vigilance sur lesquels moi-même et Coralie MANTION, qui est en charge de cette vice-présidence, devons être attentifs. De même, nous ne sommes pas de ceux qui considèrent que tout ce qui a été fait avant – vous avez rendu un hommage à Jean-Pierre MOURE – sur l'inversion du regard, tout comme le SCOT qui préserve deux tiers d'espaces naturels et sensibles, doit être remis à l'ouvrage. Il va être travaillé sous l'autorité de Coralie MANTION. Je crois qu'il s'agit d'une bonne méthode collectivement pour avancer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Julie FRÊCHE, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 49 : AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE – PROJET DE RENOVATION URBAINE CEVENNES (PETIT BARD – PERGOLA) – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'AGENCE NATIONALE DE COHESION DES TERRITOIRES – AVENANT N°3 – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL sort de séance.

Monsieur le Président

Il s'agit des enjeux de rénovation urbaine du Petit Bard.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 50 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE – ENGAGEMENTS POUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE – CONVENTION RELATIVE AU PLAN PAUVRETE ENTRE L'ETAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. René REVOL entre en séance.

M. Mikel SEBLIN sort de séance.

Monsieur le Président

Madame GIMENEZ, sur vos affaires, en particulier la signature du Plan pauvreté.

Clara GIMENEZ

Merci Monsieur le Président. En premier lieu, sur ce Plan pauvreté, je commence avec un bémol. Évidemment

nous sommes convaincus, et je pense que l'on est plusieurs dans cette assemblée, qu'un changement politique profond est nécessaire pour éradiquer la pauvreté et qu'un plan est un « pansement sur une jambe de bois ». Mais après tout, il y a besoin de ce pansement, et il faut sortir de manière urgente les gens de la grande précarité. Je tiens à remercier les services qui ont travaillé à la fois sur les fiches actions spécifiques et à la cohérence globale de ce plan. Je remercie également Michel CALVO avec qui nous avons travaillé sur la question. Donc ce Plan pauvreté est formalisé par une convention de partenariat entre l'État et les collectivités. Pour 1€ engagé par les collectivités, l'État met également 1€. Cela nous amène à un plan d'un million d'euros pour 500 000€ engagés par nos collectivités. Le plan est partagé en 11 actions sur lesquelles je vais revenir. Certaines sont directement portées par notre Métropole, d'autres sont portées par la Ville de Montpellier et son CCAS. Ainsi nous partageons l'engagement financier avec la Ville et le CCAS.

Je veux revenir rapidement – je vais essayer d'aller vite mais je pense que c'est une question importante – sur la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui en matière de précarité. Notamment, je vais vous parler rapidement du Baromètre de la pauvreté, mené par l'IPSOS et le Secours populaire, qui est particulièrement inquiétant. Alors que l'UNEDIC attend 900 000 chômeurs supplémentaires en 2020, un Français sur trois indique avoir subi une perte de revenu à la suite du confinement ; 43 % des actifs ont subi une perte de revenu. Un tiers des Français a du mal à boucler ses fins de mois et 18 % des Français sont systématiquement à découvert. Ces difficultés se traduisent pour la première fois chez les Français par un constat amer : les 1 219€ du SMIC pour un temps plein mensualisé ne permettent plus d'échapper à la pauvreté. Les Français considèrent qu'une personne seule est pauvre si son revenu est inférieur à 1 228€ net. Ce seuil subjectif de pauvreté exprimé par les personnes interrogées chaque année vient de dépasser le SMIC mais creuse désormais un écart de 165€ au-dessus du seuil de pauvreté officiel défini par l'INSEE à 60 % du revenu médian.

L'aide alimentaire massive a permis aux personnes aidées de reporter l'essentiel de leurs efforts sur le paiement de leur loyer afin de repousser le spectre de l'expulsion et le cauchemar de la rue. Les privations alimentaires vont également bon train. Elles sont d'abord qualitatives : 29 % des Français se limitent tous les jours sur les fruits et légumes frais et pour 23 %, les prix des aliments sains sont tels qu'ils ne peuvent pas en consommer à chaque repas. Les privations sont aussi quantitatives : un Français sur quatre restreint les quantités dans son assiette, et un sur sept saute des repas. De tels rationnements recoupent les observations des bénévoles et posent des problèmes de santé publique. De début mars à la mi-avril, le Secours populaire a assuré en urgence l'alimentation de 1,3 million de personnes, soit 45 % de personnes supplémentaires.

57 % des français ont craint de basculer dans la précarité à un moment de leur vie. Ce niveau est supérieur de 3 points à celui enregistré en 2019. Les craintes sont encore plus fortes sur l'avenir des générations les plus jeunes : 81 % des personnes interrogées considèrent que le risque de pauvreté est plus élevé encore pour leurs enfants que pour elles-mêmes. Par ailleurs, et c'est important à noter – il y a une action qui va dans ce sens - près d'un quart des Français ne possède ni ordinateur personnel ni tablette, et un Français sur cinq ne dispose pas d'abonnement à Internet.

Ces observations qui font froid dans le dos et qui sont particulièrement inquiétantes pour les mois à venir nous conduisent à proposer les 11 actions spécifiques suivantes – je vais essayer d'aller rapidement mais ce sont des actions importantes. La première, c'est de casser la reproduction de la pauvreté en créant un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue, l'idée étant d'avoir un lieu pour que les familles se retrouvent, puissent avoir accès à un certain nombre de services. Ce lieu sera rattaché également à une équipe mobile qui ira en direction des familles les plus éloignées du droit commun.

Le deuxième axe, c'est d'assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité, l'état des lieux suite au confinement faisant état de personnes qui se lavent dans les sanisettes, en attendant qu'elles soient désinfectées. Cela pose un réel problème d'hygiène. Donc l'idée est d'avoir une cartographie des lieux d'hygiène et de soins et une distribution de kits d'hygiène aux personnes à la rue.

La troisième action, c'est le parcours innovant dans l'emploi (comment on permet aux gens d'avoir un emploi). Ensuite, il s'agit du développement des dispositifs d'insertion par l'économie qui sont particulièrement développés, l'idée étant de soutenir l'émergence de nouveaux ateliers de chantiers d'insertion sur le territoire de la Métropole, de favoriser la création et le développement des structures d'insertion par l'activité économique, de développer la plateforme collaborative Clauses sociales de la Métropole, de développer un projet d'entreprise à but d'emploi et le Territoire zéro chômeur de longue durée.

J'accélère. La dernière action portée intégralement par la Métropole, c'est la mobilisation des entreprises : favoriser leur mobilisation dans le champ de l'emploi mais également favoriser le mécénat et le bénévolat des entreprises en faveur des citoyens en situation de précarité.

Par ailleurs, d'autres actions sont portées majoritairement par la Ville de Montpellier et le CCAS – je vous les donne pour que nous les ayons tous en tête : soutenir le marché de la solidarité du Secours populaire Hérault, notamment en axant une partie de l'approvisionnement sur des produits sains et locaux, observation et coordination de l'aide alimentaire sous condition de ressources, expérimentation pour développer les approvisionnements durables de l'aide alimentaire, création d'un nouveau point conseil numérique, faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés par la mise en place de dispositifs de médiation santé, et améliorer l'accès au droit des personnes vivant en squats et bidonvilles.

Monsieur le Président

Merci Madame GIMENEZ. J'ouvre le débat. Madame ROS-ROUART, Madame VASSAS-MEJRI et Madame TOUZARD. Sylvie, vas-y.

Sylvie ROS-ROUART

Merci Monsieur le Président. Mes chers et mes chères collègues. Merci Madame GIMENEZ pour cette présentation. Deux grands objectifs ont guidé l'élaboration de cette stratégie de lutte contre la pauvreté lancée par le Président de la République avec un « petit pansement » de 8,5 milliards de dotations : celui de prévenir la pauvreté dès le plus jeune âge, mais aussi celui de faire du retour à l'emploi une priorité. Depuis un an, la stratégie pauvreté a concerné dans leur quotidien plusieurs centaines de milliers de nos concitoyens et cet impact ira croissant, parce que la solution est dans les territoires et dans le partenariat avec les collectivités, dans un dialogue stratégique de l'État avec les villes et les métropoles sur le logement et l'aménagement, sur la pauvreté et bien d'autres sujets – il faut arrêter de voir un silo. C'est uniquement comme cela que l'on répondra aux défis de demain. Beaucoup de choses, par ailleurs, ont déjà été actées entre l'Europe et les collectivités. Donc longue vie au plan d'action contractualisé dans le Plan pauvreté que vous soutenez avec cette délibération, comme vous avez soutenu le Plan logement, d'abord, ce dont je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup de votre intervention. Madame VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente au Logement.

Claudine VASSAS-MEJRI

Merci Monsieur le Président, merci Madame GIMENEZ pour cette présentation. On ne peut que se féliciter de cet ambitieux Plan sur la pauvreté. J'interviendrai simplement au niveau de l'importance de la coordination, ce souci que nous devons avoir de travailler de manière très partenariale avec le Département notamment, ce qui n'était pas possible auparavant. Le Département est fortement engagé dans un Plan pauvreté également, avec des crédits d'État. Je pense que les services travaillent bien ensemble, mais on peut aller encore beaucoup plus loin, notamment sur la fracture numérique. Nous avons développé au Département des outils dont la Métropole peut bénéficier. Il est réellement important de travailler main dans la main sur ces sujets, vu le taux de pauvreté dans notre métropole. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame VASSAS-MEJRI. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Merci aussi Clara GIMENEZ pour cette présentation. Vous avez relevé l'importance des impacts sur l'alimentation, de la pauvreté. Notamment, on l'a vécu pendant la période de confinement : cela a été dramatique. Il s'agit, je pense, pour le mandat qui vient, d'un axe important de notre politique alimentaire à l'échelle du territoire, celui de l'accès à l'alimentation saine, aux fruits, à l'alimentation fraîche. Il y a beaucoup de moyens d'intervenir. Il y a les plans de pauvreté qui viennent comme un « pansement de dernière minute », mais il y a des actions structurelles que l'on peut mettre en place à l'échelle de la métropole pour lutter contre cela. Nous en reparlerons, mais je pense que c'est vraiment un axe très important.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Madame TOUZARD et merci Madame GIMENEZ. C'est un sujet très important. Un euro de Montpellier, un euro de l'État. Total : un million d'euros sur des actions que Madame GIMENEZ a présentées de manière très ciblée et contextualisée. Quand on est en situation d'exclusion ou de détresse, on n'est jamais un assisté – je le dis. Il y a nos engagements en termes de moyens, de politiques publiques mais

ici nous ne participons pas à ce populisme de comptoir qui vise à stigmatiser ceux qui perdent leur travail ou qui n'arrivent pas à vivre dignement de leur travail. Il est de notre responsabilité, même si on ne partage pas toujours les appréciations, de travailler ensemble. Il y a trop de guichets, trop de dispositifs qui pourraient être plus efficaces mais qui se perdent parce que l'on ne se parle pas. Madame VASSAS-MEJRI a raison de faire référence au travail du SDI (Service départemental d'Insertion) qui fait un boulot exceptionnel. Il y a tout de même 5 000 allocataires du RSA qui retrouvent une activité, d'après les chiffres d'il y a 2 ans – pardonnez-moi de ne pas être totalement à jour. Il faut que l'on travaille ensemble.

La question de l'aide alimentaire est une question très importante. Un des enjeux, c'est de développer, notamment avec les opérateurs, des épiceries sociales et solidaires, de travailler sur la qualité alimentaire car le bio, ça n'est pas que pour les bobos. La qualité alimentaire... Je fais référence au magnifique travail qui est réalisé sur le marché de Grabels avec cette chercheuse – je pense Isabelle que tu pensais à elle –, Yuna CHIFFOLEAU, dont les travaux font autorité et qui montre que c'est possible. Là aussi, sur l'aide alimentaire, on sait que l'habitude des gens modestes, et c'est tellement normal, c'est d'avoir de quoi se nourrir. Mais nous devons aussi travailler avec les acteurs de solidarité sur la qualité parce que ce qui se joue après, ce sont des problèmes de santé publique, l'obésité des enfants. Donc ce vote est important, l'engagement autour du Plan pauvreté, qui a été très détaillé par Madame GIMENEZ, et par Monsieur CALVO à la Ville de Montpellier, est très important parce qu'il vise à avoir une stratégie la plus adaptée possible selon des publics. Et en même temps, il est très modeste car nous savons qu'il y a tant à faire. Là, ça représente un million d'euros supplémentaire. Par la coordination, par la mobilisation des acteurs, on peut plus faire et on doit mieux faire. Je vous propose de voter ce rapport pour lequel on espère tous une unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N° 51 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS RELATIVES A LA THEMATIQUE « INSERTION PROFESSIONNELLE ET MOBILISATION DES ENTREPRISES » DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET D'ACCES A L'EMPLOI DU TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOE – EXERCICE 2020 – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N° 52 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE – DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2020 - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE L'ETAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N° 53 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE – LOGEMENT D'ABORD – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE ACCELEREE DU PLAN GOUVERNEMENTAL LOGEMENT D'ABORD – EXERCICE 2020 – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Nicole MARIN-KHOURY sort de séance (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER).

Monsieur le Président

Logement d'Abord : il en a été question tout à l'heure. Nous avons fait un point lors du précédent Conseil.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Michel CALVO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 54 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2020 – PROGRAMME COMPLEMENTAIRE - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 55 : POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS RELATIVES AU PILIER DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI DU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – EXERCICE 2020

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, M. Joël RAYMOND, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 56 : VOIRIE ET ESPACE PUBLIC – CONVENTION TRIPARTITE DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE HERAULT ENERGIES, LE SYNDICAT D'ELECTRICITE DE LA REGION NORD-EST DE MONTPELLIER (SIERNEM) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOU, M. Arnaud MOYNIER, M. Joël RAYMOND, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 57 : VOIRIE ET ESPACE PUBLIC – PROGRAMMATION 2020 – TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX SUR LA COMMUNE DE BEAULIEU – CHEMIN DE LA CROIX DE MISSION ET CHEMIN DE NOTRE DAME PHASE 1 – APPROBATION DE L'OPERATION DE TRAVAUX ET DEMANDE DE SUBVENTIONS HERAULT ENERGIES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Programmation de travaux. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur LAFFORGUE ? Même vote ? Monsieur PATERNOT, allez-y.

Bruno PATERNOT

Sur l'affaire 56.

Monsieur le Président

Sur la 56 ? On vient de voter. Pardon, Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT

C'est juste pour se réjouir que la Métropole de Montpellier prenne en charge les travaux de réfection de l'éclairage, ce qui permettra de faire diminuer la facture d'électricité, de préserver la biodiversité et le calme et la tranquillité de tous les riverains. C'est formidable !

Monsieur le Président

Merci Monsieur PATERNOT. Affaire 57 : Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAUL, M. Arnaud MOYNIER, M. Joël RAYMOND, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 58 : POLITIQUES SPORTIVES – EQUIPEMENTS D'INTERET METROPOLITAIN – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET REPARTITION DES COUTS – RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF, sur vos affaires, peut-être en global.

Christian ASSAF

Les délibérations sont assez explicites. Juste, vous alerter peut-être sur l'autorisation qui est demandée à l'assemblée, afin de signer la convention qui va nous lier avec le nouveau prestataire en charge de l'utilisation des 850 m² de la salle dite « de sports », à la piscine olympique.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ASSAF. C'est effectivement important puisque nous avons ouvert un contentieux avec le précédent qui n'a pas payé son loyer pendant trop longtemps. Affaire 58 : Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 59 : POLITIQUES SPORTIVES – ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59 : subvention au club des supporters de hand, les Blue Fox. Nous sommes vainqueurs de ce derby.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christophe BOURDIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 60 : POLITIQUES SPORTIVES – PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – LOCAUX DESTINES A UNE OCCUPATION COMMERCIALE – ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 61 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONVENTION 2020/2021 ENTRE LE MUSEE FABRE ET L'ECOLE DU LOUVRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Mikel SEBLIN entre en séance.

Mme Nicole MARIN-KHOURY entre en séance (avec le pouvoir de M. Roger-Yannick CHARTIER).

Mmes Célia SERRANO et Mathilde BORNE sortent de séance.

M. Manu REYNAUD sort de séance (avec le pouvoir de Mme Marie MASSART).

M. Christian ASSAF sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 62 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA GALERIE NICOLAS XAVIER ET LE MUSEE FABRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 63 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONVENTION AVEC LE MUSEE D'ARTS DE NANTES POUR LA CO-ORGANISATION DE L'EXPOSITION « UNITED STATES OF ABSTRACTION : ARTISTES AMERICAINS A PARIS 1946-1964 » EN 2021 – AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 64 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA REALISATION DES CAMPAGNES DE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES 2020 – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA A LATTES – SIEGE EPISCOPAL DE MAGUELONE A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 65 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - AGORA DES SAVOIRS - SAISON 12 CYCLE 1 / NOVEMBRE ET DECEMBRE 2020 - PROGRAMMATION ET CONVENTION TYPE AVEC LES CONFERENCIERS - APPROBATION

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 66 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - AGORA DES SAVOIRS - SAISON 12 CYCLE 1 / NOVEMBRE ET DECEMBRE 2020 - PARTENARIATS AVEC DIVERGENCE FM ET L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER III-MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 67 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE - DISPOSITIF DE FONDS D'AIDE A LA CREATION ET LA DIFFUSION THEATRALE - APPROBATION

Monsieur le Président

Monsieur PENSO, sur vos affaires. Présentez globalement, et ensuite je passerai au vote.

Eric PENSO

Globalement, ce sont des conventions qui permettent l'organisation future de cours avec l'Ecole du Louvre ou d'expositions. Il s'agit également du programme de l'Agora des savoirs qui reprend, on l'espère, à partir de... (affaires 65 et 66). Et l'affaire 67 est un dispositif de fonds d'aide à la création et la diffusion théâtrale, qui est une continuité de ce qui existait depuis 2012, de mémoire. Rien de particulier, me semble-t-il. Tout est expliqué clairement dans les délibérations. Je peux répondre à vos questions, si besoin.

Monsieur le Président

Merci Monsieur PENSO. Madame SERRANO.

Célia SERRANO

Merci. Juste pour la délibération 61, la convention entre le Musée Fabre et l'école du Louvre : est-ce que l'on pourrait interroger ce dispositif pour que les étudiants en histoire de l'art puissent bénéficier de ce cycle de conférences gratuitement, puisque nous avons voté aussi l'accès pour tous les étudiants en école d'art au Musée Fabre ?

Monsieur le Président

Madame SERRANO, nous allons regarder, mais je vais vous dire une chose : j'espère qu'ils le fréquentent déjà, parce que c'est une chance d'avoir ce dispositif à Montpellier. Il faut se pencher, Monsieur PENSO, sur la tarification pour éventuellement améliorer l'accès.

Célia SERRANO

(Début d'intervention inaudible). S'ils peuvent y participer, ce serait super. Merci.

Monsieur le Président

Evidemment. C'est mon côté prof, là, qui est sorti. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques sur les affaires ? Je propose de passer au vote. Pardon, Madame DOULAIN. Excusez-moi.

Alenka DOULAIN

J'avais une question très brève sur le dispositif de fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale. Je voulais savoir quels étaient les montants en jeu. Et s'agissant d'un dispositif peu connu, comment le rendre plus lisible ? Juste des éléments de réponse sur son évolution.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, ce dispositif est très connu des compagnies, il est très précieux. L'enveloppe globale, de mémoire, est autour de 70 000 euros par an. Cela permet de venir souvent en complément des dispositifs de la Drac, du Département, de la Ville de Montpellier ou de la Région. C'est l'un des moyens, puisque vous le savez, notre Métropole possède un centre d'art dramatique, de venir en appui, soit pour la compagnie des jeunes qui sortent du Conservatoire, soit – il y a un règlement, que nous pourrions vous communiquer – pour accompagner les compagnies qui sont implantées sur notre territoire pour pouvoir les aider à financer une création ou plutôt, vous l'avez compris, à co-co-cofinancer une création. Il est important que ce dispositif existe et que les structures culturelles du territoire ou d'ailleurs programment les compagnies de Montpellier. Nous vous ferons passer, à moins que Monsieur PENSO les ait, les chiffres des attributions – il n'y a aucun souci.

Eric PENSO

Je n'ai pas le chiffre exact mais cela touche 165 compagnies, depuis 2002 – je me suis trompé de 10 ans. Environ annuellement 25 spectacles, 45 diffuseurs et 165 compagnies. Donc, il est bien connu dans le monde du théâtre.

Monsieur le Président

Je vous propose de passer aux voix. Affaire 61 : Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité. Affaire 62 : Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité. Affaire 63 : Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité. Affaire 64 : Madame AKBARALY ne prend pas part au vote. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

L'affaire 65 porte sur l'Agora des savoirs. Je dis juste un petit mot. Avec Monsieur PENSO, nous allons repenser cette manifestation qui, au bout d'une décennie, a besoin d'un nouveau souffle. Les enjeux de culture scientifique et de diffusion des savoirs sont extrêmement importants. Donc nous allons la dépoussiérer. Dans le travail en commission, vous sera présenté, le moment venu, le nouveau dispositif. Ne prennent pas part au vote : Madame AKBARALY, Monsieur ASSAF, Madame BRAU, moi-même, Monsieur LEVITA, Madame NEGRET, Madame RIBOT et Monsieur SAVY. Qui d'autre ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

Sur l'affaire 66, même vote ? Même vote. L'affaire 67, le dispositif d'aide à la création théâtrale. Monsieur Paternot étant lui-même artiste et créateur, ne prend pas part au vote. Qui s'abstient ? Monsieur SAVY, pardon.

Jean-Luc SAVY

Je ne prends pas part au vote, non plus : je préside une compagnie théâtrale.

Monsieur le Président

Merci de cette information et de votre engagement. Donc, Monsieur SAVY et Monsieur PATERNOT ne prennent pas part au vote. Monsieur DESSEIGNE, également. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Serge DESSEIGNE, M. Bruno PATERNOT, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 68 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CONVENTION DE GESTION AVEC LE CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER RELATIVE AU DISPOSITIF DEMOS – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Manu REYNAUD entre en séance (avec le pouvoir de Mme Marie MASSART).

Mme Célia SERRANO et Mathilde BORNE entrent en séance.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Eric PENSO, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 69 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS DE PARTENARIAT – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Clara GIMENEZ sort de séance.

M. Christophe BOURDIN sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Hervé MARTIN.

M. Hervé MARTIN sort de séance (avec le pouvoir de M. Christophe BOURDIN).

Renaud CALVAT

Il s’agit ensuite de procéder à des votes de subvention à des structures culturelles du territoire : le Théâtre Jacques Cœur à Lattes, Théâtre la Vignette, à Paul-Valéry, ainsi que plusieurs autres structures (MO.CO., La Fenêtre).

Monsieur le Président

Est-ce qu’il y a des questions ? J’ai un petit mot à dire sur la subvention au MO.CO. Vous avez sans doute dû constater qu’elle augmente de 170 000 euros. Nous le faisons parce que le MO.CO. accuse dans sa première année d’ouverture, un déficit non négligeable. Nous avons demandé au MO.CO. de faire des efforts de gestion pour essayer de rétablir son équilibre financier, mais il ne peut pas à lui tout seul faire disparaître son déficit d’exploitation l’année de son inauguration. Si nous ne mettons pas ces crédits, c’est la mise sous tutelle. Donc c’est un effort non négligeable que la collectivité va accomplir. Je le dis, parce que nous avons fait référence au monde du spectacle vivant qui est en grande difficulté : il s’agit d’une aide assez conséquente. Donc nous souhaitons pouvoir, l’année prochaine, revenir à un montant qui était celui initialement prévu par la Métropole. Il s’agit de l’un des principaux organismes culturels subventionnés par la Métropole et la Ville de Montpellier. La culture est fondamentale et nous serons à ses côtés, mais nous demandons que les efforts de bonne gestion de l’argent public soient au rendez-vous. Cette situation est regrettable. Pussions-nous, collectivement en sortir rapidement, en tout cas du point de vue de la mise en sécurité financière ; je voudrais rappeler que la Ville et la Métropole sont à elles seules 92 % du budget de fonctionnement de l’EPCC. Et nous avons ouvert des discussions avec la Région qui pourrait devenir l’un de nos partenaires, ce qui serait aussi une bonne chose, en lien avec les institutions culturelles qui sont sous son autorité (le Crac, Sérignan, le Frac). Là encore, la culture a besoin de complémentarité. Je vous l’indique parce qu’il s’agit d’une hausse de subvention non négligeable. C’est à toi de faire voter, je n’ai pas le droit.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Mylène FOURCADE, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 70 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D’ACTION DE SENSIBILISATION AUX SCIENCES DE LA VIE ET AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX AU SEIN DU JARDIN DES PLANTES DE L’UNIVERSITE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 71 : CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE – CONVENTION POUR L’ACCUEIL DE GROUPES A L’ECOLOTHEQUE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES CENTRES MEDICAUX SPECIALISES ET LES CRECHES SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Très belle action pour favoriser l’accès de tous. Je vois Madame SERRANO acquiescer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 72 : ADMINISTRATION GENERALE, GESTION ACTIVE ET OPTIMISEE DU PATRIMOINE – COMMISSION D’APPEL D’OFFRES (CAO) - COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP) - REELECTIONS

Mme Sylvie ROS-ROUART sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à Mme Nathalie LEVY.

Monsieur le Président

Nous avons le vote sur la Commission d’appel d’offres à opérer. Chacun a un ou deux boîtiers. La liste est la suivante, permettant d’intégrer la diversité de la représentation de l’assemblée, conformément aux échanges que nous avons eus :

- Titulaires : Monsieur MARTINIER, Monsieur PATERNOT, Madame GIMENEZ, Madame AUBY, Monsieur EL KANDOUSSI ;
- Suppléants : Monsieur BOURDIN, Madame PARPILLON, Madame PINTARD, Madame CASSAR et Monsieur LEVITA, Madame RIBOT étant ma représentante ès qualités au sein de la CAO.

Il y a une seule liste. Je vous propose de passer au vote, le vote étant obligatoirement à bulletin secret.

Le scrutin est clos : 85 résultats. Majorité absolue, donc la liste 1 est élue.

Pour l’élection à la CDSP, même principe : je déclare ouvert le vote. Les noms sont affichés. La liste a été composée dans le même esprit.

Le scrutin est clos. Pareil, la liste proposée obtient la majorité des suffrages.

Monsieur le Président propose de procéder à l’élection des membres de la Commission d’Appel d’Offres. Une seule liste a été déposée en amont de la séance, conformément aux dispositions de la délibération n°M2020-234 :

Titulaires :

Jacques MARTINIER
 Bruno PATERNOT
 Clara GIMENEZ
 Florence AUBY
 Abdi EL KANDOUSSI

Suppléants :

Christophe BOURDIN
 Marie-Delphine PARPILLON
 Céline PINTARD
 Michelle CASSAR
 Max LEVITA

1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 88
 Votants : 85
 Bulletins nuls : 0
 Bulletins blancs : 4
 Suffrages exprimés : 81

Suffrages obtenus :
 Liste 1 : 81 voix

Sont donc élus :**Titulaires :**

Jacques MARTINIER
 Bruno PATERNOT
 Clara GIMENEZ
 Florence AUBY
 Abdi EL KANDOUSSI

Suppléants :

Christophe BOURDIN
 Marie-Delphine PARPILLON
 Céline PINTARD
 Michelle CASSAR
 Max LEVITA

Monsieur le Président proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.
 Monsieur le Président propose de procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public.
 Une seule liste a été déposée en amont de la séance, conformément aux dispositions de la délibération n°M2020-234 :

Titulaires :

François VASQUEZ
 Jean-Luc SAVY
 Stéphane CHAMPAY
 Régine ILLAIRE
 Abdi EL KANDOUSSI

Suppléants :

Radia TIKOUK
 Michelle CASSAR
 Roger-Yannick CHARTIER
 Anne RIMBERT
 Max LEVITA

1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 88
 Votants : 84
 Bulletins nuls : 0
 Bulletins blancs : 3
 Suffrages exprimés : 81

Suffrages obtenus :
 Liste 1 : 81 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

François VASQUEZ
 Jean-Luc SAVY
 Stéphane CHAMPAY
 Régine ILLAIRE
 Abdi EL KANDOUSSI

Suppléants :

Radia TIKOUK
 Michelle CASSAR
 Roger-Yannick CHARTIER
 Anne RIMBERT
 Max LEVITA

Monsieur le Président proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

AFFAIRE N° 73 : ADMINISTRATION GENERALE, GESTION ACTIVE ET OPTIMISEE DU PATRIMOINE – COVID-19 – ACHAT DE MASQUES GRAND PUBLIC – CENTRALE D’ACHAT DE LA REGION OCCITANIE – CONVENTION D’ADHESION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Clara GIMENEZ entre en séance.

M. Hervé MARTIN entre en séance (avec le pouvoir de M. Christophe BOURDIN).

M. Arnaud MOYNIER et Mme Tasnime AKBARALY sortent de séance.

Jean-François AUDRIN

Il s’agit d’adhérer à une centrale d’achat de la Région Occitanie. Seize centrales d’achat qui pratiquent les mêmes prix que la centrale. C’est important actuellement, parce que nous allons avoir accès à cette centrale pour acheter des masques grand public, si cela était nécessaire. Donc il est proposé d’adhérer à cette centrale pour gérer au mieux la situation.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur AUDRIN. Est-ce qu’il y a des questions auprès du rapporteur ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues, il nous est proposé aujourd’hui d’adhérer à la centrale d’achat de masques de la Région Occitanie. Plusieurs remarques au sujet de cette adhésion. Premièrement, concernant la centrale d’achat, j’aurais besoin d’éléments sur le matériel lui-même. Monsieur VASQUEZ a, tout à l’heure, avec beaucoup d’humour, pointé le sujet des masques en polypropylène. C’est intéressant parce que si je porte ce masque, c’est parce que j’étais en déplacement dans une zone à risque la semaine dernière ; je n’ai pas eu le temps de laver tous mes masques en tissu. Je prends mon masque ce matin, et le seul qui me restait en tissu était celui du Département. Or il est très désagréable. En plus, je fais partie de ces gens qui viennent à vélo à la Métropole, et quand je passe par les zones extrêmement denses du centre-ville, j’essaie évidemment de garder mon masque en tissu. Les masques du Département ne sont pas adaptés à cet égard. Bref, juste pour vous dire que c’est un sujet que tout le monde débat ; chacun essaie de trouver la meilleure solution à son échelle, avec ses moyens financiers. La question des masques est un vrai sujet. Par rapport à cette centrale d’achat, je voudrais savoir quelle est la stratégie d’achat. Je ne vous apprendrai rien en vous disant qu’il y a une usine, à une trentaine de kilomètres à vol d’oiseau d’ici, qui produit des masques et dans laquelle certains Montpelliérains travaillent. Existe-t-il à travers cette centrale d’achat une politique de soutien à nos usines et à nos emplois locaux ? Je prends l’exemple de la Région Ile-de-France...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN...

Alenka DOULAIN

Tout à l’heure, vous avez dit ne pas...

Monsieur le Président

Allez-y.

Alenka DOULAIN

Je finis, si vous me le permettez. La Région Île-de-France, à travers sa centrale d’achat, permet, par exemple,

aux industriels locaux de facilement référencer leurs productions grâce à un outil en ligne. Donc, aujourd'hui, j'ai besoin d'éléments complémentaires sur cette centrale régionale et de savoir comment on peut aussi faire pour l'améliorer. Sur le sujet des masques, notre territoire vient d'entrer en zone d'alerte maximale : quelle est la stratégie ? On a l'impression qu'aujourd'hui on est toujours face aux mêmes situations d'impréparation. Nous n'avons pas l'impression d'avoir une feuille de route claire. Pourtant, c'est un vrai sujet, c'est un sujet de pouvoir d'achat, un sujet écologique. Nous savons aujourd'hui que les masques en polypropylène sont recyclables mais ne sont pas recyclés : c'est un des sujets que vous allez devoir traiter, Monsieur VASQUEZ, dans les années à venir. Nous avons l'impression que tout le monde navigue à vue, y compris notre Métropole. Merci pour vos éléments de réponse.

Monsieur le Président

Merci Madame DOULAIN, vous observerez que vous avez le temps de parole le plus important de cette assemblée. Je vais vous répondre. Premier point : nous tirons les enseignements des erreurs passées. Nous essayons de faire ensemble quand la Métropole, auparavant, a fait seule sur les masques, ce qui permettra de tirer les prix du point de vue de l'intérêt du contribuable. Faites confiance à Carole DELGA qui essaie de soutenir l'ensemble des filières locales pour ses commandes de masques. De même, le Département a distribué deux masques par voie postale avec l'enseigne Eminence dans le Gard, qui a été un très beau modèle de transformation de son activité pour être agile face à la crise. Troisième point : il y a un stock stratégique de masques à la Métropole, au Département et nous nous préparons, si besoin. Effectivement, bien malin est celui qui peut prédire l'avenir ; bien orgueilleux celui qui peut dire « il n'y a qu'à, il faut qu'on ». Donc nous nous préparons – tel est le sens de cette délibération. 120 000 à 150 000 [masques] ont été attribués par l'Etat au CCAS de Montpellier, qui se coordonne avec l'ensemble des CCAS des différentes communes pour approvisionner toutes les personnes qui sont en situation de fragilité sociale, et pouvoir remettre des masques gratuits. Voilà aujourd'hui, sur la question des masques, comment nous nous mobilisons.

Vous parlez d'impréparation : je ne peux pas laisser passer cela. En ce moment, nos pompiers occupent le drive Pagézy pour permettre de se faire tester 6 jours sur 7. Il s'agit d'un effort très important de la part de notre SDIS. En tout cas, en France, dans d'autres métropoles, on n'a pas cette même disponibilité, en plus de Labosud, du CHU et du drive au Domaine d'O. Il y a les commandes de masques, les tests. J'ai eu un échange avec Jean-François, avec le Général FLORES pour aussi réapprovisionner en gel hydroalcoolique pour les mains. La situation est difficile. Nous ne savons pas vers quoi nous allons. Je veux bien que l'on dise... mais là nous nous associons à la Région Occitane pour avoir un effet « masse », pour essayer de soutenir la filière locale. Nous avons des stocks, les CCAS se tiennent prêts à aller aider les personnes les plus vulnérables. Alors, je ne doute pas, Madame, que vous voulez faire bien, mais s'il vous plaît, pas de procès d'intention sur ce sujet. Là clairement, que mettez-vous en cause ? Vous pensez que nous allons acheter en Chine ? Aujourd'hui tout le monde ici veut soutenir les filières locales ; tout le monde veut des masques de qualité. Vous dites que ceux du Département sont difficiles à porter. Bien sûr, ils ont été commandés au mois de juin, au pire moment de la crise ! Mais ils sont lavables 25 fois, ont été remis dans les boîtes aux lettres des gens. Certains sont peut-être passés à côté, mais on pouvait aller aux agences de la solidarité. C'est un moment difficile que nous allons devoir traverser. C'est pour cela que l'on essaie d'organiser au maximum la protection. Si vous avez écho de personnes vulnérables qui n'ont pas eu de masque, un numéro vert a été mis en place à la Ville et à la Métropole, soit pour immédiatement inviter les personnes à aller au CCAS, soit éventuellement se rendre chez elles. D'ailleurs, je veux en profiter pour rendre hommage à tous les fonctionnaires territoriaux et à tous les agents qui, dans cette crise, sont mobilisés, et que l'on convoque pour les cellules de crise Covid en visioconférence, parfois tard le soir, dans chaque commune de la métropole pour essayer de travailler ensemble. Personne ici ne sait dire ce que sera la situation dans 3 semaines, dans un mois. Nous essayons au maximum de protéger la population. Et, vraiment, si vous avez des personnes qui sont en situation de grande vulnérabilité, signalez-les-nous. Monsieur AUDRIN, qui est en charge des questions de protection à la Métropole, vous répondra. Jean-François.

Jean-François AUDRIN

Juste pour vous rassurer, il s'agit de masques de catégorie 1 et 2, lavables 20 fois ; un stock est déjà disponible actuellement et à notre disposition. Un nouvel appel d'offres va être lancé pour une nouvelle procédure. Ce qui veut dire que les choses sont claires, nettes et précises et qu'elles ont là pour servir l'ensemble des habitants de notre département, de notre métropole et de notre région.

Monsieur le Président

Merci Monsieur AUDRIN. Je vous propose de mettre aux voix ce rapport qui montre que l'on s'entend bien dans les épreuves – il le faut. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Voilà une

unanimité très appréciable.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 74 : ADMINISTRATION GENERALE, GESTION ACTIVE ET OPTIMISEE DU PATRIMOINE – GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE / CAP ALPHA – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR LA REALISATION ET L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE – RENOUELEMENT PAR ACTE NOTARIE-ACTE AUTHENTIQUE DE DIVISION VOLUMETRIQUE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 75 : ADMINISTRATION GENERALE, GESTION ACTIVE ET OPTIMISEE DU PATRIMOINE – PROTOCOLE TRANSACTIONNEL ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SARL KOSY – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Arnaud MOYNIER entre en séance.

M. Michaël DELAFOSSE sort de séance (avec le pouvoir de Mme. Hind EMAD).

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 76 : FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES – PROPOSITION DE LA LISTE DES COMMISSAIRES DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (CIID) - APPROBATION

M. Manu REYNAUD sort de séance (avec le pouvoir de Mme Marie MASSART).

Renaud CALVAT

Le rapport 76 concerne la Commission intercommunale des impôts directs. Vous savez que nous devons transmettre à Monsieur le Directeur des finances publiques une liste de 40 citoyens de la Métropole. Sur ces 40, il en retiendra 10 titulaires et 10 suppléants. Je remercie l'ensemble des Maires qui nous ont transmis des candidats volontaires dans leur commune. Vous avez la liste dans le rapport.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 77 : FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS – EXERCICE 2020 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport 77 concerne une subvention que nous vous proposons de voter aux Cadets de la Défense pour un

montant de 3 100 euros. Il s'agit d'une belle structure. Nous vous proposons de prendre en charge leurs déplacements avec ce montant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 78 : FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES – COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT) - REGLEMENT INTERIEUR - MODIFICATION

Renaud CALVAT

Le rapport 78 met en place la CLECT. Chaque commune a désigné ou est en train de désigner les représentants. Nous devons mettre en place la Commission locale d'évaluation des charges transférées, qui se réunit au moins une fois par an.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 79 : FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES - MODIFICATION DE LA TARIFICATION DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - TARIFS DES CLASSES PASSERELLES - APPROBATION

M. Jean-François AUDRIN sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (annule le pouvoir donné par Mme Jackie GALABRUN-BOULBES).

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Eric PENSO, Mme Sylvie ROSROUART, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Claudine VASSAS-MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 80 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL - ATTRIBUTION D'UNE PRIME DE MOBILISATION COVID-19 - APPROBATION

Mme Tasnime AKBARALY entre en séance.

M. Michaël DELAFOSSE entre en séance (avec le pouvoir de Mme Hind EMAD).

Mme Céline PINTARD et M. François VASQUEZ sortent de séance.

M. François RIO sort de séance (avec le pouvoir de Mme Anne RIMBERT).

Renaud CALVAT

Le rapport n°80 concerne la prime de mobilisation Covid. Tout était expliqué dans le rapport. Madame OLLIER, vous avez souhaité prendre la parole ? Allez-y, s'il vous plaît.

Clothilde OLLIER

Je souhaitais prendre la parole puisque notre Président l'a dit précédemment : il souhaitait rendre hommage aux fonctionnaires territoriaux pendant cette crise. Alors, pourquoi, alors qu'il était prévu de donner jusqu'à 1 000 euros, la prime est en deçà de ces 1 000 euros ? Est-ce cela leur rendre hommage : leur donner moins que ce qui était prévu normalement ?

Renaud CALVAT

Y a-t-il d'autres demandes de prises de parole ? Vous savez très bien que cette prime-là est encadrée. Les 1 000 euros correspondaient à la prime maximale pour les personnels soignants en contact direct avec la maladie et les souffrances que l'on a pu vivre. Monsieur RAYMOND, vous souhaitez vous exprimer.

Joël RAYMOND

Bonjour à tous. Sans être trop long, je voudrais dire à Madame OLLIER que cette négociation a été réalisée, notamment avec les syndicats à deux reprises (syndicats représentant le personnel à la Mairie et syndicats de la Métropole). Elle a été votée et débattue. Elle s'appuie sur trois groupes d'agents qui ont participé à un effort collectif lors de la mobilisation pour le Covid. Ces trois groupes (catégorie 1, catégorie 2, catégorie 3) bénéficient d'une aide variable. Pour vous donner quand même quelques chiffres : sur la Métropole, ce sont, je crois, 1 600 ou 1 700 agents qui recevront une prime. Vous voyez que ce n'est pas dérisoire. Et il ne s'agit pas, comme vous le dites, de ne pas porter une attention aux agents. Vous savez dans le dialogue social, qui est une de mes attributions, nous parlons avec les syndicats, avec toutes les personnes, en amont des réunions lorsqu'elles arrivent sur le bureau. Croyez-moi, l'on s'attache, notamment, à bien gérer et bien accompagner tout le personnel de la Métropole – soyez-en assuré.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur RAYMOND. Je précise que pour les personnels de la Ville de Montpellier, CCAS et dans les EHPAD, la prime a été plus importante. Et merci du dialogue que vous avez noué avec les organisations syndicales.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 81 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL - REGIME INDEMNITAIRE - MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE – APPROBATION

Mme Mathilde BORNE sort de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 82 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE LA DIRECTION DU CABINET - AUTORISATION DE SIGNATURE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 83 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL - DETERMINATION DU NOMBRE DE COLLABORATEURS DE CABINET ET INSCRIPTION DES CREDITS

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 84 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 85 : RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL - LOGEMENT DE FONCTION - MODIFICATION DE LA LISTE DES BENEFICIAIRES - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION - CREATION DES COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - APPROBATION

*Mme Céline PINTARD et M. François VASQUEZ entrent en séance.
M. François RIO entre en séance (avec le pouvoir de Mme Anne RIMBERT).*

Monsieur le Président

Affaire 86 : Création des Commissions du Conseil de Métropole, ce qui nous permettra de préparer plus en amont les affaires et donc de limiter en séance les interventions, en tout cas qu'elles soient les plus concises possible. Il est proposé de créer 7 Commissions thématiques dont vous avez la liste. Pourront siéger, bien entendu, les élus communautaires, mais aussi les élus désignés au sein des Conseils municipaux parce que notre intercommunalité est la maison commune de tous les élus du territoire de la Métropole. La composition est fixée à travers cette délibération. Est-ce que vous avez des questions ou des remarques ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci Monsieur le Président. Il est question ici du fonctionnement des commissions, et j'avais à cet égard deux propositions. La première, c'est que nous actions collectivement la transparence des comptes rendus de ces commissions. Il y a beaucoup d'acteurs associatifs et de citoyens en général qui souhaitent accéder à ce travail de délibération qui est extrêmement riche. Donc nous voulions savoir si l'on pouvait acter ce principe collectivement. En tout cas, nous de notre côté, quelle que soit la décision qui sera prise sur le sujet, nous mettrons les documents de ces Commissions à disposition de tous. Il y a énormément d'acteurs associatifs qui désirent avoir ces informations. Deuxième proposition : c'est, en fait, l'une des vôtres, Monsieur le Président. Le 11 juin 2020, vous aviez signé le Pacte pour la transition qui acte plusieurs mesures que vous vous êtes engagé à respecter. La proposition 29 concerne la création de commissions extra-communales ou extra-intercommunales, ce qui pourrait être notre cas. L'idée, c'est d'avoir une sorte d'instance du long terme permettant aux nouvelles générations qui ne sont pas encore représentées dans cette institution, d'être représentées par le fait d'avoir des citoyens engagés pouvant participer à la délibération sur les sujets de long terme (urbanisme, mobilité, etc.). Je voulais juste savoir si cette deuxième option était envisagée aujourd'hui, et quelles sont les instances pour pouvoir impliquer plus largement les citoyens ? On le sait, la Métropole, c'est un peu une « boîte noire » pour eux. Comment la rendre plus proche de nos concitoyens et citoyennes ? Merci pour vos éléments de réponse.

Monsieur le Président

Qui d'autre souhaite prendre la parole ? Pour information, nous aurons l'occasion de venir au deuxième point que vous évoquez, notamment à travers le Conseil de développement, qui est une instance qui est prévue par la loi et que l'on souhaite rendre très active parce qu'elle permet à beaucoup de forces vives ou de gens de pouvoir s'impliquer. On va lancer cela. Laissez-nous un peu le temps, le temps peut-être de pouvoir surmonter la crise, même si on va le penser pendant la crise. D'autre part, vous avez pointé la jeunesse de notre territoire. Donc nous aurons également une piste de travail pour favoriser la participation des jeunes. Dans tous les conseils municipaux d'ailleurs, il se passe des choses. Cela eut existé à l'époque de l'Agglomération. Quant aux compte-rendus, il y a un compte-rendu qui est fait dans chaque Commission, et l'ensemble des

délibérations sont publiques et sont disponibles en open data, au demeurant. Donc chaque citoyen peut exercer sa fonction de contrôle, comme le Conseil est filmé. Je voudrais en profiter pour remercier les personnes qui en assurent, depuis de nombreuses années, l'accessibilité en langue des signes, ces prédécesseurs qui avaient initié cela. Donc chacun peut regarder le Conseil, le commenter, prendre la parole pour y capter sa petite vidéo et donc rencontre ensuite ses prises de position.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION - COMPOSITION DES COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit de la première composition puisque cela va se rajouter, quand les communes auront transmis leurs représentants. Des Commissions ouvertes aux élus qui ne siègent pas au Conseil de Métropole, par exemple, les élus en charge de l'urbanisme dans la Commission aménagement, etc.

Est-ce qu'il y a des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Isabelle, excuse-moi.

Isabelle TOUZARD

Juste une question : dans le mandat précédent, les conseillers d'opposition dans les conseils municipaux pouvaient, s'ils le souhaitaient, participer aux Commissions. Est-ce bien toujours le cas ?

Monsieur le Président

Vas-y Renaud.

Renaud CALVAT

Il y a la règle et la loi. Madame TOUZARD, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale mais siégeant dans notre hémicycle, sont des conseillers et donc siégeront dans les Commissions – c'est la loi. Ensuite, il appartient à chaque Maire de désigner deux représentants par Commission : c'est une décision du Maire transmise au service de l'assemblée. Donc les élus n'appartenant pas à la majorité municipale dans cet hémicycle, siégeront dans des commissions – c'est tout fait normal, c'est la loi. Pour les élus ne siégeant pas dans cet hémicycle, il revient au Maire de désigner deux représentants par Commission.

Monsieur le Président

Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 88 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS

M. Manu REYNAUD entre en séance (avec le pouvoir de Mme Marie MASSART).

M. François VASQUEZ sort définitivement de séance et laisse un pouvoir Mme Coralie MANTION.

Mme Florence AUBY sort définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Lionel LOPEZ (le pouvoir de M. Cyril MEUNIER donné à Mme Florence AUBY est annulé).

Monsieur le Président

C'est un peu fastidieux. Vous avez sur table les propositions de représentation. Je voudrais juste dire qu'à une exception près, que l'on soit bien clair, nous n'avons pas fait le choix de modifier les personnalités qualifiées dans les organisations culturelles (Orchestre, Montpellier Danse, etc.). On veut se donner un peu de temps parce que des gens se sont impliqués – il faut peut-être qu'ils continuent. En revanche, on en changera

d'autres, soit parce qu'ils ne partagent pas les orientations que Monsieur PENSO conduit, soit parce qu'ils ne sont pas assidus. Mais pour les renouveler il faut choisir des personnes dont l'expertise est connue et reconnue. Donc nous verrons cela un peu plus tard.

Je propose le principe : Même vote ? Même vote. Je donne lecture. S'il y a un point de vigilance, vous me faites signe.

- Association des communes forestières de l'Hérault. Madame TOUZARD (titulaire), Monsieur AUDRIN. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Abstentions ? Deux abstentions, O.K.
- Caisse des dépôts, CDC Habitat. Je propose Madame LLORET. Même vote ? Même vote.
- CEPRI. Madame NEGRET (titulaire), Monsieur REVOL. Même vote ? Même vote.
- Commission de contrôle des comptes. Nous proposons que Monsieur AUDRIN représente le Président. Et en lieu et place de Monsieur MANSOURIA : Monsieur LEVITA, s'il est d'accord. Sophiane n'en prendra pas ombrage ; il a été le grand oublié des jeunes qui font la ville dans le dossier de la gazette. Je mets aux voix la composition que vous avez : Même vote ? Même vote.
- Commission de médiation DALO : Madame VASSAS-MEJRI. Même vote ? Même vote.
- Commission locale du site patrimonial remarquable. Vous avez la liste. Même vote ? Même vote.
- Commission régionale du patrimoine et de l'architecture. Je propose ma candidature. Même vote ? Même vote.
- Conseil maritime de façade. Madame NEGRET titulaire, Monsieur REVOL. Même vote ? Même vote.
- Au sein d'ERILIA. Madame LLORET. Même vote ? Même vote.
- Fédération nationale des SCoT. Je l'ai dit tout à l'heure : Madame MANTION. Même vote ? Même vote.
- Nous proposons de remplacer une personnalité qualifiée, Monsieur BROUILLET, au Cinemed. Même vote ? Même vote.
- Réseau Initiative Montpellier Pic Saint-Loup. Vous avez la liste. Même vote ? Même vote.
- Le MIN propose une modification. Madame GALABRUN, est-ce qu'elle accepte ? Elle est partie. Je suis sûr qu'elle accepte. À la place de Madame TOUZARD. Même vote ? Même vote.
- Montpellier SupAgro propose de mettre Madame MASSART. Même vote ? Même vote.
- Hérault Logement. Madame GIMENEZ. Même vote ? Même vote.
- Action Logement. Madame LLORET. Même vote ? Même vote.
- Monsieur RICO – excuse-moi Jean-Pierre – remplace Monsieur MANSOURIA au sein de la SA3M. Il y a eu maladresse de ma part, j'en suis désolé. Même vote ? Même vote.
- Un toit pour tous : Madame GIMENEZ. Même vote ? Même vote.
- Université de Montpellier, Faculté d'Economie : Madame EMAD, Madame NEGRET. Même vote ? Même vote.
- Je propose à la Faculté des sciences, Monsieur LEVITA. Est-ce que vous acceptez comme titulaire et d'avoir Monsieur COTE comme suppléant ? Même vote ? Même vote.
- Université STAPS : Monsieur BOURDIN, Monsieur MARTIN en suppléant. Même vote ? Même vote.
- Fondation Université de Montpellier : Madame EMAD. Même vote ? Même vote.
- L'IAE : Madame EMAD, Madame FOURCADE (suppléante). Même vote ? Même vote.
- Institut Montpellier Management : Madame HART, Madame BRAU (suppléante). Même vote ? Même vote.

Stéphanie JANNIN

[*Hors micro*] Je ne prends pas part au vote.

Monsieur le Président

Bien sûr, Madame JANNIN, c'est noté.

- Pardon, j'ai mis Madame NEGRET mais je propose Monsieur LEVITA à l'IUT, qui connaît parfaitement. Et suppléant : Madame BRAU. Monsieur LEVITA, c'est ce que nous nous étions dit la dernière fois, excusez-nous. Ne prennent pas part au vote ?

Isabelle TOUZARD :

[*Intervention hors-micro*]

Monsieur le Président

Tu ne prends pas part au vote, c'est noté.

- Polytech : je propose Madame Céline PINTARD et Madame FOURCADE en suppléante. Même vote ? Même vote.
- Université Paul Valéry – Centre culturel : Madame SERRANO. Même vote ? Même vote.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Tu ne prends pas part au vote. Monsieur PATERNOT ne prend pas part au vote.

- Conseil d'administration de Paul-Valéry : Madame BRAU, Madame SERRANO (suppléante). Monsieur LEVITA et moi-même étant suppléants pour la Ville. Monsieur PATERNOT ne prend pas part au vote.
- Paul-Valéry, École doctorale : Madame MONIN, Madame MARIN-KHOURY (suppléante). Même vote ? Même vote.
- Conseil de l'école doctorale Territoires Temps, Sociétés et Développement : Madame FRECHE en titulaire, pour aller voir Monsieur CHAPELON sur les mobilités. Suppléante : Madame FAYE. Même vote ? Même vote.
- CEVU : Monsieur PENSO, Monsieur CALVAT (suppléant). Même vote ? Même vote.
- UFR 6 : Madame HART. Même vote ? Même vote.
- Faculté des sciences du sujet et de la société – UFR 5 : Madame MANTION et Madame PARPILLON. Même vote ? Même vote.
- René, on s'est dit aussi que tu pouvais y aller pour les sciences de l'Education, [en tant] qu'ancien professeur. Même vote ? Même vote.
- Institut ITIC des Technosciences : Monsieur PATERNOT, Monsieur CHARTIER (suppléant). Même vote ? Même vote.
- Université du tiers temps : Madame MARIN-KHOURY, Monsieur BARRAL (suppléant). Même vote ? Même vote.
- Villes et Territoires : Madame GIMENEZ, Madame MANTION (suppléante). Même vote ? Même vote.
- TaM : Madame FRECHE, qui n'aura pas le droit de vote en sa qualité de censeur, comme Madame RIBOT à la SA3M. Même vote ? Même vote.

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Il met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations suivantes :

ORGANISME	CANDIDATURES PROPOSEES PAR MONSIEUR LE PRESIDENT
<i>Association des communes forestières de l'Hérault</i>	<i><u>Titulaire</u> : Isabelle TOUZARD <u>Suppléant</u> : Jean-François AUDRIN</i>
<i>CDC Habitat (ex - Nouveau Logis Méridional)</i>	<i>Eliane LLORET</i>

<i>Centre Européen de Prévention de Risque d'Inondation (CEPRI)</i>	<i><u>Titulaire</u> : Véronique NEGRET <u>Suppléant</u> : René REVOL</i>
<i>Commission de Contrôle des Comptes 3M (CCC)</i>	<i><u>Titulaires</u> Max LEVITA / Mylène FOURCADE Zohra DIRHOUSI / William ARS René REVOL <u>Suppléants</u> Séverine SAINT-MARTIN / Lionel LOPEZ Céline PINTARD / Bruno PATERNOT Christian ASSAF</i>
<i>Commission de médiation DALO-DAHO</i>	<i>Claudine VASSAS-MEJRI</i>
<i>Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR)</i>	<i><u>Titulaires</u> Eric PENSO / Boris BELLANGER Coralie MANTION / Roger CAIZERGUES Claudine VASSAS-MEJRI / Renaud CALVAT Bernard TRAVIER / Maryse FAYE <u>Suppléants</u> Emilie CABELLO / Bruno PATERNOT Brigitte DEVOISSELLE / Florence BRAU Patricia WEBER / Génès BALAZUN Isabelle MARSALA / Roger-Yannick CHARTIER</i>
<i>Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPA)</i>	<i>Michaël DELAFOSSE</i>
<i>Conseil maritime de façade (CMF)</i>	<i><u>Titulaire</u> : Véronique NEGRET <u>Suppléant</u> : René REVOL</i>
<i>Erilia</i>	<i>Eliane LLORET</i>
<i>Festival du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France (CINEMED)</i>	<i><u>Personnalités qualifiées</u> : Remplacement de Nora MARTYROSIAN par Guilhem BROUILLET</i>
<i>Initiative Montpellier Pic Saint Loup (anciennement Plateforme d'Initiative Locale Montpellier Initiative Entreprise - PFIL)</i>	<i><u>Titulaire</u> : Hind EMAD <u>Suppléante</u> : Florence BRAU</i>
<i>Marché d'Intérêt National Montpellier MIN - SOMIMON</i>	<i>Remplacement de Yvon PELLET par Jackie GALABRUN-BOULBES</i>
<i>Montpellier SupAgro</i>	<i>Remplacement de Florence BRAU par Marie MASSART</i>
<i>Office public de l'Habitat - Hérault Logement</i>	<i>Clara GIMENEZ</i>

<i>Promologis Groupe Action Logement</i>	<i>Eliane LLORET</i>
<i>SA3M</i>	<i>Remplacement de Sophiane MANSOURIA par Jean-Pierre RICO</i>
<i>Un Toit pour tous</i>	<i>Clara GIMENEZ</i>
<i>Université de Montpellier - Faculté d'Economie</i>	<i><u>Titulaire</u> : Hind EMAD <u>Suppléante</u> : Véronique NEGRET</i>
<i>Université de Montpellier - Faculté des Sciences</i>	<i><u>Titulaire</u> : Max LEVITA <u>Suppléant</u> : Sébastien COTE</i>
<i>Université de Montpellier - Faculté des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)</i>	<i><u>Titulaire</u> : Christophe BOURDIN <u>Suppléant</u> : Hervé MARTIN</i>
<i>Université de Montpellier Fondation de l'Université de Montpellier</i>	<i>Hind EMAD</i>
<i>Université de Montpellier - Institut d'Administration des Entreprises</i>	<i><u>Titulaire</u> : Hind EMAD <u>Suppléant</u> : Mylène FOURCADE</i>
<i>Université de Montpellier - Institut de Montpellier Management</i>	<i><u>Titulaire</u> : Clare HART <u>Suppléant</u> : Florence BRAU</i>

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 2 voix

Monsieur le Président propose de procéder à la désignation suivante :

<i>Université de Montpellier - IUT Montpellier-Sète</i>	<i><u>Titulaire</u> : Max LEVITA <u>Suppléant</u> : Florence BRAU</i>
---------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN et Mme Isabelle TOUZARD.

Monsieur le Président propose de procéder à la désignation suivante :

Université de Montpellier - Polytech	<u>Titulaire</u> : Céline PINTARD <u>Suppléant</u> : Mylène FOURCADE
--------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 2 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations suivantes :

Université Paul Valéry Montpellier 3 - Centre culturel	Célia SERRANO
Université Paul Valéry Montpellier 3 - Conseil d'Administration	<u>Titulaire</u> : Florence BRAU <u>Suppléant</u> : Célia SERRANO

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations suivantes :

Université Paul Valéry Montpellier 3 - Conseil de l'école doctorale Lettres, Langues, Arts et des Sciences humaines et sociales	<u>Titulaire</u> : Séverine MONIN <u>Suppléant</u> : Nicole MARIN-KHOURY
Université Paul Valéry Montpellier 3 - Conseil de l'école doctorale Territoires, temps, société et développement	<u>Titulaire</u> : Julie FRECHE <u>Suppléant</u> : Maryse FAYE
Université Paul Valéry Montpellier 3 - Conseil des Etudes et de la Vie universitaire	<u>Titulaire</u> : Eric PENSO <u>Suppléant</u> : Renaud CALVAT
Université Paul Valéry Montpellier 3 - Faculté de Langues et Cultures Etrangères et Régionales	Clare HART
Université Paul Valéry Montpellier 3 - Faculté des Sciences du Sujet et de la Société	<u>Titulaire</u> : Coralie MANTION <u>Suppléant</u> : Marie-Delphine PARPILLON
Université Paul Valéry Montpellier 3 - Faculté Education et sciences pour les Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines et Sociales	René REVOL

Université Paul Valéry Montpellier 3 - Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication	<u>Titulaire</u> : Bruno PATERNOT <u>Suppléant</u> : Roger-Yannick CHARTIER
Université Paul Valéry Montpellier 3 - Université Tiers Temps	<u>Titulaire</u> : Nicole MARIN-KHOURY <u>Suppléant</u> : Yves BARRAL

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 2 voix

Madame Stéphanie JANNIN sort définitivement de séance.

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations suivantes :

Villes et territoires	<u>Titulaire</u> : Clara GIMENEZ <u>Suppléante</u> : Coralie MANTION
TaM	<u>Censeure</u> : Julie FRECHE

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 2 voix

AFFAIRE N° 89 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Il vous est proposé sur les délégations qui me sont confiées, que vous contrôlez en début de séance, le 2.6 et le 7.8.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 90 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE L'OR AMENAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2019 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 91 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SPL LRAD - RAPPORT ANNUEL 2019 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 92 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE (BRL) - RAPPORT ANNUEL 2019 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 93 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE SA3M - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 94 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 95 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 96 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 97 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 98 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SFMA - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 99 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE OCCITANIE EVENTS - RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

L'ordre du jour est épuisé. Deux petites questions : sur l'aéroport, j'ai répondu tout à l'heure, suite à l'intervention de Monsieur REYNAUD. Sur la question du logement liée Montpellier Business School, le périmètre de la ZAC Cambacérès va être modifié conformément à nos engagements. Et donc nos engagements, ce n'est pas le logement.

Monsieur MEISSONNIER, sur Baillargues, sur la question du parc Gérard Bruyère. Vous êtes le Maire de la commune.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il y a beaucoup d'interpellations sur l'intérêt général, notamment dans le cadre du développement durable et de l'écologie, concernant ce parc Gérard Bruyère. Je vais en rappeler la genèse : ce parc faisait l'objet d'une urbanisation massive, et donc d'une imperméabilisation. Il y a de cela plus de 18 ans, nous avons pris le parti d'en faire un parc. Un parc certes, mais en temps un bassin d'écrêtement des crues qui permet de répondre à un aléa de crue millénale – ce n'est pas rien. Et depuis que nous y avons fait des aménagements hydrauliques, nous avons sorti plus de 80 maisons de l'inondation, pour le plus grand bonheur et la sécurité des contribuables baillarguois, qui sont des contribuables de la Métropole. Je rappelle aussi que dans le cadre du sport, notamment de ce que l'on appelle le « ski nautique » voire le « wakeboard », il y a plus de 3 500 pratiquants sur la métropole et environ qui se déplacent à une heure et demie. Ils prennent leur voiture et vont à Bram, à Aix ou Lamotte-du-Rhône, non loin de Mornas, voire jusqu'au Boulou. Là-dessus, avec les TER et notamment le Pôle d'échanges multimodal à Baillargues, tous ces jeunes et pratiquants-là pourront venir à Baillargues. Ce parc fait la part belle à la plantation puisqu'au-delà des sujets déjà plantés, plus de 900 arbres vont être plantés, plus de 3 500 arbustes et je vous passe [les détails] sur les autres essences. Il fera aussi la part belle à l'éclairage LED, au mobilier urbain en bois. Mais surtout je voudrais rappeler qu'il va être créateur d'emplois, puisqu'il va y avoir plus de 40 emplois directs et plus de 60 indirects. Là-dessus, j'interpelle les uns et les autres afin de ne pas se méprendre sur l'intérêt écologique de ce parc. Surtout, quand on vient à Baillargues accompagnés par certaines personnes que je qualifierais de « benêts », il vaut mieux voir les intéressés et techniquement avoir les bonnes informations. Voilà ce que je tenais à dire. Je reste à la disposition des uns et des autres s'ils veulent venir sur place vérifier tout ce que je viens de dire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur beaucoup Monsieur MEISSONNIER sur ce point. Monsieur LAFFORGUE, sur la question du

chêne pour lequel nous avons été interpellés. Je recevrai la personne, avec vous et Madame MANTION.

Frédéric LAFFORGUE

Oui, bien sûr. Sur le chêne du Salaison, la Ville, la Métropole et l'ONF ont mis tous les moyens pour préserver ce chêne. Une étude a été payée par la Ville de Castelnau sur le chêne en question, pour le préserver. Cette étude fait valoir qu'il y a le Capricorne du chêne. Du coup, il se retrouve classé. Les services de la Métropole ont étudié toutes les solutions techniques, y compris sur d'autres accès. On a des problèmes d'accessibilité ou de servitudes de passage, des problèmes techniques ou de propriété juridique. Les services ont étudié à la fois l'assainissement mais aussi la voirie et bien entendu l'accessibilité.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LAFFORGUE. Comme nous avons été interpellés ce matin, nous recevrons les personnes. Madame BORNE, c'est une question, une réponse. Je sais bien que ce débat est important chez les Castelnaudais. Il nous concerne aussi parce qu'il n'est pas question que cet arbre dit « remarquable » disparaisse. Donc nous recevrons les personnes, parce qu'elles nous ont interpellés. Je précise, pour terminer, que Madame MIRALLES nous avait interpellés sur la question des ordinateurs. Donc vous avez une fiche à nous compléter, à remettre aux services de l'assemblée pour savoir si vous souhaitez être équipé, pour éviter les délibérations sous format papier.

Je vous remercie pour ces travaux. Il y a un repas qui vous attend, à l'extérieur. Bon courage à tous au regard des restrictions sanitaires. Merci.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14h15.